

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** L'intégration économique de l'Europe, par le Professeur P. Lieftinck — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques

## L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE

par le Professeur P. LIEFTINCK,  
Ministre des Finances des Pays-Bas.

*Nous publions ci-dessous, en raison du grand intérêt qu'elle présente, la traduction d'une conférence faite à la Société d'Economie politique de Belgique, le 7 mars 1950, par le Professeur P. LIEFTINCK, Ministre des Finances des Pays-Bas. Le texte original a été reproduit dans la revue néerlandaise « De Economist », n° 4, d'avril 1950.*

Le problème, tel qu'il est énoncé, relève de l'économie appliquée. Je me propose de le traiter en économiste, tout en m'inspirant des maîtres anciens, en rapport direct avec la réalité sociale et politique et d'une manière aussi concrète que me le permettent mes fonctions actuelles.

L'intégration économique de l'Europe est une notion jeune, qui n'a été introduite que tout récemment dans un vieux continent chargé d'une longue histoire politique et économique, où la communauté d'individus et de peuples est basée sur des principes fortement enracinés et où les manières de vivre et de penser se plient difficilement à une nouvelle orientation. S'il était possible de confronter cette nouvelle notion avec un ensemble d'idées qui nous est plus familier, nous pourrions trouver un fond sur lequel les contours encore vagues de la nouvelle notion se dessineraient avec plus de précision et nous pourrions mesurer plus facilement les conséquences de notre adhésion à ce nouveau *catchword* comme devise ou comme programme.

A notre sens, nous obtiendrons la clarté désirée en confrontant la nouvelle conception de l'intégration

économique de l'Europe avec l'ancien nationalisme européen. Ajoutons immédiatement que la comparaison ne sera complète que si nous considérons ce nationalisme européen dans ses manifestations tant politiques qu'économiques. Ce point de vue est, à mon avis, essentiel, l'intégration économique de l'Europe étant une conception politique autant qu'économique. Cette idée s'oppose nettement au nationalisme économique, mais on risquerait de perdre de vue sa véritable signification si l'on fermait les yeux devant les conséquences qu'elle entraîne pour la souveraineté des nations. Car l'intégration économique internationale est, elle aussi, fondamentalement opposée au nationalisme politique.

Dans l'histoire moderne, le nationalisme politique a acquis une signification toujours plus absolue. Ses bases spirituelles résident dans le principe de liberté individuelle, qui trouve son origine, tout au moins en Europe occidentale, dans la Renaissance, et son expression politique dans la théorie de la souveraineté des peuples. On sait que, depuis la Révolution française, cette théorie a marqué de son empreinte l'organisation de la communauté des nations. La concep-

tion de l'homme libre et responsable fut transposée intégralement sur le plan national. La communauté des peuples fut considérée, pendant le XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, de plus en plus comme une communauté des nations, dont chacune avait des droits inaliénables qui devaient être respectés par les autres. Parmi ces droits, une place dominante était réservée à la liberté et au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. On peut dire que le nationalisme politique était à son apogée après la première guerre mondiale, lorsque, pour la première fois, l'organisation de la communauté des peuples fut sérieusement abordée. A Genève, où les hommes d'Etat des peuples vainqueurs croyaient pouvoir décider du destin des nations, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes était considéré comme la grande directive à suivre pour arriver au paradis des nations. Le professeur Edward Hallett Carr, dans son livre bien connu *The twenty years' crisis*, nous a dessiné la réalité décevante, qui a suivi, entre les deux guerres mondiales, cet épisode optimiste. Pourtant, les démocraties de l'Occident n'ont jamais renié jusqu'en 1940 l'idée de souveraineté qui prévalait au XIX<sup>e</sup> siècle. Même l'Organisation des Nations Unies, fondée en 1945, ne porte pas formellement atteinte à la souveraineté nationale, tout au moins à celle des grandes puissances. Comme je vous le montrerai tout à l'heure, les efforts tendant à l'intégration économique de l'Europe ne s'arrêtent cependant pas là; ils signifient pour le moins une rupture dans le développement politique international.

Le nationalisme économique, antipode de l'intégration économique de l'Europe, est la négation, dans la communauté internationale, des principes et méthodes de coopération acceptés dans le cadre de l'économie nationale. En termes plus concrets, le nationalisme économique appliqué à l'intérieur des différents pays une politique de division du travail, d'échange de produits et de circulation de la monnaie, différente de celle qu'il admet sur le plan international. Cette définition, tout en étant négative et formelle, établit la différence essentielle entre le nationalisme économique et l'intégration économique sur le plan international.

Ce n'est qu'après l'affranchissement de la vie économique au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence du renforcement du pouvoir central et plus tard de la révolution industrielle, que l'on peut parler en Europe occidentale de nationalisme économique dans le sens propre du mot. Il a fallu d'abord se libérer des liens médiévaux et mercantilistes de nature locale et professionnelle avant que la vie économique puisse fonctionner comme unité dans le cadre de la nation sous un régime de libre entreprise et de libre concurrence à l'intérieur du pays. Ce processus se termina vers la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et c'est depuis lors que le nationalisme économique est devenu un attribut et une manifestation de la souveraineté nationale. Tantôt il s'agissait

de protéger des industries existantes ou des méthodes de production, tantôt il était question de soutenir d'une manière temporaire ou permanente des industries naissantes par la limitation ou l'exclusion de la concurrence internationale. Le nationalisme économique a été renforcé par le désir de protéger non seulement la structure économique, mais encore la structure sociale, et d'atténuer les répercussions de la conjoncture internationale sur la vie économique à l'intérieur du pays. La politique économique et sociale de la plupart des pays de l'Europe occidentale fut inspirée, au milieu du siècle dernier, par la philosophie de l'Etat libéral, et le nationalisme économique ne joua à cette époque qu'un rôle secondaire, tout en présentant des variations d'un pays à l'autre. Ce n'est qu'après la guerre franco-allemande qu'il a pris son essor, notamment sur le continent. L'Europe occidentale se voyait exposée à une sérieuse concurrence due à la révolution des transports, à l'extension rapide de la production agricole et aux débuts du développement industriel dans les pays de l'hémisphère occidental, riches en terres fertiles et matières premières. Contre cette concurrence, l'Europe s'est défendue surtout par sa politique commerciale. Mais le nationalisme économique s'est révélé bien plus puissant après la première guerre mondiale. Vous en connaissez les causes : la désintégration politique de l'Europe centrale et orientale, le grand contraste survenu en quelques années entre Etats créditeurs et Etats débiteurs, l'instabilité des changes, les raisons de stratégie nationale et les rigidités toujours croissantes de la vie économique. Une autre circonstance extérieure est venue s'y ajouter : les pays d'Asie orientale, avec un niveau de vie nettement inférieur à celui de l'Europe occidentale et des Etats-Unis, sont venus offrir leurs produits sur le marché mondial. Ceux-ci ne menaçaient pas seulement l'exportation européenne, mais ils pénétraient sur les marchés européens eux-mêmes, ce qui provoquait des réactions encore plus vives. Le nationalisme économique atteignit son point culminant en 1929 et pendant la grande dépression qui a tourmenté le monde entier. C'est alors que la conception de l'autarchie économique s'est fait jour. Je me souviens encore très nettement que lors des conférences d'économistes tenues pendant la période de crise, les participants avaient l'impression que des puissances infernales s'étaient emparées de l'économie mondiale. Les économistes, tout aussi bien que les hommes d'Etat, semblaient être impuissants contre les excès du nationalisme économique.

#### Nationalisme économique et nationalisme politique

Il convient de souligner qu'entre le nationalisme économique et le nationalisme politique — tous les deux opposés à l'intégration économique de l'Europe —, il n'existe pas de rapport logique : la liberté de chaque pays de défendre ses intérêts d'après ses propres vues peut tout aussi bien s'exprimer par une

politique extérieure de libre-échange que par un protectionnisme rigoureux. En Angleterre, le nationalisme politique se traduisit, jusqu'en 1931, dans le domaine économique, par le *free trade*; dans l'Allemagne d'Hitler, il prit la forme de l'autarchie. Les méthodes adoptées par le nationalisme économique dépendent du but que l'on s'est assigné. Ce dernier reflète les circonstances intérieures et extérieures de la nation et les forces spirituelles, sociales et économiques qui gouvernent sa volonté politique; en un mot, l'ensemble des facteurs qui déterminent la politique extérieure et intérieure d'un pays. Les circonstances dans lesquelles se trouvait l'Angleterre avant la première guerre mondiale et, dans une moindre mesure, jusqu'en 1931, ainsi que les forces qui, à cette époque, dirigeaient les destinées du peuple anglais, en faisaient un pays de libre-échange, alors que la situation de l'Allemagne au moment où Hitler vint au pouvoir et les forces qui se manifestaient d'une manière frénétique dans le peuple allemand, en faisaient une funeste victime de l'idéologie autarchique.

S'il n'existe aucun rapport logique entre les nationalismes économique et politique, il n'est pourtant pas surprenant qu'ils se renforcent mutuellement. Le nationalisme économique a besoin d'un Etat souverain et puissant, qui protège la réalisation des principes et méthodes de la politique économique de la nation contre les forces extérieures. Tout affaiblissement et toute limitation de la souveraineté politique menacent le développement du nationalisme économique. D'autre part, le nationalisme économique fournit à l'Etat souverain tout l'arsenal des armes économiques, qui ont prouvé si souvent leur grande efficacité dans le combat politique international. Le pays qui laisse une entière liberté à ses relations économiques avec l'étranger se prive de moyens de défense ou même d'attaque. Un tel pays ne peut user que de moyens moraux et militaires.

Lorsque, après 1930, le nationalisme économique et le nationalisme politique s'unirent dans le monde entier et notamment en Europe, renforcés d'une manière pathologique par la grande dépression et la menace croissante d'une guerre probable, il se développa une situation qui devait mener à la catastrophe, telle la deuxième guerre mondiale. Les ruines causées par cette guerre ont amené les hommes d'Etat, les économistes, les hommes de science et les praticiens à réfléchir sur les principes fondamentaux des rapports politiques et économiques entre les nations, qui sont nécessaires pour créer les meilleures conditions de paix et de prospérité des peuples.

L'intégration économique de l'Europe est le nouvel espoir né de ces réflexions. Avant de définir les significations possibles de cette notion, je voudrais décrire dans ses grandes lignes l'évolution la plus récente du nationalisme tant politique qu'économique, dans cette partie du monde.

Il s'agit, en effet, d'une crise de nationalisme qui date de la dernière guerre. Tout comme l'individualisme inné de l'homme subit à une certaine période de sa vie une crise physique et spirituelle qui l'incite à rechercher la société, de même la crise de l'individualisme des nations est née des dangers dans lesquels se trouva l'Europe occidentale après 1945. Ces dangers sont d'ordre militaire et économique. La technique de la guerre moderne a fait croître d'une manière démesurée l'inégalité entre les grandes puissances et les petites nations.

L'avantage que représentait pour les grandes puissances le respect de l'indépendance des petites s'est trouvé rapidement réduit. En 1914, l'armée allemande tenait encore à respecter la neutralité des Pays-Bas, tandis que la résistance héroïque de l'armée belge fut un élément important dans la campagne qui a vu sa fin dans la bataille de la Marne. Toutefois, en 1940, la résistance des petites nations n'avait plus qu'une *nuisance value*. D'autre part, le caractère totalitaire de la guerre moderne a fait de la proximité de territoires neutres et de territoires belligérants un avantage pour les uns et un danger pour les autres. En 1914, l'Allemagne a respecté l'indépendance des Pays-Bas, entre autres parce que le port de Rotterdam pouvait lui servir pour ses importations d'outre-mer. En 1940, au contraire, l'Allemagne a voulu mobiliser toutes les ressources européennes; si elle n'avait pas occupé les Pays-Bas, les Alliés auraient disposé d'une dangereuse tête de pont pour une attaque partant de l'Ouest. En outre, les frais d'achat et d'utilisation des armes modernes ont tellement augmenté que les petites nations ne peuvent plus se permettre pareilles dépenses; elles dépendent de l'assistance extérieure pour préparer leur défense. Il en est ainsi pratiquement pour tous les pays de l'Europe occidentale, y compris la France. Ces pays sont forcés de réunir leurs efforts et de conclure une alliance durable avec une des puissances mondiales, uniquement pour des raisons de sécurité. De plus, certains facteurs d'ordre économique ont ébranlé les bases du nationalisme politique dans les pays de l'Europe occidentale. L'épuisement causé par les années de guerre, par l'occupation, par les dévastations et les pillages les a rendus dépendants de l'aide extérieure. L'assistance Marshall a fourni la planche de salut. Son idée fondamentale se résume en trois principes : 1° les pays participants devront mettre de l'ordre dans leurs affaires; 2° ils doivent s'entraider par la coopération; 3° dans ces conditions, les Etats-Unis sont disposés à fournir une assistance spéciale à titre temporaire, tandis qu'on a voulu donner un caractère durable à la collaboration des dix-huit pays de l'O.E.C.E. Cette collaboration doit être considérée comme l'acceptation d'une responsabilité collective qui n'est guère conciliable avec le droit absolu des peuples de disposer d'eux-mêmes.

La souveraineté nationale n'a pas été atteinte d'une manière formelle; mais, du point de vue matériel, elle

a subi des restrictions sensibles, quoique ce fait ne pénètre que petit à petit dans les consciences et qu'il soit difficile de l'accepter.

Le nationalisme économique traverse, lui aussi, une crise. La période transitoire de l'économie de guerre à l'économie de paix a duré cette fois-ci, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, plus longtemps qu'après la première guerre mondiale. D'autre part, cette période a été caractérisée par des mesures plus radicales et des méthodes plus perfectionnées de contrôle de la production, de la consommation, des échanges et des paiements internationaux. Les restrictions quantitatives et le rationnement des devises étaient les armes les plus utilisées en vue de défendre la balance des comptes. Les relations internationales ont repris difficilement par des conventions bilatérales qui limitaient artificiellement l'échange des marchandises et des services, faussaient les règles de la division internationale du travail et entravaient la concurrence internationale.

L'inconvertibilité des moyens de paiement internationaux constitue un des plus graves obstacles à la liquidation de cette situation. Néanmoins, et grâce à l'aide Marshall, la production des pays de l'Europe occidentale a pu dépasser considérablement le niveau d'avant-guerre. La situation a changé en ce sens que, pour la plupart des marchandises, le marché vendeur s'est transformé en marché acheteur et que l'on peut même constater des signes de saturation du marché. La dévaluation, qui, au mois de septembre de l'année passée, a réalisé dans beaucoup de cas une adaptation désirable des cours artificiels de différentes monnaies aux réalités économiques, n'ouvrit cependant pas la voie à la convertibilité. Les efforts tendant à libérer les échanges des restrictions quantitatives ne pouvaient se réaliser que dans le cadre bilatéral, mais ils n'ont jamais abouti à une libération complète. En Europe occidentale, on redoute encore la multilatéralisation des échanges et des paiements, et derrière le rideau des restrictions quantitatives qui se lève, se dessinent plus distinctement les contours funestes d'une politique de tarifs protectionnistes qui, dans une forme modifiée, maintiendront la séparation et la protection des marchés.

Entretemps, le moment approche rapidement où l'aide Marshall sera réduite sensiblement. Le problème de la pénurie de dollars en Europe occidentale n'est encore nullement résolu, bien qu'à la suite d'une réorientation des achats il soit devenu moins pressant pour un certain nombre de produits. La question de savoir si le niveau de vie en Europe occidentale peut se maintenir au point actuel se pose de plus en plus. La diminution de l'emploi dans différents pays a déjà plus que normalement influencé défavorablement les indices du chômage et l'on peut se demander si les possibilités d'emploi ne se trouvent pas à la veille d'un plus grand malaise encore.

Si la situation économique prenait une tournure défavorable, le nationalisme économique se dresserait

de nouveau sur les bases précaires de rapports économiques bilatéraux, dans ce coin d'Europe qui ne peut souffrir aucun affaiblissement si l'on veut y sauver la démocratie. L'intégration économique de l'Europe pourra-t-elle prévenir un tel désastre? Pourra-t-elle stabiliser l'emploi dans ces pays? Pourra-t-elle procurer une compensation à la pénurie de dollars? Pourra-t-elle rendre superflue l'aide Marshall? Ces perspectives sont-elles réalisables? Pour pouvoir répondre à ces questions, demandons-nous tout d'abord ce qu'est cette intégration économique européenne.

### Trois conceptions de l'intégration économique européenne

Trois conceptions différentes se présentent à notre esprit. On pourrait définir la première comme suit :

1. La liberté économique totale, soit pour l'Europe occidentale tout entière, soit pour une partie seulement, dans le domaine du commerce et des paiements internationaux ou, si l'on veut l'exprimer d'une façon moins absolue : l'abolition de toute restriction quantitative en ce qui concerne le commerce et les devises étrangères, ainsi qu'une réduction des tarifs douaniers jusqu'au point où ils ne constituent plus une réelle entrave aux échanges de produits. Cela revient à supprimer les restrictions qui sont l'héritage de l'économie de guerre et de la crise de 1929 et à réaliser les recommandations de la Conférence Économique Internationale du mois de mai 1927, recommandations qui avaient été inspirées par la situation telle qu'elle était avant 1914. On pourrait dire que c'est la conception des anciens libéraux, celle du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle ignore deux phénomènes : d'une part le développement du pouvoir économique privé, d'autre part la politique des gouvernements du bien-être social, phénomènes qui tous deux exercent depuis 1914 une influence plus ou moins importante sur l'économie de tous les pays de l'Europe occidentale. Elle ignore le développement du pouvoir économique privé, qui a restreint la libre concurrence dans certains secteurs nationaux importants, et la politique du bien-être social, qui par une multitude de moyens modernes, notamment d'ordre fiscal et monétaire, a été assujettie à deux buts principaux : prévenir ou supprimer le chômage de masse, et fournir une sécurité économique raisonnable à une partie de la population aussi grande que possible. Puisque la dite conception ne tient nullement compte du développement de la puissance économique privée et de la politique gouvernementale du bien-être social, elle se caractérise, au point de vue de la politique économique, par une orientation purement négative.

2. La seconde conception que l'on retrouve au dernier rapport de l'O.E.C.E. et qui reflète clairement le point de vue américain ne pourrait être mieux définie que par le « marché unique » du XX<sup>e</sup> siècle; un seul marché uniforme en Europe occidentale, ce qui

veut dire abolition des restrictions dans le domaine des échanges et des paiements internationaux et, partant, rétablissement d'une division rationnelle du travail entre les divers pays de l'Europe. Jusqu'à ce point, cette conception est analogue à la première, mais elle s'en distingue en ce qu'elle reconnaît et admet l'existence de la politique du bien-être social dans les pays individuels. Il s'ensuit que son orientation économique et politique doit avoir un caractère positif. Non seulement il faut revoir la division internationale du travail par une coopération étroite surtout lorsqu'il s'agit de l'exécution des investissements les plus rationnels, mais aussi il faudra en général s'efforcer de réaliser les avantages de la concurrence et de la spécialisation internationales tout en évitant le chômage et l'insécurité économique. Pour atteindre ce but, il faudra assurer une certaine coordination de la politique fiscale et monétaire des gouvernements des pays adhérents et créer une réserve centrale de devises, afin que la réserve de chaque pays individuel ne soit pas immédiatement épuisée en cas de rupture éventuelle de l'équilibre mutuel.

3. La troisième conception est celle de l'intégration économique européenne par une autorité supra-nationale. Le trait caractéristique de cette conception n'est pas la division internationale du travail réalisée par le marché et éventuellement complétée par une politique coordonnée qui, dans chaque pays, assurerait au travailleur les moyens d'existence par des méthodes essentiellement étrangères au processus de la production, mais bien un organisme central qui remplace l'action du marché et qui crée et fait exécuter son propre plan de prospérité. Celui-ci ne tend pas en premier lieu à une production maximum, déterminée par une libre concurrence internationale, mais à l'idéal d'une prospérité générale aussi répandue et aussi uniforme que possible, qui atténue les différences sociales et nationales, et qui crée les conditions nécessaires au développement d'une société pacifique. C'est notamment dans les milieux socialistes que cette conception d'une économie dirigée d'un point central et d'après un plan défini, trouve ses adhérents.

Permettez-moi de commenter à présent chacune de ces suggestions.

1. La première a, sans aucun doute, l'attrait de la simplicité. Elle signifie la fin du nationalisme économique et ne fait surgir apparemment aucun problème pour le nationalisme politique. Elle ne suppose ni coordination de différents objectifs et méthodes politiques nationaux, ni transfert de souveraineté à une instance supra-nationale. Toutefois, cet avantage n'est qu'apparent. Une intégration économique européenne fondée sur cette première conception signifie réellement une abdication complète du droit souverain de faire une politique économique extérieure — du moins au sein du groupe intégré — autre que celle

de l'abstention. D'ailleurs, vis-à-vis des pays étrangers au groupe, une politique économique coordonnée est, dans ce système, absolument indispensable.

Appliquée à l'intégration économique proposée des dix-huit pays de l'O.E.C.E., cette conception conduit à l'acceptation d'une liberté mutuelle complète dans le domaine des échanges et des paiements, dépouillée de toute restriction quantitative, de tarifs douaniers et d'impositions qui pourraient entraver l'échange de marchandises. La structure industrielle et agricole et la répartition des revenus dont dépend la prospérité des différentes catégories de la population sont alors complètement assujetties aux prix du marché. En cas de conjoncture défavorable, chaque pays manque, dans les échanges réciproques, de la protection d'une politique commerciale.

Si, dans ce cas, plusieurs pays suivent une politique de conjoncture active en vue de supprimer le chômage et que d'autres pays y renoncent, il s'ensuit, à la longue, une rupture de l'équilibre des balances de paiements, qui ne peut être palliée que par une adaptation monétaire. La vie économique dans le groupe dépend entièrement de l'automatisme des forces économiques.

Si l'on admet avec les économistes classiques et leurs successeurs du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'effet de cet automatisme conduirait à la prospérité optimum, cette solution serait peut-être encore acceptable malgré les sacrifices qui doivent être faits dans la période de transition, en vue d'atteindre le résultat final.

Toutefois, les conditions auxquelles cet optimisme se justifiait ne sont plus remplies actuellement, à plus d'un point de vue. Beaucoup de prix ne sont plus des prix du marché libre et ne peuvent plus être rétablis comme tels. Le processus économique est plein de rigidité, ce qui non seulement prolonge la période d'adaptation et peut causer des pertes insupportables pendant cette période, mais encore rend douteux les résultats de l'adaptation elle-même. Le vieux principe disant que la non-intervention apporte l'optimum économique s'est pratiquement et théoriquement avéré intenable; la foi en ce principe s'est affaiblie dans de nombreux milieux. Mais il y a plus : la question de la poursuite elle-même de l'optimum économique est mise en doute. Son objet matérialiste ne donne plus de satisfaction sans mélange. Entre le bien-être, d'une part, et la prospérité, d'autre part, s'est creusé un abîme. Des principes plus larges et plus profonds qu'autrefois sont à la base des aspirations économiques et socio-politiques. Sans doute existe-t-il, à cet égard, entre les pays, des divergences inhérentes au caractère national et au développement culturel et socio-politique des différentes couches de la population. Indépendamment des liens structurels et solides qui déterminent la vie de la plupart des populations, ce sont ces divergences nationales et parfois régionales dans la conception des objectifs finals,

qui rendent la solution de l'intégration économique en Europe occidentale si difficile à comprendre par l'Américain moyen.

2. Bien des choses que je viens de dire s'appliquent également à la deuxième conception, celle du « marché unique » du XX<sup>e</sup> siècle. On se rappelle que cette solution s'identifie en grande partie à la première. Dans la seconde conception également, le prix du marché est mis en évidence comme régulateur de la division internationale du travail à l'intérieur du groupe. Je ne répéterai pas les critiques que j'ai déjà formulées à cet égard. Examinons plutôt les nouveaux éléments qui caractérisent cette conception moderne de l'intégration économique européenne.

J'ai souligné déjà que l'orientation économique et politique de cette seconde conception porte un caractère positif. Il en découle que, tant à l'intérieur du groupe qu'en cas d'action collective à l'extérieur, la coordination s'impose. Coopération en matière d'investissements en vue de favoriser une division rationnelle du travail, coopération également en matière de politique fiscale et monétaire en vue d'assurer l'équilibre — le plus fondamental entre tous — entre les possibilités d'emploi, d'une part, et l'offre de main-d'œuvre productive, d'autre part, à l'intérieur du groupe. Contrairement à la première conception où l'unité des points de vue en matière de politique économique a dû être recherchée dans une attitude d'abstention, la seconde suppose une unité des points de vue de manière positive; en d'autres termes, le nationalisme économique doit être canalisé, au moins en partie, dans la mesure où il ne doit pas être abjuré. A l'extérieur également, c'est-à-dire vis-à-vis des pays étrangers au groupe, il sera nécessaire de suivre une ligne de conduite commune. L'importante question que soulève la coordination interne est la suivante : que signifie-t-elle au point de vue de la souveraineté nationale et est-il politiquement réalisable d'en déléguer une certaine partie à un pouvoir supérieur ? Bien que le terrain où se poursuivent cette coopération et cette coordination se limite, dans cette conception, aux investissements et à la politique fiscale et monétaire, il est clair que plus est grand le nombre des pays participant à cette coopération, plus il sera difficile d'arrêter des méthodes et des objectifs communs. Les expériences acquises dans le cadre de Benelux sont péremptoires à cet égard. C'est précisément dans les domaines précités que se révèlent des divergences dans les trois pays, bien qu'il y ait des symptômes réconfortants de rapprochement. Dans le groupe plus étendu des pays de l'O.E.C.E., il semble que, provisoirement, on ne puisse aller au delà des principes suivants : une entente par laquelle chaque pays s'engage envers les autres à ne pas effectuer d'investissements de nature à agrandir outre mesure la capacité de production et à nuire par là à une saine concurrence; l'abstention d'une politique fiscale qui ferait naître une trop grande inégalité des possibilités de chacun; et enfin la décision de ne pas poursuivre

une politique monétaire qui forcerait les autres membres du groupe à une inflation ou à une déflation ou les obligerait à réintroduire des restrictions aux échanges ou aux paiements. Un grand progrès serait déjà réalisé si les différents pays ménageaient leurs intérêts respectifs et ceux du groupe entier.

C'est dans cet esprit que le système de l'O.E.C.E. a été conçu. Les pays participants renonceront à la majeure partie des restrictions quantitatives à l'importation et ils édifieront dans l'union européenne du clearing un mécanisme tendant au rétablissement de la transférabilité mutuelle des devises; ce n'est qu'en cas de nécessité qu'un pays pourra réintroduire des restrictions en matière d'importation de marchandises, mais uniquement sur une base multilatérale. Du point de vue structurel, le plan se caractérise par un retour au libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle, sauf dans la mesure où il ne règle pas la protection douanière et où il prescrit une entente sur les investissements importants. Du point de vue conjoncturel qui met l'accent sur le maintien de l'emploi, il place les pays participants dans une meilleure position tant par rapport à la situation actuelle qu'à celle qui existait en 1927. Le système bilatéral actuel, tout comme le libéralisme relatif de 1927, expose les différents pays à un nationalisme économique sans frein en cas de dépression générale. Dès lors, tous seront enclins à faire appel à l'arme des restrictions à l'importation afin de maintenir l'activité intérieure; dans ce cas, aucun pays ne pourrait échapper à cette politique de désespoir et le résultat final serait une contraction excessive des échanges, et un recul de la prospérité générale et de l'emploi, plus grave que celui provoqué uniquement par la dépression. Le régime de l'O.E.C.E. présente, pour autant qu'il entre en vigueur, une garantie contre une introduction unilatérale des restrictions à l'importation et contre la poursuite d'une politique monétaire qui mettrait en danger l'équilibre d'un pays quelconque du groupe. Il ouvre ainsi la possibilité d'arriver à une politique de conjoncture coordonnée. Il reste cependant douteux que cette possibilité puisse se réaliser sans un organisme revêtu d'un pouvoir supra-national.

3. Au sujet de la troisième conception, qui comporte une intégration économique européenne par la voie d'une autorité économique supra-nationale, je serai bref. Cette conception constitue, de même que la première, une suppression du nationalisme économique, non pas toutefois dans le but de créer à l'intérieur du groupe intégré une sphère de liberté économique, mais en vue de fonder sous une direction centrale un régime visant à une organisation planifiée du processus économique sur tout le territoire du groupe. Il est évident que, dans ce système, le droit souverain des différentes nations de poursuivre une propre politique économique tant à l'intérieur que vis-à-vis des États membres et non-membres du groupe, cesse en principe d'exister et fait place à une souveraineté d'ordre supérieur qui imprime ses

objectifs à la vie économique et sociale et peut-être aussi, dans une certaine mesure, à la vie culturelle des pays participant à cette coopération. Dans la première période de l'O.E.C.E., une tentative a été faite en vue d'arriver, par une coordination des plans dressés individuellement par chacun des pays participants, à un programme supra-national à long terme. Le but était d'assurer la viabilité du groupe vers la fin de la période du plan Marshall, c'est-à-dire vers le milieu de 1952. Il va sans dire que cette tentative a échoué. Il s'est trouvé que, sans sacrifice de souveraineté, il était impossible de coordonner les plans nationaux. Aucune des nations n'était disposée à déléguer à un organe commun la gestion des intérêts vitaux de son propre peuple. Peut-être le moment viendra-t-il où on pourra le faire, mais actuellement, c'est politiquement irréalisable.

Comme je l'ai fait remarquer déjà, la première des trois conceptions est inacceptable parce qu'elle élève à la puissance dictatoriale le cours du marché comme distributeur du travail et des revenus à l'intérieur du groupe.

La deuxième conception présente, elle aussi, le même inconvénient, bien qu'elle repose partiellement sur un autre fondement qui constitue néanmoins une contribution, si faible soit-elle, à la solution du problème de l'intégration économique européenne. Le principe de ménager les intérêts mutuels, quoique encore insuffisamment développé, et l'octroi de crédits sur une base multilatérale, bien que réduit aux crédits monétaires, représentent autant d'éléments constructifs.

La troisième conception, celle de l'économie du plan supra-national, je l'ai qualifiée d'irréalisable jusqu'à présent.

#### Esquisse d'une quatrième conception

Une quatrième conception est-elle imaginable ? Serait-il possible d'adapter les économies nationales des pays occidentaux les unes aux autres afin qu'elles se confondent efficacement, sans les assujettir à la loi du marché unique ou à un organisme central avec compétence supra-nationale ?

Le professeur Wilhelm Röpke donne une réponse négative à cette question, dans le rapport sur l'intégration de l'Europe qu'il a publié récemment à la demande de M. Paul-Henri Spaak, quand celui-ci était président du Conseil de l'Europe.

L'idée centrale de ce rapport peut se résumer comme suit : « Une économie internationale dirigée est une illusion ; aussi l'union de l'Europe fondée sur l'accord libre des peuples ne peut-elle être réalisée que si l'économie du marché domine. » Cela revient à dire qu'il n'existe pas de solution intermédiaire. Le professeur Röpke repousse même les concessions faites au désir du *full employment* et de la sécurité économique, concessions qui donnent son caractère dualiste à la deuxième conception.

L'alternative rigide du professeur Röpke me paraît stérile et étrangère à la réalité. A mon sens, ce qu'on appelle l'économie du marché, c'est-à-dire le système dans lequel les prix du marché règlent la production et distribuent les revenus, est devenu, dans les pays de l'Europe occidentale, une notion théorique plutôt que l'image fidèle de la réalité. En raison de la mobilité limitée des facteurs de production et eu égard à la pression politique que certains intérêts depuis longtemps établis sont à même d'exercer, on maintient en activité certaines branches de la production qui, dans le système de l'économie libre du marché, disparaîtraient certainement et sans délai. En vertu de la justice distributive, mais aussi pour des motifs moins élevés, certaines formes de revenus sont sauvegardées et admises comme constituant un facteur inviolable du prix de revient. Au lieu de la maxime *a rent is paid because corn is high*, celle qui dit *corn is high because a rent is paid* s'applique souvent mieux à la distribution actuelle des revenus. Ce n'est pas par hasard que j'emprunte cette illustration de mon argumentation à la formation des prix dans le secteur agricole. D'ailleurs, c'est un phénomène des plus répandus et même caractéristique dans la formation moderne des salaires. A côté d'une influence directe de l'Etat, l'influence de la puissance économique organisée joue un rôle croissant. L'organisation professionnelle se développe en des formes diverses et à pas de géant, comme un facteur de régularisation de la production et de la distribution des revenus. Sous l'influence de ce phénomène, le pouvoir de l'économie du marché diminue. Même aux Etats-Unis, on peut distinguer nettement des symptômes d'un développement analogue. Cependant, on ne peut parler ni d'un côté ni de l'autre, d'une économie dirigée d'un point central. La réalité se situe donc, pour une large partie du monde, entre les deux conceptions extrêmes du professeur Röpke. C'est une illusion que de vouloir rétablir intégralement l'économie du marché. Celui qui examine les efforts faits entre les deux guerres mondiales, pour diminuer ou abolir les restrictions économiques, est inévitablement frappé par le résultat très décevant de ces efforts. On peut trouver une analyse aussi intéressante qu'acérbe des causes de l'échec de toutes ces tentatives dans une étude intitulée *La politique commerciale entre les deux guerres*, publiée en 1942 par le Département économique, financier et du transit du Secrétariat de l'ancienne Société des Nations. Ce qui frappe dans cette étude, c'est que le rétablissement du libre-échange international fut contrecarré par un certain nombre de facteurs temporaires et de facteurs permanents. Comme causes temporaires les plus importantes, l'instabilité politique et monétaire, la nécessité de s'adapter aux conséquences de la dernière guerre et la menace d'un nouveau conflit se placent au premier plan. Mais on se heurtait aussi à des facteurs structurels dont le caractère permanent est indéniable et qui, de nos jours encore, invitent à la réflexion. Je relève de l'étude que je



viens de mentionner les phrases suivantes : « Le régime économique des Etats les plus industrialisés était devenu si rigide que les avantages de tarifs moins élevés étaient sérieusement mis en doute. On considérait que, lorsque les facteurs de production pourraient être transférés facilement d'une occupation à une autre et que l'emploi intégral des ressources pourrait être raisonnablement escompté, un abaissement des tarifs amènerait une spécialisation internationale dont tous les Etats profiteraient, sans que ce processus entraînant de trop grandes perturbations. Mais, dans le monde d'après-guerre, cet emploi intégral des ressources ne se réalisa pas de façon générale dans les Etats industriels. La main-d'œuvre s'était spécialisée et immobilisée dans des proportions considérables; les ajustements des salaires et des prix étaient très difficiles à opérer. L'abaissement des tarifs douaniers aurait entraîné un afflux de marchandises étrangères, provoqué une baisse forcée de certains prix dans un système de production et de prix extrêmement rigide, et aurait augmenté le chômage dans certaines industries, sans provoquer de façon certaine un accroissement de l'emploi dans d'autres branches. En présence de cette situation, dont les politiciens et les hommes d'affaires avaient une intuition plus ou moins confuse, plus tôt qu'elle n'était clairement exposée, tout au moins au début, par la plume des économistes, les recommandations des diverses conférences que nous avons examinées semblent, de prime abord, paradoxales. »

Je me demande parfois si l'intuition des politiciens et des hommes d'affaires ne précède pas, une fois de plus, la plume des économistes, et je suis tenté de donner une réponse plutôt affirmative. Les économistes ont l'habitude de penser d'une manière non politique et en fonction de l'économie nationale. C'est leur force, mais aussi leur faiblesse. Ils se tiennent à l'écart de tout intérêt de groupe et mettent l'accent sur les objectifs de prospérité à long terme, en négligeant les paroles sages de John Maynard Keynes *On the long run we are all dead*. Ils se servent de généralisations et passent couramment sous silence la grande diversité qui caractérise la réalité et qui détermine les nuances nécessaires à une action féconde. Une telle action, tendant à intégrer les économies d'Europe, devra tenir compte avant tout de la réalité politique, c'est-à-dire de l'existence, dans les pays de l'Europe occidentale, d'une politique économique et sociale fondée sur des bases démocratiques et reflétant les conditions propres à chaque peuple, ainsi que des objectifs poursuivis sérieusement.

Ces conditions et ces objectifs devront être formulés d'une manière claire, et une tentative devra être faite afin d'arriver à une unité maximum sur les grandes lignes de la politique économique et sociale à poursuivre de commun accord. Une coordination de l'essentiel dans la politique nationale économique et sociale des pays occidentaux et une coopération étroite entre les gouvernements, non seulement en matière

fiscale et monétaire, mais aussi sur le terrain plus large de la structure et de la conjoncture économiques, semblent être une condition indispensable et une partie essentielle de l'intégration économique de l'Europe. Les objectifs aussi bien que les méthodes devront, au besoin, être harmonisés. Il ne suffit pas de ménager les intérêts réciproques; l'intérêt commun doit être poursuivi par la coopération, et les nations plus fortes devront aider les plus faibles.

C'est dans la mesure où ces principes et leurs conséquences seront admis que l'on pourra étendre les échanges mutuels. Cela ne signifie pourtant pas que l'économie du marché doive régner à l'intérieur du groupe; il suffit de réaliser, dans le cadre international, ce qui a été accompli sur le plan national. A cet effet, on pourra utilement s'appuyer sur les arrangements internationaux en matière de prix et de marchés, qui existent déjà pour certains produits. Ainsi l'on pourra accorder une place importante à la coopération internationale entre les organisations des différentes branches d'industrie.

De cette façon, la solution pratique du problème de l'intégration est transposée du niveau des économies nationales sur lequel on tâche d'établir le marché unique en supprimant les barrières qui les séparent, sur le plan de l'organisation professionnelle, afin de trouver le marché le plus approprié pour chaque branche professionnelle.

J'arrêterai ici cet exposé schématique. Je n'avais d'autre intention que d'explorer avec vous une voie qui pourrait mener l'Europe occidentale à l'intégration économique si nécessaire, en évitant d'une part la loi du marché international, et d'autre part celle de l'Etat supra-national. Sous cette forme, la question de savoir de quelle manière les démocraties souveraines de l'Europe occidentale peuvent arriver à une coopération économique adéquate, n'a été posée que trop rarement à mon avis. La voie que j'ai tracée devra sans doute être précisée. Il n'est pas improbable que maintes conditions doivent encore être créées afin de la rendre accessible; elle apparaîtra longue et pénible, mais c'est la meilleure et la plus sûre. Celui qui prend des raccourcis peut être obligé de revenir en arrière. Etant donné que la situation politique internationale commande une solution urgente de ce problème, il semble recommandable d'accepter, en attendant, ceux des éléments du dernier rapport de l'O.E.C.E. qui ne s'opposent pas à la voie indiquée ci-dessus. A cet égard, l'union européenne du clearing doit être prise en considération.

Par ailleurs, la coopération en Europe occidentale pourra s'inspirer utilement des méthodes de Benelux qui visent une intégration par étapes de nos trois économies. Il semble que le moment approche où un



accord suffisant sera atteint sur les lignes principales de la politique économique et sociale à suivre par nos trois pays, ce qui permettra de faire un nouveau pas dans la voie de l'unification économique. Les perspectives qui s'ouvrent sur ce terrain, après des années d'orientation mutuelle et d'études approfondies des problèmes, sont réconfortantes. Par l'élargissement du cadre dans lequel l'intégration économique cherche à se constituer, les possibilités d'une

réalisation rapide de notre union économique à trois gagnent du terrain.

Permettez-moi de terminer mon discours en exprimant le vœu que l'idée de Benelux prenne, dans la vie de nos trois peuples, une forme de plus en plus précise et qu'elle soit une inspiration puissante pour une intégration, justifiée tant du point de vue social qu'économique et politique, de toute l'Europe occidentale.

## BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie, qui fait suite à celle publiée dans notre *Bulletin* de décembre 1949. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

### 1. MONNAIE — BANQUE.

- ALLOO, R. La politique monétaire de la Belgique et ses répercussions sur la situation de nos paiements extérieurs. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 36, Bruxelles, Bruylant, 1950, pp. 3-23.*)
- A new outlook in Belgium. (*The Statist, International banking Section, Londres, CL, n° 3745, 17 décembre 1949, p. 9-11.*)
- BAREAU, P. The monetary relations between Belgium and the sterling area. (*Anglo-Belgian Trade Journal, published by the Belgian Chamber of Commerce in London, XXXII, n° 1, mai 1950, pp. 2-5, 20-24.*)
- BAUDHUIN, F. Après la tourmente monétaire de 1949. (*L'Année politique, économique et coopérative, Paris, XXIII, n° 93, janvier-février 1950, pp. 257-276.*)
- BAUDHUIN, F. Le problème monétaire mondial. Causerie du 14 décembre 1949 par le Professeur Baudhuin. (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, LXVII, n° 3, 20 janvier 1950, pp. 54-55.*)
- BAUDHUIN, F. Notre politique monétaire. (*Revue générale belge, Bruxelles, n° 53, mars 1950, pp. 803-807.*)
- CHLEPNER, B.-S. L'évolution récente du crédit bancaire en Belgique. (*Revue des Sciences économiques, publication de l'Association des Licenciés et Docteurs sortis de l'École supérieure de Sciences commerciales et économiques de l'Université de Liège, Liège, XXIV, n° 80, décembre 1949, pp. 184-198.*)
- CHLEPNER, B.-S. L'inflation dirigée ou le danger du mécanisme. (*Revue de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, II, n° 3, mars-avril 1950, pp. 269-288.*)
- COMMISSION BANCAIRE. Bilans publiés entre le 9 décembre 1948 et le 7 décembre 1949. (*Bruxelles, Commission bancaire, 1950, 143 p.*)
- DE BEUS, P. Le crédit documentaire irrévocable. Nature juridique. Saisie conservatoire et saisie-arrêt. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, n° 2, 1950, pp. 77-94.*)
- DE STRIJCKER, C. L'évolution du contrôle des changes en Belgique. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 37, Bruxelles, Bruylant, 1950, pp. 29-52.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XV, n° 4, novembre 1949, p. 3-38.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XVI, n° 2, mars 1950, pp. 3-28.*)
- du ROY de BLICQUY, J. Le marché « hors banque » et l'argent à court terme. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 35, Bruxelles, Bruylant, 1950, 24 p.*)
- Foreign gold and dollar holdings in 1949. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, XXXVI, n° 3, mars 1950, pp. 269-278.*)
- FRERE, M. Allocution prononcée à l'Assemblée générale des Actionnaires du 27 février 1950. (*Bruxelles, Banque Nationale de Belgique, 1950, 27 p.*)
- GROENEVELD, G.-W. De wettelijke regeling der Belgische credietcontrole. (*Economie, tijdschrift voor algemeen economische, bedrijfs-economische en sociale vraagstukken, Tilburg, XXIV, 2/3, novembre-décembre 1949, pp. 106-129.*)
- GUENSER, G. Les banques en Belgique. (*Banque, Paris, XIX, n° 46, avril 1950, pp. 223-228.*)
- HULPIAU, R. Na de devaluatie. (*De Gids op maatschappelijk gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, XL, n° 9, septembre 1949, pp. 895-908.*)
- LEGER, L.-Th. De l'escompte et de la mise en gage de la facture. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, n° 1, 1950, pp. 33-37.*)
- Le pouvoir d'achat du franc belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 12, 19 mars 1950, pp. 89-90, 96.*)
- LISON, F. Connaissances nets. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, n° 2, 1950, pp. 104-110.*)

- MARECHAL, L. Une formule nouvelle de crédit aux classes moyennes. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, III, n° 3, mars 1950, pp. 29-36.*)
- MOENS, G. De credietverlening in het bankbedrijf. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 34, Bruxelles, Bruylant, 1949, pp. 39-58.*)
- Nouvelle réglementation de la Commission bancaire en matière de coefficients. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIII, n° 41, novembre 1949, pp. 417-427.*)
- PIRET, R. Le passé et le présent des clauses de garantie contre les fluctuations de la monnaie et des prix. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, nos 3-4, 1950, pp. 145-165.*)
- PLISNIER, O. L'or belge livré aux Allemands en 1940. (*Revue générale belge, Bruxelles, n° 52, février 1950, pp. 562-581.*)
- PULINCKX, R. Notre commerce extérieur et les dévaluations de septembre. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 3, mars 1950, pp. 135-140.*)
- Revaluing Belgium's gold. (*The Statist, Londres, CLI, n° 3757, 11 mars 1950, pp. 289-291.*)
- ROGER, Ch. Les dévaluations monétaires et l'évolution des prix intérieurs. (*La Revue nouvelle, Tournai, V, tome X, n° 12, 15 décembre 1949, pp. 550-553.*)
- ROGER, Ch. Les finances privées. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XVI, n° 3, mai 1950, pp. 33-44.*)
- SERMON, L.-L. La lutte contre le chômage est-elle menée sur tous les fronts? (*Bulletin bimestriel de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, IL, n° 140, mars-avril 1950, pp. 219-223.*)
- VAN ROMPUY, V. De Belgische kapitaalmarkt in resp. November 1949-Mei 1950. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1701, 14 décembre 1949, pp. 1000-1002; XXXV, n° 1706, 18 janvier 1950, pp. 55-56; n° 1710, 15 février 1950, pp. 137-138; n° 1715, 22 mars 1950, pp. 235-236; n° 1720, 26 avril 1950, pp. 336-337; n° 1723, 17 mai 1950, pp. 396-397; n° 1727, 14 juin 1950, pp. 478-479.*)
- VUYLSTEKE, W. La liberté des transactions internationales et les banques. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, cahier n° 36, Bruxelles, Bruylant, mars 1950, pp. 24-40.*)
- 2. BOURSE — EPARGNE.**
- COLLIN, F. Les besoins financiers des entreprises nouvelles. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 25, 18 juin 1950, pp. 197-198, 204.*)
- De « Algemene Spaar- en Lijfrentekas van België » in 1948. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1702, 21 décembre 1949, pp. 1017-1018.*)
- DUBOIS-PELERIN, J. Le problème des investissements. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, IL, n° 139, janvier-février 1950, pp. 29-34.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XV, n° 4, novembre 1949, pp. 3-38.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XVI, n° 2, mars 1950, pp. 3-28.*)
- EVARD-JUSSANT, J. L'auto-financement. (*Mercurie, hebdomadaire belge de documentation financière, économique et commerciale, Bruxelles, VII, n° 291, 18 juin 1950, p. 531.*)
- FINFE, Fr. Des modes de cotation et de liquidation à la Bourse de Bruxelles. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, n° 1, 1950, pp. 21-32.*)
- FINFE, Fr. La réouverture du marché à terme à la Bourse de Bruxelles. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, nos 3-4, 1950, pp. 178-185.*)
- GROENEVELD, G.-W. De wettelijke regeling der Belgische credietcontrole. (*Economie, tijdschrift voor algemeen economische, bedrijfs-economische en sociale vraagstukken, Tilburg, XXIV, 2/3, novembre-décembre 1949, pp. 106-129.*)
- Le mouvement des opérations d'épargne au cours de l'année 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut National de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 1, janvier 1950, pp. 115-120.*)
- Les marchés d'actions belges en 1949. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 2, 8 janvier 1950, pp. 9-10 et 15-16.*)
- Les marchés d'obligations belges en 1949. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 3, 15 janvier 1950, pp. 17-18 et 23-24.*)
- Les placements en valeurs de la métallurgie lourde. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 5, 29 janvier 1950, pp. 33-34 et 39-40.*)
- MASSART, C. De Algemene Spaar- en Lijfrentekas. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen, uitgave van het Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen, Bruxelles, IV, nos 5 et 6, septembre-novembre 1949, pp. 297-305.*)
- PELLERI, P. Le borse estere nel 1949. (*Bancaria, Rassegna dell'Associazione bancaria italiana, Rome, VI, n° 2, février 1950, pp. 112-123.*)

Possibilités d'investissements belges en Allemagne. (*Mercur*, hebdomadaire belge de documentation financière, économique et commerciale, Bruxelles, VII, n° 278, 19 mars 1950, pp. 220-224.)

PULINCKX, R. Le problème de l'épargne et des investissements. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1950, pp. 13-16.)

Quelques aspects du marché à terme des valeurs. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, V, n° 13, 26 mars 1950, pp. 97-98 et 104.)

ROGER, Ch. Les finances privées. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain*, XVI, n° 3, mai 1950, pp. 33-44.)

SCHOLLIER, P. Les caisses d'épargne privées en Belgique. (*La Vie économique et sociale, publication de l'Institut supérieur de Commerce Saint-Ignace, Anvers*, XXI, n° 1, janvier 1950, pp. 1-24.)

VAN DE WEYER, P. Le marché immobilier en 1949. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles*, III, n° 2, février 1950, pp. 25-29.)

van MEERHAEGHE, M. Het investeringsprobleem in Belgisch-Kongo. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXV, n° 4743, 8 mars 1950, pp. 185-186.)

VAN ROMPUY, V. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in resp. November 1949-Mei 1950. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 4704, 14 décembre 1949, pp. 1000-1002; XXXV, n° 4706, 18 janvier 1950, pp. 55-56; n° 4710, 15 février 1950, pp. 137-138; n° 4715, 22 mars 1950, pp. 235-236; n° 4720, 26 avril 1950, pp. 336-337; n° 4723, 17 mai 1950, pp. 396-397; n° 4727, 14 juin 1950, pp. 478-479.)

### 3. PRIX — SALAIRES.

BAUDHUIN, F. Prix, consommation, balance et revenus. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain*, XVI, n° 3, mai 1950, pp. 73-106.)

DE SUTTER, R. L'évolution des prix agricoles durant l'année 1949. (*Revue de l'Agriculture, publiée par le Ministère de l'Agriculture, Bruxelles*, III, n° 3, mars 1950, pp. 243-259.)

DOUCY, A. La politique des salaires en Belgique depuis la libération. (*Chronique du Centre d'Etudes économiques et sociales, Bruxelles*, n° 4, décembre 1949, pp. 17-27.)

HULPIAU, R. Nota's over inkomen en verbruik. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, février-mars 1950*, pp. 174-183.)

HULPIAU, R. Rumor rond de index der kleinhandelsprijzen. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles*, XLI, n° 1, janvier 1950, pp. 64-66.)

La F.G.T.B. et l'indice des prix de détail. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles*, IV, n° 2, février 1950, pp. 118-124.)

Le régime des allocations compensatoires a pris fin. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles*, L, n° 12, décembre 1949, pp. 1273-1274.)

Les revenus des travailleurs en 1948. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles*, III, n° 11, novembre 1949, pp. 659-666.)

Les salaires en Belgique et dans les pays voisins. (*Fabrimétal, Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles*, n° 207, 12 juin 1950, pp. 469-470.)

ROCH, R. La garantie du salaire hebdomadaire. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles*, L, n° 12, décembre 1949, pp. 1275-1281.)

ROGER, Ch. Les dévaluations monétaires et l'évolution des prix intérieurs. (*La Revue nouvelle, Tournai*, V, tome X, n° 12, 15 décembre 1949, pp. 550-553.)

VAN DER VORST, F. La politique familiale en fonction de la réalité sociale. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles*, IV, n° 1, janvier 1950, pp. 12-25.)

VAN LINT, P. Haro sur l'index. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles*, V, n° 2, 11 janvier 1950, pp. 65-69.)

VERSCHUEREN, A. Ne pas crever le « plafond ». (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles*, V, n° 13, 29 mars 1950, pp. 705-706.)

VERSCHUEREN, A. Salaires et charges sociales dans les pays de Benelux. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles*, LI, n° 5, mai 1950, pp. 496-518.)

VINCENT, G. L'application du régime des prix minima à l'importation du beurre. (*Revue de l'Agriculture, publication du Ministère de l'Agriculture, Bruxelles*, III, n° 2, février 1950, pp. 119-122.)

#### 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES.

AMERIJCKX, F. Analyse du budget belge comparé au budget néerlandais. (*Revue commerciale Pays-Bas — Belgique — Luxembourg, organe de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 12, décembre 1949, pp. 10-14.*)

de GRAND-RY, A. Le financement des marchés pour le compte de l'Etat. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIV, n° 1, 1950, pp. 1-20.*)

D'HAENZE, M. De Belgische begroting 1950. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1708, 1<sup>er</sup> février 1950, pp. 88-94.*)

Economie et mécanisme de la législation en matière de contrats et d'adjudications publiques. (*Fabrimétal, Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 197, 3 avril 1950, pp. 269-275.*)

JANSSEN, A.-E. Les finances publiques belges en 1949. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XVI, n° 3, mai 1950, pp. 3-31.*)

La dette publique belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 11, 12 mars 1950, pp. 84-82, 87.*)

Le budget ordinaire pour 1950. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 4, 22 janvier 1950, pp. 25-26, 32.*)

Modifications au code et au règlement général des taxes assimilées au timbre. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 10, 8 mars 1950, pp. 498-506.*)

ROGER, Ch. Pour une politique cohérente de l'emploi. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, VI, tome XI, n° 5, 15 mai 1950, pp. 479-487.*)

VANDERHULPEN, F. Les finances de l'Etat de 1830 à 1950. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut National de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 3, mars 1950, pp. 554-583.*)

#### 5. FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

KETELAER, C. Gemeentebelastingen. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen, uitgave van het Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen, Bruxelles, IV, nos 5-6, septembre-novembre 1949, pp. 238-274.*)

VANDERHULPEN, F. Les finances communales d'après les comptes de 1939 à 1946 et les budgets de 1947 et 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut National de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 12, décembre 1949, pp. 1944-1967.*)

#### 6. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT.

Amendement du projet de loi n° 121 sur la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 7, 15 février 1950, pp. 383-384.*)

A propos du nouveau projet de loi sur la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 4, 25 janvier 1950, pp. 205-212.*)

BEKAERT, L. De hervorming van de maatschappelijke zekerheid. Verslagen der sub-commissies. (*De christelijke Werkgever, Anvers, VI, nos 4-5, avril-mai 1950, pp. 127-183.*)

BEKAERT, L. La réforme de la sécurité sociale. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXII, n° 165, mars 1950, pp. 85-94.*)

CORNILL, L. Le jeu de massacre de la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 3, 18 janvier 1950, pp. 119-121.*)

DE BOCK, N. La F.G.T.B. et la réforme de la sécurité sociale. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles, IV, n° 2, février 1950, pp. 65-76.*)

FOUCART, Ch. L'organisation de la sécurité sociale. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIII, n° 11, 1949, pp. 380-388; n° 12, 1949, pp. 460-472; XIV, n° 1, 1950, pp. 47-57.*)

La sécurité sociale. Le point de vue de la F.G.T.B. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles, IV, n° 2, février 1950, pp. 77-104.*)

Le régime belge de sécurité sociale. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles, LI, janvier 1950, pp. 35-45.*)

MARECHAL, L. Une formule nouvelle de crédit aux classes moyennes. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, III, n° 3, mars 1950, pp. 29-36.*)

MERTENS, C. La sécurité sociale. (*Chronique du Centre belge d'Etudes économiques et sociales, Bruxelles, n° 4, décembre 1949, pp. 8-16.*)

NEIRINCK, J.-D. La sécurité sociale vaut son pesant d'or. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles, IV, n° 2, février 1950, pp. 105-117.*)

Projet de loi majorant la cotisation de sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 3, 18 janvier 1950, pp. 147-149.*)

- Propositions patronales pour la réforme de la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 51, 21 décembre 1949, pp. 2633-2647.*)
- Rapports des sous-commissions d'études sur la réforme de la sécurité sociale. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXII, n° 165, pp. 95-153.*)
- Réforme de la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 43, 29 mars 1950, pp. 731-737.*)
- Réforme de la sécurité sociale. L'opinion des employeurs sur la doctrine de base. (*Vita, bulletin bimensuel de la Confédération de l'Alimentation belge, Bruxelles, VI, n° 20, 30 décembre 1949, pp. 1449-1460.*)
- ROGISSART, G. La Société Nationale de Crédit à l'Industrie. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles, IV, n° 3, mars 1950, pp. 153-167.*)
- VAN HOUTTE, J. La sécurité sociale et l'évolution du droit. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXII, n° 165, mars 1950, pp. 82-84.*)
- ZEGHERS, O. Rond de hervorming van het stelsel der maatschappelijke zekerheid. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXV, n° 3, 15 février 1950, pp. 103-113.*)
- 7. RECONSTRUCTION — REEQUIPEMENT.**
- BAUDHUIN, F. Aspects financiers de la construction. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 5, mai 1950, pp. 282-286.*)
- COLARD, J. Une nouvelle forme de lutte contre le chômage. (*Energie, publié par l'Association des Centrales électriques industrielles de Belgique, Bruxelles, n°s 96-97, novembre-décembre 1949, pp. 930-934.*)
- COLLIN, F. Les besoins financiers des entreprises nouvelles. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 25, 18 juin 1950, pp. 197-198, 204.*)
- DELMOTTE, L. De rentabiliteit van de industrie. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 9, 24 avril 1950, pp. 377-382.*)
- DUBOIS-PELERIN, J. Le problème des investissements. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, II, n° 139, janvier-février 1950, pp. 29-34.*)
- EVARD-JUSSANT, J. L'auto-financement. (*Mercure, hebdomadaire belge de documentation financière, économique et commerciale, Bruxelles, VII, n° 291, 18 juin 1950, p. 531.*)
- Financieringsproblemen in de Belgische industrie. (*Economische Voorlichting, orgaan van de Economische Voorlichtingsdienst, La Haye, XLIV, n° 4, 27 janvier 1950, pp. 1-2.*)
- La situation financière des industries belges et congolaises en 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut National de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 3, mars 1950, pp. 530-550.*)
- LEGRAND, S. L'évolution et les perspectives dans le secteur public, en rapport avec le revenu national. (*Energie, publié par l'Association des Centrales électriques industrielles de Belgique, Bruxelles, n°s 98-99, janvier-février 1950, pp. 979-985.*)
- NAESSENS, M. Kan de werkloosheid in België opgelost worden? (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 5, 14 mars 1950, pp. 199-206.*)
- PHILIP, A. Le problème des investissements européens. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1950, pp. 7-11.*)
- PULINCKX, R. Le problème de l'épargne et des investissements. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1950, pp. 43-46.*)
- Swiss investment capital for Belgium and France. (*The Statist, Londres, CLI, n° 3750, 21 janvier 1950, pp. 77-78.*)
- VAN DE WEYER, P. Le marché immobilier en 1949. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, III, n° 2, février 1950, pp. 25-29.*)
- van MEERHAEGHE, M. Het investeringsprobleem in Belgisch-Kongo. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXV, n° 1713, 8 mars 1950, pp. 185-186.*)
- VASANNE, A. La construction. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XVI, n° 3, mai 1950, pp. 197-211.*)
- 8. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.**
- After Marshall aid — what then? (*The Statist, Londres, CLI, n° 3752, 4 février 1950, pp. 140-142.*)
- AMEYE, L.-C. Les expériences récentes de régionalisme européen. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, II, n° 139, janvier-février 1950, pp. 25-28.*)

- Anglo-Belgian co-operation. (*The Statist, Londres, CLI, n° 3753, 11 février 1950, pp. 168-170.*)
- BAREAU, P. The monetary relations between Belgium and the sterling area. (*Anglo-Belgian Trade Journal, published by the Belgian Chamber of Commerce in London, XXXII, n° 1, mai 1950, pp. 2-5, 20-24.*)
- BERNARD, H. Le problème des paiements intra-européens. (*Banque, Paris, XIX, n° 44, février 1950, pp. 73-76.*)
- Britain's retreat from bilateralism. (*The Banker, Londres, XCIV, n° 293, juin 1950, pp. 157-164.*)
- KAHN, R.-F. A possible intra-European payments scheme. (*Economica, The London School of Economics and Political Science, Londres, 29<sup>e</sup> année, new series, vol. XVI, n° 64, novembre 1949, pp. 293-304.*)
- LAMBERT, P. Nul automatisme ne résoudra les problèmes de l'Union Européenne. (*Bruzelles, Editions « Synthèses », 1949, 10 p.*)
- LAMBILLIOTTE, M., RUEFF, J., ROPKE, W., LUTZ, F.-A., BAUDHUIN, F., EUCKEN, W., LAMBERT, P., van ZEELAND, M., DAVIN, L.-E. Les problèmes monétaires européens. (*Synthèses, revue mensuelle internationale, Bruzelles, numéro spécial, IV, n° 45, février 1950.*)
- Payments union for Europe. (*The Banker, Londres, XCIII, n° 289, février 1950, pp. 97-101.*)
- PHILIP, A. L'unification économique de l'Europe. (*Revue politique et parlementaire, Paris, LII, n° 594, janvier 1950, pp. 3-15.*)
- Plan Marshall — An III. (*Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Fabrimétal, Bruzelles, n° 196, 27 mars 1950, pp. 248-257.*)
- Plan Marshall. Epuisement des droits de tirage. (*Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Fabrimétal, Bruzelles, n° 187, 23 janvier 1950, pp. 75-77.*)
- Plan voor een clearing-unie in Europa. (*Economische Voorlichting, orgaan van de Economische Voorlichtingsdienst, La Haye, XLIV, n° 2, 13 janvier 1950, pp. 12-13.*)
- Possibilités d'investissements belges en Allemagne. (*Mercure, hebdomadaire belge de documentation financière, économique et commerciale, Bruzelles, VII, n° 278, 19 mars 1950, pp. 220-221.*)
- Pour la création d'un Fonds monétaire européen. (*Perspectives, Paris, VI, n° 9, 4 mars 1950, s. p.*)
- van ZEELAND, M. Paiements européens. (*Études économiques, publiées sous les auspices de l'Association des Licenciés de l'Institut supérieur commercial et consulaire de Mons, n° 74, octobre 1949, pp. 155-169.*)
- Vers une union européenne de paiements. (*Perspectives, Paris, n° 21, 3 juin 1950, s. p.*)
- ## 9. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX.
- ALEXANDER, L.-M. Economic problems in the Benelux union. (*Economic geography, publié par la Clark University, Worcester, Mass., vol. 26, n° 1, janvier 1950, pp. 29-36.*)
- AMERIJCKX, F. Analyse du budget belge comparé au budget néerlandais. (*Revue commerciale Pays-Bas — Belgique — Luxembourg, organe de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 12, décembre 1949, pp. 10-14.*)
- Aspects monétaires de Benelux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 10, 5 mars 1950, pp. 73-74, 80.*)
- BASTIAANSE, A.-W. De Nederlandse dollarbonus. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1701, 14 décembre 1949, pp. 988-991.*)
- BAUDHUIN, F. La structure économique de Benelux. (*Vita, Bulletin bimensuel de la Confédération de l'Alimentation belge, Bruxelles, vol. VII, n° 2, 30 janvier 1950, pp. 79-82.*)
- Benelux en de geld- en kapitaalmarkt. (*Economische Voorlichting, orgaan van de Economische Voorlichtingsdienst, La Haye, XLIV, n° 2, 13 janvier 1950, pp. 5-7.*)
- Benelux... la pré-union et après. Les problèmes monétaires. (*Rotterdamsche Bank, Rotterdam, n° 3, 1949, pp. 16-30.*)
- Benelux progress. (*The Statist, International banking section, Londres, CI, n° 3745, 17 décembre 1949, pp. 11-14.*)
- Benelux tussen dollar en pond sterling. (*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers, XLVI, n° 2, février 1950, pp. 103-105.*)
- BLOM, F.-W.-C. Belastingevolutive 1950. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXV, n° 1717, 5 avril 1950, pp. 272-273.*)
- BROUWERS, G. De betekenis van Benelux voor West-Europa. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijkse tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 7, 15 avril 1950, pp. 285-296.*)
- De loonverhoging. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXV, n° 1704, 4 janvier 1950, pp. 4-5.*)
- Economische en financiële toestand van Nederland, vierde kwartaal 1949. (*Financieel economisch Kwartaaloverzicht, Amsterdamsche Bank, Amsterdam, n° 87, janvier 1950, pp. 8-36.*)



- Economische en financiële toestand van Nederland, eerste kwartaal 1950. (*Financieel economisch Kwartaaloverzicht, Amsterdamsche Bank, Amsterdam, n° 88, avril 1950, pp. 8-36.*)
- HOFSTRA, H.-J. Fiscale problemen van de Benelux. (*De Naamloze Vennootschap, Ruremonde, XXVII, n° 9, décembre 1949, pp. 168-172.*)
- JASPAR, E.-J.-E.-M.-H. Benelux. (*Economie, tijdschrift voor algemeen economische, bedrijfs-economische en sociale vraagstukken, Tilburg, XIV, 2/3, novembre-décembre 1949, pp. 89-99.*)
- JASPAR, E.-J.-E.-M.-H. Benelux. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, IL, n° 139, janvier-février 1950, pp. 127-131.*)
- KEESING, A.-G. De monetaire aspecten van het Benelux-probleem. (*De Naamloze Vennootschap, Ruremonde, XXVII, n° 9, décembre 1949, pp. 151-155.*)
- LEEMAN, A. De actuele toestand van Benelux. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, XXXI, n° 1, janvier 1950, pp. 3-20.*)
- Les étapes vers la réalisation de Benelux. (*Chronique de Politique étrangère, publication de l'Institut des Relations internationales, Bruxelles, vol. III, n° 2, mars 1950, pp. 151-158.*)
- L'organisation de l'économie aux Pays-Bas. (*Informations sociales, publié par le Bureau international du Travail, Genève, III, n° 8, 15 avril 1950, pp. 311-315.*)
- L'unification des droits d'accise. (*Vita, Bulletin bimensuel de la Confédération de l'Alimentation belge, Bruxelles, vol. VII, n° 2, 30 janvier 1950, pp. 87-89.*)
- MERTENS, J.-E. Monetaire logica en economische unie. (*De Naamloze Vennootschap, Ruremonde, XXVII, n° 9, décembre 1949, pp. 148-150.*)
- SLOTEMAKER, B.-C. La politique néerlandaise en matière de salaires depuis la dévaluation. (*Revue commerciale Pays-Bas — Belgique — Luxembourg, organe de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 3, mars 1950, pp. 7-9.*)
- SMEETS, M. et autres. De Rijksbegroting. (*Rotterdam, Brusse, 1950, 146 p.*)
- STEINMETZ, B.-J. Handboek der Nederlandsche Overheidsfinanciën. (*Amsterdam, Elsevier, 1949, 703 p.*)
- VANDEPUTTE, R. Zal Benelux geen werkelijkheid worden? (*Katholiek cultureel Tijdschrift Streven, Amsterdam, Bruxelles, nouvelle série III, 1<sup>re</sup> partie, n° 5, février 1950, pp. 476-482.*)
- VANDER MENSBRUGGHE, J. Les unions économiques. Réalisations et perspectives. (*Bruxelles, Institut de Relations internationales, 1950, 396 p.*)
- VAN REEPINGEN, P. Les investissements de capitaux dans le cadre de Benelux. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 19, 10 mai 1950, pp. 993-997.*)
- van RHIJN, A.-A. De derde loonronde. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXV, n° 1704, 4 janvier 1950, pp. 5-7.*)
- VERSCHUEREN, A. Salaires et charges sociales dans les pays de Benelux. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles, LI, n° 5, mai 1950, pp. 496-518.*)

#### 10. GENERALITES.

- A new outlook in Belgium. (*The Statist, International banking section, Londres, CL, n° 3745, 17 décembre 1949, pp. 9-11.*)
- Aperçu de la situation économique de la Belgique au 15 décembre 1949. (*Bulletin du Service des Etudes et de la Documentation générale, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, n° 12, 1949, pp. 3-10.*)
- BAUDHUIN, F. La vie économique de la Belgique. (*Bruxelles, Agefi, 1950, 96 p.*)
- Belgian Congo development. (*The Statist, CLI, n° 3750, 21 janvier 1950, pp. 67-68.*)
- BRUYNS, L. De economische ontwikkeling van Belgisch Congo. (*Economisch en sociaal Tijdschrift, Hogere Handelsschool Sint-Ignatius, Anvers, n° 1, février 1950, pp. 1-20.*)
- De economische toestand in België. (*Economisch-Statistisch Kwartaalbericht, Economische Onderzoekingen van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, nouvelle série, III, n° 4, décembre 1949, pp. 113-116.*)
- DELMOTTE, L., HUYBRECHS, J., LEEMAN, A., VAN ROMPUY, V. De Belgische finances, industrie en handel in 1949. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, XLI, n°s 4-5, avril-mai 1950, pp. 341-387.*)
- DULLEKENS, L. De economische en financiële toestand van Belgisch Congo. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, XLI, n°s 4-5, avril-mai 1950, pp. 413-430.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XV, n° 4, novembre 1949, pp. 3-38.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, Louvain, XVI, n° 2, mars 1950, pp. 3-28.*)

- Economic recovery in Belgium. (*The Statist, Londres, CLI, n° 3762, 15 avril 1950, pp. 454-456.*)
- FEYERICK, Y. Discours prononcé à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 1950 de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique. (*Commerce et Industrie, Bulletin officiel de la Fédération, Bruxelles, III, n° 8, juin 1950, pp. 3-24.*)
- GORDON, G. Transition in Belgium. (*The Banker, Londres, XCIII, n° 289, février 1950, pp. 117-121.*)
- HARTOG, F. Het Belgische wonder. (*De Economist, orgaan van het Nederlandsch Economisch Instituut, Amsterdam, XCVIII, n° 3, mars 1950, pp. 195-205.*)
- La situation économique de la Belgique. Origine des difficultés actuelles et perspectives d'avenir. (*Economie wallonne, n° 4, décembre 1949, pp. 267-294.*)
- La situation économique du Congo belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, V, n° 19, 7 mai 1950, pp. 145-146, 156.*)
- La situation économique et financière de la Belgique. (*Revue trimestrielle de la Banque de Bruxelles, n° 1, 1950, pp. 19-63.*)
- NAESSENS, M. Kan de werkloosheid in België opgelost worden? (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 5, 14 mars 1950, pp. 199-206.*)
- OSTERRIETH, Fr. Discours prononcé à l'Assemblée générale annuelle des membres de la Chambre de Commerce d'Anvers du 22 décembre 1949. (*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers, Anvers, XLVI, n° 1, janvier 1950, pp. 5-44.*)
- SERMON, L.-L. La lutte contre le chômage est-elle menée sur tous les fronts? (*Bulletin bimestriel de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, II, n° 140, mars-avril 1950, pp. 219-223.*)
- Situation économique du Congo belge. (*Etudes et Conjoncture, Economie mondiale, Paris, V, n° 2, mars-avril 1950, pp. 57-98.*)
- Towards recovery in Belgium? (*The Statist, Londres, CLI, n° 3751, 28 janvier 1950, pp. 104-106.*)
- van MEERHAEGHE, M. De economische toestand van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi in 1949. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXV, n° 1723, 17 mai 1950, pp. 387-389.*)

## LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

### II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

**Arrêté du Régent du 24 avril 1950**

autorisant la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'État, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur, 6 mai 1950, p. 3540).

**Arrêté ministériel du 28 avril 1950**

portant création d'une commission consultative temporaire en matière de crédit professionnel aux classes moyennes (Moniteur, 14 mai 1950, p. 3876).

**Arrêté du Régent du 16 mai 1950**

accordant un nouveau délai pour l'échange des billets de 5, de 10 et de certains billets de 50 francs (Moniteur, 19-20 mai 1950, p. 4009).

### III — LEGISLATION AGRICOLE

**Arrêté du Régent du 6 mai 1950**

prescrivant le recensement général de l'agriculture au 15 mai 1950 (Moniteur, 10 mai 1950, p. 3716).

#### IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

##### Arrêté ministériel du 3 avril 1950

*prescrivant l'élaboration d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie de la margarine et du mouvement des stocks dans cette industrie (Moniteur, 19-20 mai 1950, p. 4013).*

##### Arrêté ministériel du 20 mai 1950

*modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 1947 réglementant la production et la distribution des corps gras industriels, des savons et des produits de nettoyage (Moniteur, 28 mai 1950, p. 4319).*

##### Arrêté ministériel du 22 mai 1950

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains fromages, poudres de lait et laits concentrés (Moniteur, 26 mai 1950, p. 4227).*

#### V — LEGISLATION DU TRAVAIL

##### Arrêté du Régent du 24 avril 1950

*modifiant le titre V, chapitre II, du règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947 (Moniteur, 1<sup>er</sup>-2-3 mai 1950, p. 3451).*

##### Arrêté du Régent du 16 mai 1950

*rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux, en date du 22 mars 1950 (Moniteur, 28 mai 1950, p. 4320).*

##### Arrêté du Régent du 16 mai 1950

*supprimant la faculté d'occuper au travail le dimanche matin le personnel des salons de coiffure de Courtrai (Moniteur, 24 mai 1950, p. 4131).*

##### Arrêté du Régent du 24 mai 1950

*fixant le taux des cotisations à payer, pour l'exercice 1949, par les chefs d'entreprise et les artisans en exécution de la loi du 24 juillet 1927, relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur, 27 mai 1950, p. 4282).*

#### VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

##### Arrêté ministériel du 27 avril 1950

*modifiant l'arrêté ministériel du 8 février 1950, portant interdiction de l'exposition en vente de volailles aux foires et marchés (Moniteur, 6 mai 1950, p. 3554).*

##### Arrêté du Régent du 12 mai 1950

*Police sanitaire des foires, marchés et lieux de rassemblement des animaux domestiques (Moniteur, 24 mai 1950, p. 4133).*

##### Arrêté ministériel du 20 mai 1950

*modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 1947 réglementant la production et la distribution des corps gras industriels, des savons et des produits de nettoyage (Moniteur, 28 mai 1950, p. 4319).*

## VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

### Arrêté ministériel du 11 mai 1950

*portant interdiction de l'importation et du transit de rongeurs sauvages et domestiques et des sous-produits de ces espèces (Moniteur, 27 mai 1950, p. 4288).*

### Arrêté du Régent du 17 mai 1950

*portant abrogation de l'arrêté du Régent du 14 mars 1950, concernant les licences d'importation de certains fromages et complétant l'arrêté du Régent du 25 février 1950 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur, 18 mai 1950, p. 3970).*

### Arrêté ministériel du 17 mai 1950

*abrogeant l'arrêté ministériel du 14 mars 1950 relatif au taux des droits spéciaux à percevoir à l'importation de certains fromages (Moniteur, 18 mai 1950, p. 3971).*

### Arrêté du Régent du 17 mai 1950

*relatif à l'octroi, à titre temporaire, de primes aux industries produisant, à base de lait belge, certains fromages, poudres de lait et laits condensés (Moniteur, 18 mai 1950, p. 3971). — Erratum (Moniteur, 28 mai 1950, p. 4323).*

### Arrêtés du Régent des 24 et 26 mai 1950

*relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 28 mai 1950, pp. 4311 et 4318).*

## VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

### Arrêté du Régent du 24 mai 1950

*approuvant certaines modifications aux droits de magasin sur les marchandises déposées à l'entrepôt public de Bruges (Moniteur, 28 mai 1950, p. 4310).*

## IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

### Arrêté du Régent du 5 mai 1950

*rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'Industrie de la Construction en date du 27 avril 1950 (Moniteur, 7 mai 1950, p. 3589).*

### Arrêté ministériel du 11 mai 1950

*plaçant le bois de mines sous le régime du prix normal (Moniteur, 19-20 mai 1950, p. 4016).*

## X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

### Arrêté du Régent du 15 mai 1950

*relatif à l'octroi du pécule familial de vacances en 1950 (Moniteur, 17 mai 1950, p. 3944).*

### Arrêté du Régent du 24 mai 1950

*fixant le taux des cotisations à payer, pour l'exer-*

*cice 1949, par les chefs d'entreprise et les artisans en exécution de la loi du 24 juillet 1927, relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur, 27 mai 1950, p. 4282).*

## STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

Nous attirons l'attention du lecteur sur les modifications suivantes survenues aux tableaux n° 65 relatifs aux indices des ventes à la consommation.

L'Institut National de Statistique a abandonné depuis janvier 1950 la période 1936 à 1938 comme base de ses indices; le choix d'une base plus récente (1948) lui a permis, en effet, d'étendre le nombre des rubriques pour lesquelles il calcule un indice des ventes. Afin de maintenir la comparaison avec la période 1936 à 1938, référence de nombreux indices belges, notamment celui des prix de détail, nous reprenons la publication des indices établis par notre Service de la Statistique. Les échantillons utilisés par la Banque Nationale comportent un nombre de magasins plus restreint que celui des anciens indices de l'Institut National de Statistique; de ce fait, le niveau des indices est différent, mais l'allure générale des variations est sensiblement la même.

Quant aux nouveaux indices de l'Institut National de Statistique, ils sont reproduits dans les deux tableaux suivants; leur période de référence est l'année 1948. Voici quelques indications fournies par l'Institut National de Statistique concernant certains de ces indices.

### GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES

#### Alimentation

*Marchandises périssables* : comprennent entre autres les produits de boulangerie, pâtisserie, boucherie et les fruits et légumes frais.

*Marchandises non périssables* : comprennent principalement la confiserie et les chocolats, les épices, les conserves, les vins et les spiritueux.

*Restaurant* : ventes des restaurants, tea-rooms, snack-bars et sodas.

#### Habillement

##### Aunages

*Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets*

*Vêtements de dessus pour femmes, jeunes filles et fillettes*

*Vêtements de dessous, accessoires d'habillement et articles de parure* parmi lesquels sont compris, outre les vêtements de dessous : les chapeaux, la mercerie, les ouvrages de dames et patrons, les chaussures et pantoufles, les bas et chaussettes, les parapluies, les cannes et la maroquinerie.

#### Ameublement

*Textiles d'ameublement*, dont principalement le linge de table, les couvertures, les rideaux, les tapis, le linoléum et les papiers peints.

*Meubles, lustrerie et ornementation.*

#### Ménage

*Articles de ménage* : articles de ménage en métal, en caoutchouc, en bois et en plastique, la

faïence et la porcelaine, la verrerie, l'orfèvrerie, les objets galvanisés pour buanderie, les balances, la clouterie et les cadenas, la droguerie, les couleurs et produits d'entretien.

*Appareils ménagers, électricité* : le petit appareillage électro-ménager, machines à lessiver électriques, aspirateurs, frigidaires, radios, le chauffage et les appareils sanitaires, etc.

#### Tabacs et articles pour fumeurs

#### Librairie-papeterie

*Librairie* : livres, journaux et plans.

*Papeterie* : papeterie et matériel pour écoliers, articles de bureau, articles pour la peinture et le dessin, cotillons, porte-plume réservoirs et porte-mine, cartes postales et optique.

#### Parfumerie et toilette

Articles de parfumerie, savons, dentifrices, articles de manucure, peignes, la brosse fine, les produits pharmaceutiques, salons de coiffure, manucure et pédicure.

#### Jeux, jouets, sports et voyages

Jouets, jeux de société, articles de Noël, voitures d'enfants, vélos, camping, articles de sport et de voyages, de chasse et de pêche, valises et sellerie.

### GRANDES ENTREPRISES SPECIALISEES DANS L'HABILLEMENT : répartition, voir tableau 65.

### COOPERATIVES : répartition, voir tableau 65.

### MAGASINS A SUCCURSALES

L'ancien indice général est supprimé. Seuls des indices de détail sont publiés : « vêtements de dessous, accessoires d'habillement, mercerie et articles de parure » d'une part et « chaussures » d'autre part.

### COMMERCE DE GROS EN ALIMENTATION GENERALE

Aux nombres-indices des ventes à la consommation s'ajoute un indice traduisant l'évolution du chiffre d'affaires de grossistes qui vendent à des détaillants indépendants; cette série statistique est élaborée par l'Institut National de Statistique, en collaboration avec la Fédération Nationale des Distributeurs-Grossistes en Alimentation.

Voici, à titre rétrospectif, cet indice, base 1948 = 100, pour les années 1946, 1947 et 1948 :

	1946	1947	1948
Janvier .....	69	79	98
Février .....	62	84	87
Mars .....	79	85	105
Avril .....	70	83	109
Mai .....	69	84	99
Juin .....	67	83	96
Juillet .....	65	84	97
Août .....	63	101	103
Septembre .....	57	119	109
Octobre .....	66	113	103
Novembre .....	85	91	91
Décembre .....	80	108	101

# STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

## LE MARCHÉ DE L'ARGENT

### I -- TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE												CALL-MONEY	
	Escompte						Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation
	Acceptations de banques et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) <sup>(3)</sup>	Autres effets publics		
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import. de marchandises (2)	domiciliées en banque	non domiciliées en banque										
1948 Moyenne annuelle	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Moyenne annuelle	2,88	3,44	3,44	3,69	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,23	1,25
Moyennes mensuelles :														
1949 Mars	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Avril	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mai	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juin	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juillet	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Août	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Septembre	3,—	3,50	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Octobre (à partir du 6)	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,1134	1,25
Novembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,179	1,25
Décembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1950 Janvier	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Février	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mars	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Avril	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mai	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Traités acceptés domiciliés en banque; traités acceptés ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Ce taux s'appliquait jusqu'au 31 décembre 1949 aux certificats émis en règlement des créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942).

#### (\*) Quotité de l'avance en mai 1950 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Obligations décennales (1940-1950)	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942)	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943)	90 %	Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5 ans (arrêté du 25 octobre 1941)	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Quotité de l'avance consentie uniquement dans les cas spéciaux admis par la Banque Nationale de Belgique	
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %		
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %		

### II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	Comptes de dépôts à 1 an et plus
Moyennes annuelles :									
1948	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1949	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1949 Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(\*) Moyenne de quatre banques.



# LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

## I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	New-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	New-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre .....	149/7 1/2	35	112.14	451/6	(1) 20,06	42,75	179. 0	86
1948 31 décembre .....	172/3	35	113. 4	453/0	42,50	70,—	171. 2	82
1949 30 décembre .....	248/0	35			64,00	73,25		
Moyennes mensuelles :								
1949 Mars .....	172/3	35	112.10	450/6	43,50	71,50	183. 9	88
Avril .....	172/3	35	111.15	447/9	43,50	71,50	177. 0	85
Mai .....	172/3	35	116.15	467/9	43,50	71,50	182.15	88
Juin .....	172/3	35	117. 8	470/0	43,50	71,50	185.15	89
Juillet .....	172/3	35	113. 5	453/3	43,50	71,50	164. 8	79
Août .....	172/3	35	114. 5	457/3	43,72	71,87	181.15	78
Septembre { du 1 au 18 .....	172/3	35	113. 0	452/0	44,50	73,25	158.12	76
du 19 au 30 .....	248/0	35	116.10	466/6	62,69	73,25	166.15	80
Octobre .....	248/0	35	115. 2	460/6	63,89	73,25	167.10	80
Novembre .....	248/0	35	114. 8	458/0	64,00	73,25	168. 6	81
Décembre .....	248/0	35	113.15	455/9	64,00	73,25	171. 7	82
1950 Janvier .....	248/0	35	114. 1	456/3	64,00	73,25	177. 7	85
Février .....	248/0	35	116. 1	464/3	64,00	73,25	182.11	88
Mars .....	248/0	35	116. 0	464/0	63,96	73,08	184. 7	89
Avril .....	248/0	35	116. 9	466/3	63,00	71,75	186.14	90
Mai .....	248/0	35	118.14	475/6	63,50	72,75	189.12	91

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

## II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 31 MAI 1950

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1<sup>er</sup> mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

10

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts		Billets	
		Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling .....	140,—	139,90	140,10	139,35	141,—
1 dollar canadien .....	45,4545 (1)	45,40	45,50	45,—	46,—
100 florins Pays-Bas .....	1.315,7908	1.314,—	1.317,—	1.310,—	1.325,—
1 couronne suédoise .....	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75
100 francs congolais .....	—	100,—	100,—	—	—
100 francs luxembourgeois .....	—	100,—	100,—	—	—
1 couronne danoise .....	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30
1 couronne norvégienne .....	7,—	6,98	7,02	6,95	7,05
100 escudos .....	173,913	173,—	174,80	172,—	175,80
100 couronnes tchéco-slovaques .....	100,—	99,70	100,30	99,—	101,—

(1) Depuis le 26 juin 1950, le dollar canadien est traité aux 10/11 du cours officiel journalier de la Bourse de Bruxelles pour le dollar U.S.A.

## COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.
Moyenne du 18 novembre au 30 novembre 1949 .....	1.160,60	—
Moyennes mensuelles :		
1949 Décembre .....	1.164,13	49,97
1950 Janvier .....	1.163,48	49,97
Février .....	1.163,45	49,99
Mars .....	1.165,40	50,08
Avril .....	1.168,97	50,20
Mai .....	1.168,96	50,19

N. B. — Le franc français est coté librement à Bruxelles, depuis le 19 juin 1950.

# LE MARCHÉ DES CAPITAUX

## I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 <sup>er</sup> février 1950	1 <sup>er</sup> mars 1950	3 avril 1950	2 mai 1950	1 <sup>er</sup> juin 1950
<b>I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).</b>						
Dettes 2 1/2 %	100,—	56,85	57,20	57,05	56,90	57,—
Dettes 3 % 2 <sup>e</sup> série	100,—	88,50	88,55	88,50	88,00	88,40
Dettes 3 1/2 % 1937	100,—	79,—	79,15	79,50	79,90	80,25
Dettes 3 1/2 % 1943 (1)	100,—	78,70	79,15	79,50	79,75	80,30
Dettes unifiées 4 %	100,—	89,80	90,55	90,75	91,20	91,70
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	88,30	88,85	89,05	89,20	89,70
Obligations décennales (1940-1950), 4 %, 1 <sup>re</sup> série	100,—	100,90	100,65	100,65	100,65	100,40
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 <sup>re</sup> série	100,—	104,20	104,20	104,45	104,75	105,20
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (3)	100,—	102,70	102,80	102,60	102,75	102,90
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944, 1 <sup>re</sup> série	100,—	97,20	97,40	97,70	97,65	98,10
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	99,75	99,70	99,40	99,45	99,65
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	100,65	100,65	100,25	100,35	100,60
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	98,50	98,60	98,50	98,20	98,60
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.051,—	1.056,—	1.052,—	1.050,—	1.047,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	498,—	499,—	495,—	494,—	494,—
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	922,—	943,—	930,—	927,—	923,—
<b>II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).</b>						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	511,—	508,—	504,—	503,—	498,—
Emprunt de la Reconstr. 1 <sup>re</sup> tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.005,—	1.001,—	1.001,—	1.001,—	1.001,—
Emprunt de la Reconstr. 2 <sup>e</sup> tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.009,—	1.007,—	1.005,—	1.004,—	1.003,—
Emprunt de la Reconstr. 3 <sup>e</sup> tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	100,—	—	—	—	—	1.000,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1)	500,—	584,—	581,—	579,—	581,—	581,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1)	500,—	583,—	581,—	579,—	573,—	572,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1)	500,—	468,—	467,—	466,—	465,—	468,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (4)	100,—	66,10	66,25	66,40	66,60	67,—
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100,—	80,25	81,25	81,50	82,20	82,75
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 1/2 %, 1949 (2)	100,—	99,95	100,05	99,80	99,90	100,25
<b>III. — Dette directe de la colonie.</b>						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888	100,—	237,—	238,—	238,—	236,—	233,—
<b>Intérêts à bonifier :</b>						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1)	100,—	72,75	72,75	72,75	72,75	72,75
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	88,70	89,10	91,—	91,55	92,25
(*) Dettes coloniales 1937, 3 1/2 %	100,—	79,—	79,—	79,—	79,10	79,15

(\*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres créés après le 6 octobre 1944 et pour lesquels une opération est en cours depuis cette date.

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

(4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

## II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobili., hypothécaires et hôteliers	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
-------	----------------	-------------------------------------	---	--	---	-----------------------------------	---------------------------	------------------------	--------------------	------------------------------	-----------	-----------	------------------------------	---------------------------------	------------------------	--------------	----------

### Indices par rapport aux cours du mois précédent

1950 2 mai	102	102	99	101	99	102	102	107	102	99	101	98	100	98	103	106	105
1 <sup>er</sup> juin	100	100	100	99	102	99	100	105	99	97	105	97	98	97	101	99	96

### Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100

1949 1 <sup>er</sup> avril	146	129	114	71	67	103	175	127	150	131	72	112	174	197	246	117	142
2 mai	141	130	108	73	66	103	164	126	142	123	66	101	166	185	238	114	134
1 <sup>er</sup> juin	141	129	107	74	68	109	165	128	139	121	64	100	164	184	238	108	133
1 <sup>er</sup> juillet	148	135	102	76	72	121	166	122	142	136	68	102	168	185	244	112	137
1 <sup>er</sup> août	147	135	100	74	73	128	164	124	138	132	69	102	164	182	248	114	138
1 <sup>er</sup> septembre	163	151	112	77	80	143	183	133	155	152	82	126	196	199	273	128	154
3 octobre	162	150	109	74	77	135	179	135	154	150	85	127	190	198	277	130	157
3 novembre	164	152	109	78	81	145	173	135	158	161	84	123	191	197	278	133	157
1 <sup>er</sup> décembre	165	156	111	76	81	144	165	130	155	174	85	136	209	207	281	136	156
1950 3 janvier	169	160	113	72	83	145	171	130	157	179	91	166	220	212	284	139	160
1 <sup>er</sup> février	170	161	121	71	85	148	172	134	154	176	99	173	222	231	285	142	163
1 <sup>er</sup> mars	171	161	119	70	84	149	171	132	153	181	91	156	215	224	293	142	164
3 avril	169	156	114	68	84	155	165	129	152	178	86	147	212	221	287	142	164
2 mai	172	159	113	69	83	158	168	138	155	177	87	144	211	217	295	150	173
1 <sup>er</sup> juin	172	159	113	68	85	156	168	145	153	172	91	139	206	211	300	148	166

### III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

15

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1948 .....	248	199	176	5.904	6.003	6.103	6.179
1949 .....	244	189	173	9.629	8.119	9.818	8.292
1949 Mars .....	23	17	15	709	595	726	610
Avril .....	19	14	12	457	384	471	396
Mai .....	20	13	12	541	449	554	461
Juin .....	21	15	14	580	521	595	535
Juillet .....	19	13	11	504	433	517	444
Août .....	22	15	14	890	790	905	804
Septembre .....	20	15	14	1.260	1.074	1.275	1.088
Octobre .....	21	17	16	924	817	941	833
Novembre .....	18	18	17	875	727	893	744
Décembre .....	21	16	15	1.156	880	1.172	895
1950 Janvier .....	21	18	18	1.411	975	1.429	993
Février .....	20	16	16	969	819	985	835
Mars .....	23	16	15	1.050	803	1.066	818
Avril .....	18	15	14	975	756	990	770
Mai .....	19	14	14	951	741	965	755

### IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4½ %			
1949 1 <sup>er</sup> avril .....	85,85	88,30	87,70	85,53	93,87	4,66	4,53	4,57	4,67	4,79	91,63	4,77
2 mai .....	86,05	88,25	88,17	85,08	94,12	4,65	4,53	4,54	4,70	4,78	91,66	4,77
1 <sup>er</sup> juin .....	86,50	88,15	88,70	84,80	93,83	4,62	4,54	4,51	4,71	4,79	91,52	4,78
1 <sup>er</sup> juillet .....	86,95	87,95	89,17	85,65	93,92	4,60	4,55	4,49	4,67	4,79	91,96	4,76
1 <sup>er</sup> août .....	87,35	88,—	89,52	86,02	94,91	4,58	4,54	4,47	4,65	4,74	92,68	4,72
1 <sup>er</sup> septembre .....	87,95	87,90	90,08	86,22	95,33	4,55	4,55	4,44	4,64	4,72	93,03	4,70
3 octobre .....	88,60	87,90	90,57	87,03	96,12	4,51	4,55	4,42	4,60	4,68	93,56	4,68
3 novembre .....	88,90	87,75	90,60	87,48	96,56	4,50	4,56	4,42	4,57	4,66	94,—	4,65
1 <sup>er</sup> décembre .....	89,10	87,85	90,67	88,82	95,93	4,49	4,55	4,41	4,50	4,69	93,96	4,65
1950 3 janvier .....	89,60	88,10	91,10	88,91	96,90	4,46	4,54	4,39	4,50	4,64	94,70	4,62
1 <sup>er</sup> février .....	89,80	88,70	p 90,—	p 90,47	p 97,62	4,45	4,51	p 4,44	p 4,42	p 4,61	p 96,10	p 4,62
1 <sup>er</sup> mars .....	90,55	89,10	p 90,72	p 90,75	p 97,84	4,42	4,49	p 4,41	p 4,41	p 4,60	p 96,42	p 4,61
3 avril .....	90,75	91,—	p 91,07	p 90,58	p 97,32	4,41	4,40	p 4,39	p 4,42	p 4,62	p 95,95	p 4,63
2 mai .....	91,20	91,55	p 91,83	p 91,95	p 97,83	4,39	4,37	p 4,36	p 4,35	p 4,60	p 96,47	p 4,60
1 <sup>er</sup> juin .....	91,70	92,25	p 92,41	p 91,91	p 97,53	4,36	4,34	p 4,33	p 4,35	p 4,61	p 96,54	p 4,60

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p 187.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES  
ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1948.....	1.474	3.047.835	2.410.966	1.299	480.520	459.852	865	14.334.206	25.222.574	24.403.817
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
2 premiers mois de 1949.....	210	423.724	309.834	213	73.990	72.145	87	713.758	723.966	701.911
2 premiers mois de 1950.....	230	252.128	236.061	209	66.427	60.886	95	1.007.738	1.066.105	801.147
1949 Février.....	104	161.675	107.316	102	36.772	35.980	43	182.669	297.404	278.439
Mars.....	136	224.120	188.852	114	39.589	37.936	81	666.472	818.518	812.654
Avril.....	100	90.060	80.861	81	42.350	40.733	63	758.735	1.136.909	1.130.319
Mai.....	77	59.856	55.079	45	18.855	15.813	81	818.410	888.503	859.735
Juin.....	117	207.497	146.001	91	19.100	18.313	74	1.519.230	1.130.354	1.125.116
Juillet.....	103	171.345	106.606	73	16.540	15.912	49	834.698	652.362	517.399
Août.....	82	179.427	149.668	53	14.950	14.329	30	140.201	139.824	139.434
Septembre.....	81	105.497	91.800	62	12.652	11.738	43	218.366	232.414	221.890
Octobre.....	110	331.351	305.222	87	21.039	20.015	50	305.537	370.503	356.910
Novembre.....	88	145.932	105.801	56	21.719	12.139	56	762.511	1.387.774	1.377.144
Décembre.....	170	337.402	312.917	121	36.007	33.835	161	1.111.706	1.168.799	1.121.301
1950 Janvier.....	131	182.442	172.936	110	36.458	32.280	51	309.990	401.868	328.910
Février.....	99	69.686	63.125	99	29.969	28.606	44	697.748	664.247	472.237
Mars (1).....	123	123.722	110.461	104	28.612	27.647	69	383.632	397.027	392.633
Avril.....	p	366.560	352.281		21.318	21.026			685.541	632.636

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions  Montant nominal	PRIMES D'ÉMISSION (2)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Émissions nettes (5)
	Nombre	Montant nominal			Apports en nature (3)	Incorporation de réserves au capital (4)	
1948.....	47	2.265.280	31.016.209	92.822	2.090.440	22.808.994	4.823.302
1949.....	(6) 73	(6) 1.908.162	(6) 13.140.144	3.839	1.658.586	7.110.851	(6) 3.645.678
2 premiers mois de 1949.....	6	415.000	1.636.680	770	225.396	556.531	717.733
2 premiers mois de 1950.....	9	142.700	1.527.360	125	215.166	522.160	503.593
1949 Février.....	3	280.000	775.911	—	97.481	213.837	890.417
Mars.....	1	20.000	1.102.227	—	154.038	752.495	152.859
Avril.....	—	—	1.269.379	—	90.378	1.109.658	51.877
Mai.....	8	115.000	1.080.208	200	53.146	792.567	200.114
Juin.....	1	5.000	1.361.951	—	128.149	776.025	390.256
Juillet.....	2	500.990	1.341.207	—	74.841	349.048	716.888
Août.....	2	11.000	345.201	160	126.454	99.495	88.542
Septembre.....	1	5.000	355.563	1.264	104.312	168.233	59.149
Octobre.....	5	131.000	853.893	753	285.472	241.608	286.820
Novembre.....	—	—	1.546.425	225	118.930	1.324.765	51.614
Décembre.....	4	41.100	1.583.308	467	297.470	946.428	265.724
1950 Janvier.....	6	89.700	710.458	—	149.254	264.457	210.115
Février.....	3	53.000	816.902	125	65.912	257.703	293.478
Mars (1).....	3	102.000	651.361	—	96.998	341.499	194.144
Avril.....	p	25.600	1.099.019	—	154.450	530.666	321.827

- (1) Emissions des sociétés industrielles et commerciales congolaises non comprises.  
(2) Non comprises dans les montants libérés.  
(3) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.  
(4) Compris dans les augmentations de capital.  
(5) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.  
(6) Par suite de rectifications, les montants annuels sont supérieurs aux totaux des douze montants mensuels correspondants.

(milliers de francs)

FEVRIER 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)			AUGMENTATION DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIME D'ÉMISSION (non compris dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES			DISSOLUTIONS (1) Sociétés par actions et sociétés de personnes		RÉDUCTION DE CAPITAL Soc. par act. et Soc. de pers.				
	par actions		de personnes	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentation de capital	Incorporation de réserves	Révaluation de l'immob.	Apports de créances	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale								par action	de personnes					Nombre	Montant	

Détail des émissions

Banques, soc. financières						1	100.000	100.000	100.000						37.500				
Sociétés commerciales	1	5.000	5.000	2	2.698	2.698	1	10.000	20.000	11.840									
Sociétés industrielles																			
Mines							1	30.000	48.800	48.800									
Construction bâtiments																			
Sociétés agricoles							1	40.000	10.000	2.500									
Transports																			
Services publics																			
Divers				1	500	500	1	16.000	112.000	112.000					112.000				
<b>Totaux</b>	<b>1</b>	<b>5.000</b>	<b>5.000</b>	<b>3</b>	<b>3.198</b>	<b>3.198</b>	<b>5</b>	<b>196.000</b>	<b>290.800</b>	<b>275.140</b>					<b>149.500</b>	<b>3</b>	<b>6.275</b>		

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins			1	500	500												2	1.275		
de 1 à 5 millions	1	5.000	5.000	2	2.698	2.698											1	5.000		
de 5 à 10 millions							1	40.000	10.000	2.500										
de 10 à 20 millions							1	10.000	20.000	11.840										
de 20 à 50 millions							1	30.000	48.800	48.800										
de 50 à 100 millions							1	100.000	100.000	100.000					37.500					
plus de 100 millions							1	16.000	112.000	112.000					112.000					
<b>Totaux</b>	<b>1</b>	<b>5.000</b>	<b>5.000</b>	<b>3</b>	<b>3.198</b>	<b>3.198</b>	<b>5</b>	<b>196.000</b>	<b>290.800</b>	<b>275.140</b>					<b>149.500</b>	<b>3</b>	<b>6.275</b>			

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge			1	1.500	1.500												1	5.000		
Sociétés de droit congolais	1	5.000	5.000	2	1.698	1.698	5	196.000	290.800	275.140							2	1.275		
<b>Totaux</b>	<b>1</b>	<b>5.000</b>	<b>5.000</b>	<b>3</b>	<b>3.198</b>	<b>3.198</b>	<b>5</b>	<b>196.000</b>	<b>290.800</b>	<b>275.140</b>					<b>149.500</b>	<b>3</b>	<b>6.275</b>			

(1) Coopératives : 1 société constituée au capital minimum de 20.000 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES  
Détail des émissions

17

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

MARS 1950

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			Primes d'émission dans les montants libérés (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES			DISSOL. DE SOCIÉTÉS(1) (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUC- TIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée)					
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Constitutions de sociétés			Augmen- tations de capital	Nombre	Montant	Nombre			Montant
							anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	Nombre	Montant												
Banques .....	—	—	—	—	—	1	100.000	10.000	10.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Opérations financières et immobil.	6	20.800	16.216	4	6.000	6.000	9	28.020	37.730	34.121	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commerce de détail .....	10	1.486	1.456	14	1.107	1.107	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comm. de gros et comm. extérieur	36	41.936	36.674	14	2.680	2.633	7	5.600	12.400	11.675	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrications métalliques .....	8	8.950	8.615	3	460	460	7	14.500	26.600	26.600	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Métallurgie du fer .....	1	6.000	5.094	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Métaux non ferreux .....	—	—	—	—	—	—	1	67.800	2.200	2.200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie textile .....	5	3.420	3.420	4	675	675	8	30.415	43.039	43.039	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries alimentaires .....	3	3.500	3.500	4	1.760	1.760	4	28.550	94.470	94.470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du bois .....	10	8.600	7.880	3	700	700	3	1.800	2.900	2.900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie chimique .....	2	850	850	1	1.000	1.000	7	13.044	16.556	16.556	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du verre .....	1	820	820	—	—	—	1	14.250	16.650	16.650	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Electricité .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaz .....	—	—	—	—	—	—	2	18.450	15.025	15.025	1	50.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir .....	1	1.500	1.500	2	2.300	2.300	3	15.000	26.800	26.800	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Papier et imprimerie .....	1	100	100	1	150	130	1	600	2.150	2.150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport .....	3	2.000	1.976	4	600	600	4	2.050	3.600	3.600	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tourisme .....	1	250	250	5	1.175	1.175	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires .....	4	2.060	1.360	4	1.200	1.200	1	51	34	34	1	2.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Constructions .....	6	4.425	4.175	2	800	800	2	1.000	2.100	2.100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charbons .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre cuite .....	1	1.120	1.120	—	—	—	1	1.750	3.250	3.250	1	50.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciment et industries connexes .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Carrières .....	2	1.955	1.955	—	—	—	1	2.000	10.500	10.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chaux .....	—	—	—	—	—	—	1	31.600	63.400	63.400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du diamant .....	1	100	100	1	150	150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse .....	2	250	250	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions .....	4	5.800	5.680	—	—	—	1	300	200	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Artisanat .....	10	3.950	3.600	25	4.650	4.103	3	5.252	5.423	5.423	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agric., hortic., pêche, élevage .....	—	—	—	4	1.725	1.725	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers non dénommés .....	5	3.870	3.870	9	1.480	1.129	1	1.500	2.000	2.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Totaux...</b>	<b>123</b>	<b>123.722</b>	<b>110.461</b>	<b>104</b>	<b>28.612</b>	<b>27.647</b>	<b>69</b>	<b>383.532</b>	<b>397.027</b>	<b>392.533</b>	<b>3</b>	<b>102.000</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>66.856</b>	<b>16.090</b>	<b>14.052</b>	<b>341.499</b>	<b>59</b>	<b>21.064</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>10</b>	<b>12.289</b>

(1) Coopératives : 14 sociétés constituées au capital minimum de 3.152.001 francs; 9 sociétés dissoutes au capital minimum de 640.200 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance  
du capital nominal émis ou annulé  
(milliers de francs)

MARS 1950

Source : Institut National de Statistique.

CLASSIFI- CATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS					AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRISES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée		Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature (1)	Incorporations de réserves au capital (2)	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal											

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique .....	123	123.722	110.461	104	28.612	27.647	69	383.532	397.027	392.533	3	102.000	—	—	96.998	341.499	21.064	—	12.289
Etranger .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	123	123.722	110.461	104	28.612	27.647	69	383.532	397.027	392.533	3	102.000	—	—	96.998	341.499	21.064	—	12.289

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ..	92	30.397	28.277	100	19.562	19.077	29	20.872	11.003	10.210	—	—	—	—	27.219	4.044	15.318	—	2.770
de 1 à 5 millions ..	27	64.325	62.290	4	9.050	8.570	24	113.010	64.874	61.173	1	2.000	—	—	56.989	40.305	5.746	—	9.510
de 5 à 10 millions ..	4	29.000	19.894	—	—	—	4	108.800	26.600	26.600	—	—	—	—	12.790	17.600	—	—	—
de 10 à 20 millions ..	—	—	—	—	—	—	9	83.750	137.650	137.650	—	—	—	—	—	122.650	—	—	—
de 20 à 50 millions ..	—	—	—	—	—	—	1	5.500	23.500	23.500	2	100.000	—	—	—	23.500	—	—	—
de 50 à 100 millions ..	—	—	—	—	—	—	2	51.600	133.400	133.400	—	—	—	—	—	133.400	—	—	—
plus de 100 millions ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	123	123.722	110.461	104	28.612	27.647	69	383.532	397.027	392.533	3	102.000	—	—	96.998	341.499	21.064	—	12.289

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital. — (2) Compris dans les augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

PÉRIODES	en Belgique		à l'étranger
	en millions de francs	en millions de francs	
1948 .....	6.900	fr. s. 50 \$ U.S. 58	
1949 .....	14.590	fr. s. 50 \$ U.S. 56	
1949 Avril .....	—	—	
Mai .....	1.200	—	
Juin .....	—	fr. s. 50	
Juillet .....	500	—	
Août .....	—	—	
Septembre .....	—	—	
Octobre .....	8.300	—	
Novembre .....	—	—	
Décembre .....	—	\$ U.S. 40	
1950 Janvier .....	—	—	
Février .....	1.500	—	
Mars .....	1.650	—	
Avril .....	3.500	—	
Mai .....	—	—	

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES (2)
	Prélèvements sur comptes	Remboursements nets	Avances nettes
(milliers de francs)			
1948 .....	2.108.506	2.089.078	2.647.018
1949 .....	1.818.541	782.096	1.960.000
1949 Mars .....	183.123	122.853	123.719
Avril .....	86.374	60.222	71.554
Mai .....	87.272	60.477	240.809
Juin .....	78.628	41.211	146.261
Juillet .....	142.581	20.745	150.907
Août .....	145.191	2.854	122.182
Septembre .....	202.575	175.528	129.288
Octobre .....	184.385	37.369	233.985
Novembre .....	193.879	38.577	165.998
Décembre .....	265.946	44.953	329.191
1950 Janvier .....	277.221	105.261	250.244
Février .....	105.776	68.290	327.058
Mars .....	162.098	38.415	369.850
Avril .....	107.155	9.572	325.320
Mai .....	210.378	30.200	403.572

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
(milliers de fr.)	
1948 Moyenne mens..	880.012
1949 Moyenne mens..	1.094.065
1949 Mars .....	1.005.934
Avril .....	1.046.194
Mai .....	1.175.427
Juin .....	1.148.968
Juillet .....	1.182.081
Août .....	1.153.694
Septembre .....	1.181.127
Octobre .....	1.217.181
Novembre .....	1.096.724
Décembre .....	1.243.736
1950 Janvier .....	1.091.244
Février .....	946.751
Mars .....	1.230.250
Avril .....	1.138.630
Mai .....	1.289.866

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Le mouvement des remboursements sur les ouvertures de crédit pour dépenses ordinaires ne peut plus être donné en raison de la fusion de ces opérations avec celles d'autres comptes communaux.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

18  
19  
20



# LES FINANCES PUBLIQUES

## I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes-chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieures			extérieures (1) (2)	intérieures	extérieures	totales	intérieures	extérieures (2)	totales		
	directe	indirecte	totales									
1940 Mars .....	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1949 Avril .....	114.940	8.917	123.857	12.052	30.089	1.753	31.842	56.438	7	56.445	18.416	242.612
Mai .....	114.518	8.965	123.483	12.053	30.038	1.753	31.791	56.230	7	56.237	18.337	241.901
Juin .....	114.093	8.955	123.048	11.959	30.344	1.753	32.097	59.012	7	59.019	18.361	244.484
Juillet .....	113.675	8.952	122.627	11.924	31.216	1.753	32.969	59.440	7	59.447	17.690	244.657
Août .....	113.146	8.952	122.098	12.142	30.506	1.753	32.259	62.517	445	62.962	18.247	247.708
Septembre .....	112.701	8.944	121.645	13.043	30.914	1.750	32.664	61.976	508	62.484	17.767	247.603
Octobre .....	111.869	8.986	120.845	13.387	39.071	1.750	40.821	55.067	504	55.571	17.738	248.362
Novembre .....	111.325	8.979	120.304	13.604	38.299	1.750	40.049	56.087	504	56.591	18.438	248.987
Décembre .....	110.725	9.021	119.746	14.239	38.258	1.748	40.006	58.411	504	58.915	19.181	252.087
1950 Janvier .....	110.394	9.001	119.395	14.133	38.281	1.748	40.029	58.443	1.103	59.546	17.279	230.382
Février .....	109.414	8.995	118.409	14.140	38.806	1.751	40.557	58.714	1.105	59.819	16.948	249.873
Mars .....	108.556	8.987	117.543	14.205	38.869	1.506	40.375	60.321	1.108	61.429	17.175	250.727
Avril .....	107.872	8.979	116.851	14.190	39.381	1.505	40.886	61.838	1.108	62.946	17.472	252.345
Mai .....	107.381	8.972	116.353	14.201	38.842	1.508	40.350	60.917	859	61.776	17.556	250.236

- (1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.  
 (2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.  
 (3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.  
 (4) Certificats à un an d'échéance au plus.  
 (5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.  
 (6) Non compris la Dotation des Combattants.

## II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars .....	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1946 Décembre .....	49.551	550	1.137	—	—	51.238
1947 Mars .....	48.978	550	1.137	—	—	50.665
Juin .....	48.389	550	1.137	—	—	50.076
Septembre .....	48.884	550	1.137	—	—	50.571
Décembre .....	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars .....	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin .....	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre .....	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre .....	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars .....	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin .....	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre .....	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre .....	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars .....	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804

- (1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.  
 (2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.  
 (3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.  
 (4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.  
 (5) Art. 3, § b), de la loi du 23 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.  
 (6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

### III — RENDEMENT DES IMPOTS

26

#### a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1948.....	22.166	11.407	20.618	54.191	—
1949.....	24.098	11.459	19.791	55.348	—
1949 Février.....	2.083	885	1.605	4.573	10.425
Mars.....	1.994	982	1.720	4.696	15.121
Avril.....	2.044	972	1.566	4.582	19.703
Mai.....	2.189	961	1.553	4.708	24.411
Juin.....	1.996	981	1.515	4.492	28.903
Juillet.....	2.152	813	1.486	4.451	33.354
Août.....	1.445	829	1.491	3.765	37.119
Septembre.....	1.392	996	1.683	4.071	41.190
Octobre.....	1.545	976	1.832	4.353	45.543
Novembre.....	1.623	1.028	1.631	4.282	49.825
Décembre.....	2.426	1.156	1.941	5.523	55.348
1950 Janvier.....	3.313	929	1.723	5.965	5.965
Février.....	2.081	876	1.498	4.455	10.420
Mars.....	2.097	1.044	1.496	4.637	15.057
Avril.....	2.199	891	1.479 (1)	4.569 (1)	19.626

#### b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 avril 1950 pour les exercices 1949 et 1950

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	EXERCICE 1949		EXERCICE 1950		AVRIL 1950
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1950
I. Contributions directes.....	25.777	23.322	3.153	2.935	1.144
II. Douanes et accises.....	11.440	11.959	3.682	3.620	890
dont douanes.....	3.332	3.300	1.249	1.000	309
accises.....	7.110	8.496	2.173	2.565	526
taxes spéciales de consommat.....	750		234		48
III. Enregistrement.....	19.787	20.200	6.190 (1)	6.378	1.479 (1)
dont enregistrement.....	1.780	1.750	659	606	165
successions.....	920	825	273	296	67
timbres et taxes assimilées.....	16.887	17.400	5.185 (1)	5.406	1.226 (1)
<b>Total...</b>	<b>57.004</b>	<b>55.491</b>	<b>13.025</b>	<b>12.933</b>	<b>3.513</b>
<b>Différence par rapport aux éval. budg.</b>	<b>+ 1.513</b>		<b>+ 92</b>		

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

(1) En fait, les recettes du mois d'avril 1950 doivent être majorées de plus ou moins 120 millions et les recettes des quatre premiers mois de 1950 de plus ou moins 420 millions, en raison du fait que le montant de la vente de timbres fiscaux par l'Administration des Postes n'est comptabilisé qu'avec un décalage d'un mois.

## I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en mars 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations brut (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			
(milliers de francs)										
<b>A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique</b>										
Banques .....	19	19	—	858.970	644.742	213.014	—	155.385	7.862	86
Assurances .....	1	1	—	5.500	4.884	2.628	—	330	13	—
Opérations financières et immobilières .....	243	205	38	1.838.134	1.564.814	367.557	7.018	272.682	692.532	28.605
Commerce de détail .....	33	23	10	20.870	47.177	41.904	1.655	22.498	2.000	100
Commerce de gros et commerce extérieur .....	195	136	59	255.951	226.043	71.000	10.758	13.166	—	—
Fabrications métalliques .....	90	65	25	500.327	412.328	141.755	10.229	62.890	45.014	2.079
Métallurgie du fer .....	7	3	4	6.540	24.117	3.853	904	757	220.756	9.713
Métaux non ferreux .....	10	8	2	306.970	260.310	41.981	12.427	32.445	4.275	186
Industrie textile .....	147	96	51	1.076.655	1.627.554	117.703	35.290	59.318	12.862	559
Industries alimentaires .....	109	74	35	582.074	656.829	74.759	10.625	36.511	68.825	3.585
Industrie du bois .....	36	25	11	52.818	48.112	4.496	3.126	1.313	2.500	150
Industrie chimique .....	56	35	21	244.735	261.327	19.368	20.227	7.489	2.064	108
Industrie du verre .....	10	6	4	50.925	149.405	1.424	584	1.027	—	—
Electricité .....	3	2	1	49.500	157.102	8.683	448	7.000	153.714	7.373
Gaz .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau .....	1	1	—	300	55	26	—	26	—	—
Cuir .....	18	9	9	54.170	65.410	5.333	4.814	1.196	2.500	150
Papier et imprimerie .....	40	22	18	119.903	96.024	10.197	5.962	4.942	21.598	1.120
Transport .....	57	42	15	367.126	133.426	55.992	2.155	42.531	—	—
Tourisme .....	53	35	18	79.871	58.798	8.554	2.144	4.820	4.919	147
Intermédiaires .....	52	42	10	104.685	67.643	37.509	1.723	11.701	—	—
Déchets et matières de récupération .....	6	2	4	6.942	6.454	620	1.878	—	—	—
Constructions .....	34	24	10	92.100	19.302	10.365	3.546	3.508	15.000	600
Charbons .....	9	7	2	170.211	589.597	21.783	93	16.050	88.830	4.018
Terre cuite .....	13	10	3	29.144	18.443	3.764	251	995	3.389	140
Ciment et industries connexes .....	17	13	4	66.515	97.419	7.186	1.089	4.425	20.000	900
Carrières .....	18	13	5	141.477	186.387	19.432	922	12.842	—	—
Chaux .....	5	5	—	28.149	76.057	9.766	—	878	—	—
Industries céramiques .....	9	7	2	16.500	10.406	854	519	456	—	—
Industrie du tabac .....	5	4	1	23.121	11.178	2.478	25	1.380	2.500	125
Industrie du diamant .....	3	1	2	2.950	— 246	88	211	—	400	32
Éditions, librairies, presse .....	15	9	6	48.669	15.841	2.226	753	133	—	—
Films, théâtres, attractions .....	19	8	11	21.449	15.343	2.767	2.744	562	—	—
Artisanat .....	60	36	24	71.217	86.092	15.921	3.144	2.968	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage .....	5	2	3	11.130	31.747	3.376	83	—	—	—
Divers non dénommés .....	74	46	28	108.977	37.847	15.023	2.846	5.090	—	—
<b>TOTAL...</b>	<b>1.472</b>	<b>1.036</b>	<b>436</b>	<b>7.414.575</b>	<b>7.707.967</b>	<b>1.343.385</b>	<b>148.193</b>	<b>787.314</b>	<b>1.371.553</b>	<b>59.782</b>
<b>B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge</b>										
Banques sociétés financières .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles .....	1	1	—	200	735	7	—	—	30.000	1.650
Services publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction .....	1	—	1	684	—	—	226	—	—	—
Transports .....	—	—	—	—	—	—	—	—	29.596	1.373
Sociétés diverses .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>TOTAL...</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>884</b>	<b>735</b>	<b>7</b>	<b>226</b>	<b>—</b>	<b>59.596</b>	<b>3.023</b>
<b>C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger</b>										
Electricité .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses .....	2	1	1	13.000	6.277	641	82	648	4.400	231
<b>TOTAL...</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>13.000</b>	<b>6.277</b>	<b>641</b>	<b>82</b>	<b>648</b>	<b>4.400</b>	<b>231</b>
<b>Total général ...</b>	<b>1.476</b>	<b>1.038</b>	<b>438</b>	<b>7.428.459</b>	<b>7.714.979</b>	<b>1.344.033</b>	<b>148.501</b>	<b>787.962</b>	<b>1.435.549</b>	<b>63.036</b>

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.  
(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de mars 1950 :

(Milliers de francs)

Coupons d'Emprunts de l'Etat .....	169.733
Coupons d'Emprunts de la Colonie .....	2.716
Coupons d'Emprunts des Provinces et Communes .....	18.341
Coupons d'Emprunts d'organismes divers .....	44.131

234.921

Coupons d'Emprunts extérieurs de l'Etat .....

59.205

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES (suite)

Source : Institut National de Statistique.

Tableau rétrospectif

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1948 (2) .....	9.019	6.809	2.210	69.383.579	89.178.476	12.223.261	646.984	6.484.711	(4) 16.886.767	649.458
1949 (2) .....	9.929	6.952	2.977	86.319.526	85.095.717	13.222.304	1.062.170	7.493.830	20.216.645	821.978
1949 Janvier .....	90	60	30	324.649	586.154	77.011	9.314	36.245	1.991.604	86.645
Février .....	151	109	42	410.532	647.964	380.505	17.316	318.471	1.429.896	58.152
Mars .....	1.480	1.065	415	9.463.949	8.899.357	1.406.713	113.839	741.586	1.202.110	50.058
Avril .....	2.081	1.467	614	16.400.115	13.991.670	2.014.375	222.560	1.020.192	1.505.774	77.086
Mai .....	1.790	1.309	481	18.269.797	23.175.843	2.407.599	232.996	1.386.750	1.161.968	48.185
Juin .....	842	602	240	11.287.529	9.227.472	2.506.145	99.017	1.523.684	1.447.618	60.838
Juillet .....	423	310	113	7.483.615	7.079.402	1.339.392	34.459	640.369	1.705.678	72.900
Août .....	132	92	40	381.111	498.729	94.010	7.128	40.777	1.301.560	52.071
Septembre .....	289	205	84	1.462.432	1.420.485	154.762	21.982	66.785	1.389.426	57.049
Octobre .....	560	383	177	8.242.464	7.719.357	1.226.530	96.949	777.702	1.290.776	52.207
Novembre .....	284	205	79	7.180.228	6.677.933	881.405	35.475	584.490	1.190.226	49.475
Décembre .....	231	165	66	2.729.319	2.758.949	394.557	30.886	242.756	1.329.431	55.627
1950 Janvier .....	97	65	32	1.666.745	639.939	155.956	23.060	91.623	2.481.335	108.072
Février .....	147	103	44	450.462	880.048	361.749	15.888	337.952	1.743.559	76.167
Mars .....	1.476	1.038	438	7.428.459	7.714.979	1.344.033	148.501	787.962	1.435.549	63.036

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) L'addition des éléments des douze mois ne correspond pas au total annuel, étant donné que ce chiffre comprend les sociétés qui publient leur bilan avec retard. — (3) Au 31 décembre 1947. Montant rectifié pour des emprunts existant déjà en 1947, mais non compris dans la statistique. — (4) Au 31 décembre 1948.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)  
(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1948.....	8.546.889	5.946.442	2.600.447	27.524.459 (1)	6.825.648 (2)
1949.....p	8.745.849	6.564.814	2.181.035	30.509.505 (1)	6.900.000 (4)
1949 Mars .....	915.140	540.670	374.470	28.603.757 (3)	
Avril .....	645.145	655.823	— 10.678	28.593.079	
Mai .....	642.788	582.831	59.957	28.653.036	
Juin .....	620.162	573.608	46.554	28.699.590	
Juillet .....	747.970	569.634	178.336	28.877.926	
Août .....	720.338	492.529	227.809	29.105.735	
Septembre .....	705.631	534.951	170.270	29.276.455	
Octobre .....	697.651	568.722	128.929	29.405.384	
Novembre .....	653.347	447.411	205.936	29.611.320	
Décembre .....	871.446	680.092	191.354	30.625.674 (1)	
1950 Janvier .....	1.070.698	504.179	566.519	31.192.193	
Février .....	795.317	496.313	299.004	31.491.197	
Mars .....	961.506	645.680	315.826	31.807.023 (5)	
Avril .....	699.401	708.515	— 7.114	31.799.909	
Mai .....	656.930	635.600	21.330	31.821.239	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Comprend 255 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre. — (4) Nombre approximatif. — (5) Comprend 250 millions à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (\*)  
(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1947.....	23.200	398.925	47.312	224.845	469.437
1948.....	23.170	411.953	58.143	245.256	738.522
1948 Mai .....	1.932	36.057	5.395	20.107	63.491
Juin .....	1.483	30.004	4.449	19.384	55.320
Juillet .....	2.254	34.137	4.655	20.811	61.857
Août .....	1.510	33.952	5.201	19.629	60.292
Septembre .....	2.209	32.819	5.106	19.232	59.366
Octobre .....	1.738	33.899	4.888	21.950	62.475
Novembre .....	1.760	31.519	4.644	21.277	59.200
Décembre .....	1.914	32.515	5.072	22.608	62.109
1949 Janvier .....	1.462	36.427	6.156	20.299	64.344
Février .....	3.188	33.206	5.332	19.892	61.618
Mars .....	2.339	33.721	5.860	20.558	62.478
Avril .....	3.008	34.552	5.784	20.897	64.241
Mai .....	2.445	33.112	5.794	21.253	62.604
Juin .....	2.182	26.670	5.328	20.220	54.400
Juillet .....	1.784	31.318	5.776	20.964	59.842

(\*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947, 193,5 millions de francs (chiffre provisoire) en 1948 et 209 millions de francs (chiffre provisoire) en 1949. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																						
		Cokeries	Carières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrères	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et préciation	Transports		Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (1)	

a) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	100	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	105	119	106	106	112	104	106	114
1947 Septembre	352	327	341	331	333	353	342	353	332	337	339	385	370	377	340	355	356	266	348	339	308	316	314	325	
1947 Décembre	367	347	354	361	351	358	358	355	342	354	353	390	371	380	360	372	354	287	349	345	313	348	341	343	
1948 Mars	373	347	360	366	352	368	365	357	344	358	357	390	375	382	370	376	361	288	348	390	309	347	340	353	
1948 Juin	381	361	370	376	362	379	376	366	347	363	362	403	383	393	378	378	369	286	369	411	324	343	339	357	
1948 Septembre	387	373	372	384	361	386	382	364	356	372	365	414	392	403	382	379	370	287	369	412	330	351	347	369	
1948 Décembre	395	384	380	398	373	390	391	371	373	375	378	417	394	407	384	384	288	326	369	403	337	392	381	373	
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	366	381	383	415	410	412	385	391	378	293	326	387	388	353	393	385	385
1949 Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	292	328	387	410	360	390	384	391
1949 Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	312	326	389	410	365	394	388	405
1949 Décembre	406	392	389	404	387	419	409	378	377	391	395	418	412	415	394	398	383	313	326	388	408	374	395	391	442
1950 Mars	p 408	404	390	403	387	417	408	379	383	392	p 401	416	417	417	395	394	380	312	401	398	406	375	397	392	448

b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	108	118	107	126	113	—	—	115
1947 Septembre	353	301	329	309	335	333	324	346	320	347	340	413	406	409	331	327	359	264	372	347	305	—	—	—	331
1947 Décembre	364	319	337	339	356	342	343	346	320	356	342	419	400	409	347	342	360	280	371	348	311	—	—	—	348
1948 Mars	369	322	344	343	367	351	350	352	322	361	345	421	405	413	354	344	367	281	370	382	311	—	—	—	358
1948 Juin	376	331	355	348	359	359	355	356	324	366	350	428	409	418	367	349	369	280	390	397	311	—	—	—	361
1948 Septembre	381	352	358	360	366	367	364	361	334	375	354	439	415	427	369	348	374	281	390	393	311	—	—	—	367
1948 Décembre	385	352	369	367	376	372	371	368	343	375	365	436	413	424	374	354	376	282	328	390	387	315	—	—	371
1949 Mars	388	358	367	384	387	386	386	365	343	379	370	419	425	422	377	344	377	286	328	409	400	315	—	—	388
1949 Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	360	380	371	425	422	424	376	350	383	285	329	408	402	315	—	—	389
1949 Septembre	392	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	433	428	430	383	349	389	302	328	409	397	315	—	—	425
1949 Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	377	391	374	435	427	431	389	348	392	302	328	407	397	315	—	—	458
1950 Mars	p 397	371	376	374	384	398	387	375	368	394	p 384	433	424	428	392	351	387	302	402	418	399	330	—	—	464

c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	107	118	106	119	108	—	—	116
1947 Septembre	347	291	344	321	358	331	331	364	317	315	325	380	392	386	331	330	331	258	369	379	339	—	—	—	312
1947 Décembre	359	307	354	352	373	337	347	364	317	324	331	387	393	390	352	345	331	254	368	378	339	—	—	—	333
1948 Mars	364	313	353	362	378	351	358	366	319	334	331	392	394	393	353	343	338	273	367	385	339	—	—	—	346
1948 Juin	374	323	367	365	378	359	364	370	322	339	337	405	410	408	370	346	336	273	391	412	339	—	—	—	349
1948 Septembre	378	345	372	373	383	363	369	370	321	352	337	420	416	418	362	348	351	290	391	409	339	—	—	—	358
1948 Décembre	381	338	380	383	394	366	376	379	328	352	349	417	414	415	365	348	355	290	291	391	405	339	—	—	361
1949 Mars	383	352	379	406	412	377	392	379	328	352	353	415	415	415	368	348	358	285	291	375	388	339	—	—	380
1949 Juin	389	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	283	292	375	397	339	—	—	378
1949 Septembre	389	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	428	411	419	378	384	341	311	291	375	389	339	—	—	394
1949 Décembre	390	372	386	392	414	391	394	392	348	366	368	422	411	417	381	380	343	297	291	379	401	339	—	—	420
1950 Mars	p 393	372	388	394	415	394	397	392	362	366	p 364	418	413	415	383	376	342	297	359	384	398	351	—	—	428

(1) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

**LE MOUVEMENT DES AFFAIRES**  
I — **ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**  
a) **Mouvement du débit**

35

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1948 Moyenne mensuelle	38 (1)	119	214.812	139	44.799	258	259.611
1949 Moyenne mensuelle	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1949 Mai	38	137	184.184	146	40.072	283	224.256
Juin	38	143	196.527	149	47.630	292	244.157
Juillet	38	140	192.792	146	50.610	286	243.402
Août	38	151	206.745	146	51.423	296	257.168
Septembre	38	142	208.005	146	48.872	288	256.877
Octobre	38	142	224.943	151	43.855	293	268.798
Novembre	38	131	144.935	141	35.042	272	179.977
Décembre	38	152	172.365	104	44.526	316	216.891
1950 Janvier	38	146	191.302	153	41.342	299	232.644
Février	38	140	160.361	148	39.321	288	199.682
Mars	38	159	202.757	170	47.342	329	250.099
Avril	38	139	203.354	151	42.502	290	245.856
Mai	38	145	189.700	157	38.938	302	228.638

(1) Au 31 décembre.

b) **Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)**

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1948 Moy. mens.	2.868	148.793	1.015	6.462	113.023	56.649	2.435	2.908	119.341	214.812
1949 Moy. mens.	3.813	131.062	1.518	7.366	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476
1949 Mai	3.991	114.545	1.795	7.157	128.480	59.726	2.312	2.756	136.578	184.184
Juin	3.087	128.274	1.823	6.999	136.275	58.050	2.102	3.204	143.287	196.527
Juillet	4.051	120.649	1.661	6.957	132.579	62.294	1.816	2.892	140.107	192.792
Août	4.243	131.677	1.671	5.941	142.977	65.161	1.820	2.966	150.711	206.745
Septembre	4.002	138.490	1.604	7.296	134.462	59.148	1.936	3.071	142.004	208.005
Octobre	4.291	154.161	2.045	10.971	132.968	56.957	2.437	2.854	141.741	224.943
Novembre	3.872	84.754	1.523	4.972	123.606	52.259	2.373	2.950	131.374	144.935
Décembre	4.090	103.327	1.814	6.502	143.378	58.913	2.699	3.623	151.981	172.365
1950 Janvier	3.191	127.877	1.687	6.922	138.869	53.057	2.524	3.446	146.271	191.302
Février	3.504	92.268	1.451	5.953	132.291	59.000	2.304	3.140	139.610	160.361
Mars	3.728	127.618	1.708	7.869	151.302	63.333	2.742	3.937	159.480	202.757
Avril	3.128	137.427	1.455	7.655	132.348	55.173	2.305	3.099	139.236	203.354
Mai	2.799	116.411	1.757	9.589	138.516	60.607	2.380	3.093	145.452	189.700

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

**II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX**  
(millions de francs)

36

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1948 Moyenne mensuelle	(1) 629.485	27.831	20.076	22.087	60.159	21.989	60.159	164.393	91	3,36
1949 Moyenne mensuelle	(1) 632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1949 Mai	631.691	28.318	20.330	23.191	61.846	23.708	61.846	170.591	91	3,39
Juin	630.682	27.541	20.119	22.438	59.781	21.893	59.781	163.893	91	3,18
Juillet	630.503	28.298	20.797	22.347	59.345	23.910	59.345	164.947	90	3,14
Août	629.669	27.337	20.380	22.219	58.161	22.677	58.161	162.218	91	3,18
Septembre	629.937	27.618	20.426	21.035	57.523	21.532	57.523	157.613	91	3,07
Octobre	630.978	27.413	20.215	23.069	61.564	22.964	61.564	169.161	91	3,44
Novembre	631.788	27.417	20.228	22.583	59.485	21.995	59.485	163.548	91	3,44
Décembre	632.415	28.338	20.543	25.865	68.109	23.529	68.109	185.612	92	3,31
1950 Janvier	633.989	29.917	20.240	22.812	66.092	26.095	66.092	181.091	91	3,39
Février	634.360	27.403	19.590	22.968	60.282	22.530	60.282	166.062	91	3,51
Mars	634.716	27.189	18.992	23.809	63.861	23.404	63.861	174.935	91	3,29
Avril	635.015	27.046	19.446	21.182	58.436	22.288	58.436	160.342	91	3,42
Mai	635.380	26.789	19.406	24.372	62.986	23.889	62.986	174.233	91	3,59

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(\*) Ces avoirs comprennent : les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

# LES PRIX

## a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs	
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
Nombre de produits	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1948 Moy. mens. . .	389	471	433	450	379	496	356	273	390	383	318	342	261	402
1949 Moy. mens. . .	370	410	406	372	379	504	362	253	377	420	286	295	262	376
1949 Février . . . . .	384	423	415	399	394	496	358	263	445	393	309	328	264	382
Mars . . . . .	378	406	409	400	388	496	358	263	424	395	299	313	264	385
Avril . . . . .	373	390	409	390	384	496	358	257	400	416	291	301	264	383
Mai . . . . .	372	419	419	374	383	496	358	252	400	421	285	294	264	377
Juin . . . . .	366	411	411	370	371	496	358	252	350	431	279	285	264	372
Juillet . . . . .	364	400	402	353	375	496	358	252	364	432	278	284	264	371
Août . . . . .	363	414	383	350	373	496	358	239	369	432	276	284	257	371
Septembre . . . . .	361	405	377	347	368	496	358	239	350	433	275	282	258	373
Octobre . . . . .	361	398	392	352	375	529	385	239	336	433	275	282	259	372
Novembre . . . . .	361	388	411	361	371	529	367	255	321	433	265	267	260	372
Décembre . . . . .	365	384	425	355	371	529	367	254	321	433	285	294	261	373
1950 Janvier . . . . .	366	364	453	340	358	529	336	234	318	433	286	295	262	373
Février . . . . .	364	351	442	345	357	529	336	234	313	433	286	292	271	371
Mars . . . . .	360	336	439	347	353	529	336	224	303	434	278	281	271	371
Avril . . . . .	362	336	446	349	353	529	336	215	314	437	278	280	271	370

45

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1948 Moy. mens. . .	185	612	460	381	330	364	445	586	287	362	345	346	324	424
1949 Moy. mens. . .	158	545	384	368	345	323	441	640	275	390	336	330	321	405
1949 Février . . . . .	160	570	420	385	365	336	445	593	291	383	351	341	325	430
Mars . . . . .	164	560	412	378	355	333	443	590	282	379	350	340	329	460
Avril . . . . .	160	552	405	371	340	323	441	556	282	379	345	338	325	441
Mai . . . . .	156	552	399	360	332	323	438	549	282	383	336	336	325	376
Juin . . . . .	145	539	392	360	328	325	436	610	271	392	329	327	324	348
Juillet . . . . .	149	536	377	353	328	311	425	499	271	395	332	329	324	362
Août . . . . .	160	536	377	353	342	302	419	512	268	395	332	330	323	370
Septembre . . . . .	153	536	377	360	339	312	437	512	268	395	328	330	316	370
Octobre . . . . .	153	527	347	361	336	318	448	498	264	395	327	328	313	373
Novembre . . . . .	159	527	336	367	337	320	451	523	264	394	327	317	313	399
Décembre . . . . .	177	527	337	375	363	323	457	535	264	403	321	301	314	396
1950 Janvier . . . . .	177	533	335	389	391	342	472	537	264	405	320	301	314	392
Février . . . . .	186	538	338	390	393	346	467	537	266	407	317	302	307	392
Mars . . . . .	188	538	341	389	394	342	465	537	266	407	317	300	307	393
Avril . . . . .	247	538	344	391	403	339	470	537	266	405	316	294	307	404

45  
46

## b) INDICES DES PRIX DE GROS A L'ETRANGER (\*)

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (1) (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail)
1948 Moyenne mensuelle	201	1.712	280	216	196	222
1949 Moyenne mensuelle	189	1.917	295	226	198	211
1949 Janvier . . . . .	196	1.946	293	218	199	220
Février . . . . .	193	1.898	293	218	199	219
Mars . . . . .	193	1.872	292	217	198	217
Avril . . . . .	192	1.846	293	223	198	214
Mai . . . . .	190	1.890	292	228	197	211
Juin . . . . .	189	1.812	292	228	198	210
Juillet . . . . .	187	1.854	291	226	197	211
Août . . . . .	187	1.818	290	226	196	210
Septembre . . . . .	188	1.958	293	227	198	207
Octobre . . . . .	186	2.002	295	234	200	205
Novembre . . . . .	185	2.005	303	236	200	205
Décembre . . . . .	185	2.002	304	237	201	204
1950 Janvier . . . . .	185	2.063	308	241	201	203
Février . . . . .	186	2.057	311	241	202	200
Mars . . . . .	186	2.102	312	242	202	200

## c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits . . . . .	56	34	22
1948 Moyenne mensuelle . . . . .	394	384	410
1949 Moyenne mensuelle . . . . .	381	364	408
1949 Mars . . . . .	382	366	408
Avril . . . . .	380	362	409
Mai . . . . .	379	359	408
Juin . . . . .	381	364	408
Juillet . . . . .	379	361	408
Août . . . . .	378	361	407
Septembre . . . . .	379	362	406
Octobre . . . . .	376	358	407
Novembre . . . . .	377	359	406
Décembre . . . . .	375	357	406
1950 Janvier . . . . .	373	354	404
Février . . . . .	373	352	406
Mars . . . . .	371	347	408
Avril . . . . .	370	345	408
Mai . . . . .	370	344	409

(1) Base 1938 = 100.  
 (\*) Les indices (sauf ceux de la France) ont été ramenés à la même base (période 1936 à 1938 = 100) afin de faciliter la comparaison entre les différents pays.  
 r : Indices rectifiés.

# LA PRODUCTION

## I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Administration des Mines).

55

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-38 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(2) 2.425	24,0	1.502
1948 Moyenne mensuelle	102.116	146.198	363	301	559	338	662	2.223	24,4	(1) 837
1949 Moyenne mensuelle	102.742	146.394	383	312	588	376	663	2.321	23,9	(1) 1.813
1949 Février	107.355	151.016	378	325	586	368	674	2.331	23,7	1.009
Mars	109.395	151.499	419	347	604	426	763	2.619	26,6	1.329
Avril	105.915	150.981	406	332	621	385	684	2.428	24,9	1.746
Mai	104.930	149.397	398	333	618	382	667	2.308	24,9	2.214
Juin	103.871	148.017	379	322	609	379	664	2.353	24,5	2.681
Juillet	100.667	144.321	289	241	452	311	676	1.869	19,9	2.863
Août	99.455	142.386	341	275	526	306	557	2.005	21,5	2.983
Septembre	98.503	142.180	351	283	534	338	576	2.082	22,0	2.680
Octobre	96.800	140.202	402	313	604	395	646	2.361	24,7	2.374
Novembre	100.311	143.511	404	309	589	394	698	2.394	24,0	2.051
Décembre	97.658	140.212	440	323	647	428	736	2.574	26,0	1.813
1950 Janvier	94.807	137.795	435	325	612	403	708	2.483	25,9	1.668
Février	96.013	137.928	383	288	568	363	673	2.274	23,2	1.679
Mars	95.703	137.373	423	309	628	400	768	2.529	25,9	1.777
Avril	95.953	137.982	403	292	587	381	687	2.350	23,8	2.073

(1) A fin d'année.

(2) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1948 Moyenne mensuelle	460	4.484	82	573	(2) 48	329	321	5,6	267	2,5
1949 Moyenne mensuelle	414	4.461	63	503	(2) 34	312	315	5,6	266	2,3
1949 Février	434	4.609	65	523	48	355	350	6,5	301	3,3
Mars	476	4.620	67	523	45	397	409	7,2	325	3,5
Avril	448	4.579	53	469	44	342	350	6,4	283	2,8
Mai	446	4.517	60	494	43	332	334	5,9	288	2,0
Juin	409	4.551	55	512	41	308	317	5,2	267	1,3
Juillet	386	4.399	42	464	35	277	274	4,7	202	0,3
Août	367	4.423	51	448	35	258	263	5,1	227	0,4
Septembre	367	4.416	58	580	35	266	269	5,1	215	2,5
Octobre	382	4.297	76	468	35	277	275	4,8	210	3,2
Novembre	382	4.223	84	513	34	269	270	4,4	205	2,3
Décembre	399	4.185	92	507	34	288	299	4,6	235	2,5
1950 Janvier	405	4.132	83	496	35	303	311	3,9	228	2,2
Février	372	4.119	81	510	36	271	269	3,5	210	2,7
Mars	391	4.025	68	475	37	310	298	3,8	235	3,1
Avril	365	3.906	65	463	38	285	281	3,3	228	2,1

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

## II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

56

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute	Coton	Laine	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1948 Moyenne mensuelle	620	3.466	210	6.018	685	1.537	1.306	418	2.453	5.222	1.616	431
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.485	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438
1949 Janvier	548	3.524	223	5.865	765	1.410	1.214	367	2.461	4.618	1.684	405
Février	592	3.698	173	5.302	715	1.335	1.225	362	2.581	4.797	1.616	419
Mars	553	4.375	222	6.517	920	1.535	1.535	453	3.063	5.363	1.918	480
Avril	561	3.988	169	5.745	872	1.146	1.330	392	2.594	4.972	1.718	436
Mai	571	3.976	201	6.205	901	1.218	1.393	388	2.637	4.898	1.674	447
Juin	667	4.001	221	6.897	857	1.394	1.453	388	2.641	4.910	1.632	470
Juillet	513	2.741	217	4.853	793	1.219	1.393	350	2.151	4.236	1.563	408
Août	610	3.121	148	6.057	810	1.552	1.693	356	2.409	4.670	1.717	401
Septembre	675	3.592	130	6.882	807	1.767	1.606	465	2.759	5.171	1.930	475
Octobre	706	3.434	186	6.541	912	1.738	1.729	485	2.666	5.159	1.952	401
Novembre	651	3.553	171	6.348	848	1.710	1.699	490	2.853	5.121	1.890	448
Décembre	753	4.233	162	6.887	958	1.982	1.643	571	3.080	5.540	2.067	465
1950 Janvier	839	4.128	184	6.733	974	1.702	1.460	611	2.800	5.702	2.011	468
Février	776	4.263	183	6.700	997	1.776	1.509	605	2.956	5.816	2.034	475
Mars	883	4.733	214	8.455	1.109	1.972	1.622	769	3.628	6.630	2.294	630

(1) Y compris les tapis en jute.

(2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couffin à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, laine, rayonne et fibres de rayonne.

(3) Y compris couvertures et tapis en laine.



### III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier (tonnes)	Cartons (tonnes)	Briques ordinaires (milliers de pièces)	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538				15.462			
1948 Moyenne mensuelle	277.579	134.869	119.529	12.997	11.579	4.669	19.182	1.683	215.001	14.756
1949 Moyenne mensuelle	243.750	128.794	114.883	14.205	12.619	4.956	20.101	1.545	158.079	15.095
1949 Février	175.195	152.621	98.075	13.773	12.259	6.912	19.321	1.556	175.728	12.844
Mars	224.143	152.475	111.680	15.208	14.447	10.768	21.172	1.749	150.702	14.012
Avril	252.710	126.271	117.869	14.687	12.933	8.903	19.894	1.657	105.905	16.797
Mai	256.130	122.775	132.319	15.166	13.515	670	19.608	1.626	136.383	15.318
Juin	245.000	120.352	140.740	14.131	12.617	(2)	20.151	1.763	145.138	10.843
Juillet	245.335	109.950	120.042	13.736	12.100	813	16.849	1.249	169.092	10.592
Août	253.815	123.737	112.479	14.224	12.567	1.686	20.851	1.518	182.869	15.049
Septembre	289.470	128.631	116.846	14.071	12.887	5.428	21.761	1.749	187.531	14.504
Octobre	294.830	119.350	112.014	14.233	11.604	4.094	21.284	1.435	171.396	13.680
Novembre	273.330	113.625	128.785	14.835	13.146	5.287	18.884	1.307	155.404	12.269
Décembre	238.445	122.922	94.166	14.909	13.915	6.837	22.457	1.604	136.040	12.854
1950 Janvier	198.970	118.111	86.001	14.153	13.032	7.087	22.032	1.260	125.667	12.345
Février	<sup>p</sup> 189.000	109.995	103.560	13.067	11.938	7.453	20.714	1.407	106.999	9.947
Mars	<sup>p</sup> 278.000	118.394	136.192	15.117	13.826	11.090	24.497	1.789	102.957	12.413
Avril	<sup>p</sup> 289.000	<sup>p</sup> 93.457	<sup>p</sup> 126.061	<sup>p</sup> 14.365	<sup>p</sup> 13.192	<sup>p</sup> 5.445	<sup>p</sup> 22.401	<sup>p</sup> 1.334	<sup>p</sup> 95.460	<sup>p</sup> 12.470

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

(2) Montant non publié.

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLUMETTES			PÊCHE			
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés fin de mois (tonnes)	Déclara- tions en consom- mation			Quantités de matières premières déclarées (substan- ces fari- neuses et substances sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Fabrica- tion (millions de tiges)	Consom- mation (millions de tiges)	Exporta- tion (millions de tiges)	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés										Quantités (tonnes)	Valeurs (milliers fr.)
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189		
1948 Moyenne mensuelle	20.916	16.495	76.944	19.961	10.627	23.845	3.390	2.008	1.378	3.180	29.546		
1949 Moyenne mensuelle	26.403	13.741	111.882	20.276	11.132	26.040	4.237	1.939	2.240	3.438	31.717		
1949 Février	—	10.326	152.581	14.935	8.861	26.431	3.365	1.924	665	3.773	35.457		
Mars	168	12.328	128.107	21.732	11.026	16.815	4.191	1.614	1.294	5.203	49.769		
Avril	—	11.247	117.473	17.601	13.601	19.136	4.598	1.461	3.242	4.393	37.774		
Mai	—	11.450	102.327	18.250	12.407	27.913	4.320	1.654	2.566	3.855	30.781		
Juin	—	10.827	85.646	20.519	12.125	16.182	4.057	2.061	2.523	2.763	22.631		
Juillet	12	11.749	58.920	21.915	13.462	20.778	3.429	1.673	1.615	3.067	19.764		
Août	—	13.449	38.790	21.317	13.159	20.041	3.799	2.455	760	2.488	25.949		
Septembre	99	13.455	19.399	23.390	11.898	30.740	4.190	2.291	2.801	2.727	22.331		
Octobre	85.033	18.813	81.322	20.458	10.574	27.510	4.535	2.152	3.191	3.220	31.224		
Novembre	137.822	21.333	164.974	22.673	9.027	39.335	4.802	2.083	3.167	3.198	31.812		
Décembre	92.726	18.965	219.760	25.918	10.210	45.131	6.020	2.197	4.340	3.108	32.355		
1950 Janvier	3.107	12.329	207.516	20.216	9.037	29.852	5.041	1.708	3.419	3.905	32.550		
Février	—	11.533	173.131	17.634	9.461	26.272	4.160	1.556	1.878	3.059	32.890		
Mars	—	13.233	187.576	16.774	12.875	16.733	3.847	1.786	2.877	4.400	31.417		
Avril	83	10.864	183.076	14.030	12.952	18.268	3.999	1.801	2.145	3.618	32.662		

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

r Chiffre rectifié.

## IV — ENERGIE ELECTRIQUE (\*)

(milliers de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

58

PÉRIODES	Production (1)				Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les réseaux 7 = 4+5-6
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique			
	Régies communales	Sociétés privées					
	1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	
1936-38 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1948 Moyenne mensuelle	30.848	336.598	291.127	658.573	23.692	3.833	678.432
1949 Moyenne mensuelle	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1949 Mars	33.183	377.798	326.872	737.853	7.384	7.128	738.109
Avril	27.533	346.822	294.605	668.960	7.600	2.802	673.758
Mai	26.595	344.069	298.859	669.523	9.094	2.858	675.759
Juin	26.148	320.399	285.225	631.772	15.640	2.213	645.199
Juillet	24.100	311.036	255.935	591.072	15.111	2.854	603.329
Août	27.875	337.364	262.476	627.715	14.105	2.383	639.437
Septembre	29.957	358.231	270.084	658.272	10.183	4.267	664.188
Octobre	32.819	385.663	284.710	704.192	5.110	3.398	705.904
Novembre	36.251	390.441	285.534	712.226	3.843	4.535	711.534
Décembre	39.613	422.509	307.183	769.305	3.518	4.709	768.114
1950 Janvier	38.493	412.512	304.846	755.851	4.262	6.560	753.553
Février	36.301	383.978	274.016	674.295	6.452	6.697	674.050
Mars	35.562	392.236	299.333	727.131	9.186	3.494	732.823
Avril	30.164	353.674	284.852	668.690	11.138	2.101	677.727
Mai	26.820	347.650	276.886	651.356	19.610	1.881	669.085

(\*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

## V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

59

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Total de gaz produit en Belgique 6 = 1+2+3+4+5	Imports	Exports	Solde : importations moins exportations 9 = 7-8	Total de gaz disponible en Belgique 10 = 6+9
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées						
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles					
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1948 Moyenne mensuelle	161	3.705	6.426	57.624	73.605	141.521	130	1.702	- 1.572	139.949
1949 Moyenne mensuelle	156	3.691	6.348	56.586	69.197	135.978	95	1.862	- 1.767	134.211
1949 Janvier	138	3.947	6.638	63.477	72.541	146.741	37	2.044	- 2.007	144.734
Février	124	3.458	6.365	55.762	75.760	141.469	35	1.896	- 1.861	139.608
Mars	141	4.239	7.204	61.403	82.416	155.403	36	2.103	- 2.067	153.336
Avril	152	3.298	6.264	55.978	80.099	145.791	33	1.812	- 1.779	144.012
Mai	168	4.739	6.551	56.903	80.528	148.887	34	1.830	- 1.796	146.978
Juin	167	4.079	5.905	55.004	77.077	142.232	30	1.736	- 1.706	140.526
Juillet	181	3.265	5.566	53.417	66.719	129.148	37	1.619	- 1.582	127.566
Août	178	5.994	5.855	52.523	62.924	127.474	281	1.560	- 1.279	126.067
Septembre	181	4.446	5.959	53.822	58.724	123.132	242	1.740	- 1.498	121.634
Octobre	168	1.929	6.393	56.501	57.962	122.953	165	1.731	- 1.567	121.386
Novembre	140	2.089	6.559	54.331	54.385	117.504	34	1.984	- 1.950	115.554
Décembre	130	2.314	6.901	59.923	61.239	131.007	30	2.279	- 2.249	128.758
1950 Janvier	p 173	p 3.190	p 6.519	p 58.260	p 63.070	p 131.212	27	2.237	- 2.210	p 129.002
Février	p 148	p 1.259	p 5.455	p 50.332	p 58.862	p 116.034	29	1.934	- 1.905	p 114.149
Mars	p 163	p 1.298	p 5.908	p 54.081	p 63.638	p 125.088	25	1.375	- 1.350	p 123.738

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

## LA CONSOMMATION (\*)

## I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949	1948	1949
Avril .....	536	482	532	454	432	448	374	351	207	193	404	389	549	493
Mai .....	457	444	445	445	392	427	358	349	188	193	362	381	449	431
Juin .....	402	371	425	374	389	393	339	349	196	198	355	382	401	366
Juillet .....	390	392	436	399	469	474	355	358	195	188	376	381	396	360
Août .....	417	299	408	358	476	469	332	357	183	186	363	392	364	345
Septembre .....	448	388	469	469	451	453	371	351	181	191	378	392	457	463
Octobre .....	503	491	435	463	438	444	364	346	200	195	397	395	536	511
Novembre .....	392	436	385	397	626	677	334	379	180	196	284	446	446	449
Décembre .....	456	427	430	465	720	813	416	455	201	209	467	498	515	459
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Janvier .....	385	430	441	464	504	433	351	338	178	192	377	434	460	580
Février .....	389	352	465	418	369	390	327	324	177	183	354	396	363	396
Mars .....	439	440	462	458	423	444	349	347	205	199	398	435	489	517
Avril .....	482	429	454	471	448	464	351	344	193	186	389	419	493	445

## B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	Indice général	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																				
		Alimentation				Habillemeent				Ameublement			Ménage		Tabacs	Librairie-papeterie			Parfum.	Jeux, jouets, sports, voyage		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Annages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Meubles, lustre	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, Electricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie		Total	Toilette
1949 Janvier ..	94	99	90	103	96	84	69	84	101	94	116	83	105	95	92	94	104	81	92	90	95	39
Février ..	90	97	95	95	96	98	59	71	86	86	126	99	117	89	94	89	100	73	73	73	91	41
Mars ..	101	106	105	106	106	122	90	102	97	103	109	100	106	105	99	104	123	84	80	80	102	49
Avril .....	111	106	114	108	110	114	140	151	118	122	108	123	113	107	100	106	87	93	79	81	107	64
Mai .....	103	101	97	107	100	98	111	130	108	109	101	103	102	111	99	110	104	90	79	80	104	62
Juin .....	91	93	85	96	90	76	98	108	101	96	83	94	87	93	87	92	102	74	66	67	101	65
Juillet .....	106	94	89	102	93	85	118	119	130	118	95	110	100	107	94	105	110	85	73	75	126	95
Août .....	93	97	90	107	95	63	69	79	92	83	84	92	87	112	106	112	111	89	133	127	119	66
Septemb.	100	110	95	101	102	89	85	98	94	93	103	126	111	112	143	115	104	80	152	141	82	45
Octobre ..	115	122	100	111	111	99	147	165	131	129	102	113	106	110	164	115	104	94	92	92	110	72
Novembre	127	122	126	113	123	86	113	124	129	118	91	100	94	110	134	112	113	220	127	141	108	396
Décemb.	149	175	192	124	176	75	102	120	151	128	99	116	105	144	177	147	203	227	203	206	150	262
1950 Janvier ..	116	166	135	120	147	86	62	96	123	109	142	89	123	106	115	107	107	96	100	100	106	43
Février ..	100	164	137	110	145	83	52	69	84	80	104	101	103	101	107	102	93	81	83	83	103	41
Mars .....	115	174	150	122	157	107	104	115	97	102	136	118	115	112	127	113	106	94	90	91	109	57
Avril .....	119	166	154	126	156	90	131	137	115	113	102	108	104	112	118	113	105	105	93	94	114	78
Mai .....	114	145	130	114	134	92	130	144	116	115	92	123	103	111	126	112	95	93	85	86	109	77

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES										MAGASINS A SUCCURSALES		GROS-SISTES	
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillemeent	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1949 Janvier ..	61	64	51	52	98	93	105	76	78	90	95	93	83	87	118	97	89	88
Février ..	58	59	53	50	93	94	94	79	92	93	85	90	78	85	119	79	57	82
Mars .....	88	90	86	78	110	108	107	107	122	114	108	103	83	99	137	87	73	97
Avril .....	137	137	141	134	107	104	104	114	138	123	103	83	100	109	101	118	135	95
Mai .....	106	106	109	107	99	103	100	87	113	111	106	104	97	101	105	97	108	98
Juin .....	83	84	81	85	97	105	101	74	95	87	113	119	88	121	92	100	94	100
Juillet .....	79	77	76	146	95	99	99	69	112	87	112	96	93	117	103	123	117	91
Août .....	50	49	52	67	99	99	99	62	102	97	113	219	102	109	159	98	65	100
Septemb.	64	62	65	72	109	101	103	89	160	120	114	229	104	108	189	78	70	100
Octobre ..	122	115	135	121	107	103	103	101	109	114	115	132	111	101	151	67	78	84
Novembre	84	81	90	92	111	101	113	96	90	108	128	198	114	95	144	61	110	98
Décembre	73	65	90	97	121	114	129	90	94	105	157	162	129	115	149	107	98	105
1950 Janvier ..	60	61	53	97	111	101	116	93	79	99	119	94	93	88	165	82	99	86
Février ..	55	57	51	59	p 102	98	p 106	p 83	p 91	p 92	p 102	84	84	91	p 148	p 77	65	81
Mars .....	94	95	90	99	p 115	112	p 116	p 105	117	p 121	p 117	83	88	110	p 146	p 86	80	95
Avril .....	111	112	109	134											p 102	102	89	89
Mai .....															p 102	123	p 98	98

(\*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

## II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Actes.

66

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher
	(milliers de pièces)			
1938-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1948 Moyenne mensuelle	7.318	21.705	741.725	818
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.763	701.157	832
1949 Mars	3.517	15.201	839.734	724
Avril	10.196	35.898	487.631	1.048
Mai	7.244	25.941	672.120	985
Juin	6.996	21.029	765.284	1.040
Juillet	6.153	20.256	730.794	768
Août	6.291	27.633	847.688	918
Septembre	8.328	20.028	741.507	785
Octobre	8.919	19.740	718.447	874
Novembre	10.676	27.785	635.317	776
Décembre	9.452	26.644	613.291	800
1950 Janvier	7.551	23.672	613.402	793
Février	4.830	14.079	652.921	699
Mars	5.017	17.181	637.501	802
Avril	5.542	21.360	648.017	779
Mai	6.138	18.155	791.531	851

## III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Voaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1938-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1948 Moyenne mensuelle	15.190	4.573	11.919	26.575	5.143
1949 Moyenne mensuelle	17.261	3.533	11.386	35.794	4.815
1949 Février	14.707	3.869	9.880	25.936	5.933
Mars	18.714	3.778	14.568	36.636	4.354
Avril	14.957	2.317	13.290	32.715	2.417
Mai	17.287	2.176	13.186	37.818	1.666
Juin	18.148	2.787	14.251	38.823	1.211
Juillet	14.576	2.868	11.063	32.681	815
Août	20.297	4.104	13.683	38.436	1.473
Septembre	17.486	3.762	10.846	35.569	2.806
Octobre	18.493	4.573	9.247	40.166	6.129
Novembre	20.255	3.989	9.837	45.071	13.847
Décembre	16.324	3.337	8.968	40.297	8.836
1950 Janvier	17.910	2.800	10.463	42.314	9.213
Février	15.999	2.239	11.438	39.848	0.223
Mars	19.311	2.508	15.343	46.898	5.629
Avril	16.571	2.683	13.836	39.375	3.614

## LES TRANSPORTS

### I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

#### a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1948 Moyenne mens. ...	212,6	438,5	29,4	680,5	195,9	876,4	859,6	— 16,8	98,1
1949 Moyenne mens. ... p	199,2	422,3	34,9	656,4	225,0	881,4	883,6	— 2,2	100,9
1949 Février	152,9	417,1	31,8	601,8	216,6	818,4	847,5	— 29,1	103,6
Mars	165,0	449,1	33,7	647,8	216,8	864,6	907,4	— 42,9	105,0
Avril	198,5	408,1	39,9	646,5	166,7	813,2	856,7	— 43,5	105,4
Mai	194,7	389,3	45,1	629,1	166,7	795,8	925,3	— 129,5	116,3
Juin	202,5	385,7	28,2	616,3	166,6	782,9	850,1	— 67,2	108,6
Juillet	275,3	368,9	32,2	676,5	166,7	843,2	862,6	— 19,4	102,3
Août	284,6	381,7	35,0	701,4	166,7	868,1	880,6	— 12,5	101,4
Septembre	217,8	416,9	31,4	666,1	166,6	832,7	925,8	— 93,1	111,2
Octobre	195,2	449,3	33,9	678,4	166,7	845,1	900,5	— 55,4	104,8
Novembre	130,3	464,7	34,7	629,7	166,7	796,4	861,7	— 65,3	108,2
Décembre	186,2	499,4	35,5	721,1	766,6	1.487,7	926,3	— 561,4	94,9
1950 Janvier	229,1	430,7	35,4	695,2	108,0	803,2	881,0	— 77,8	109,7
Février	204,9	425,1	24,1	654,1	108,0	762,1	831,6	— 69,5	109,1
Mars	224,1	490,0	23,1	737,2	108,0	845,2	880,6	— 35,4	104,2
Avril	258,8	417,6	22,8	699,2	109,0	808,2	832,3	— 24,1	103,0

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			
								Service interne belge	Service internat.	Transit	Total
1938 Moyen.men.(3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	5.250	186	154	88	428
1948 Moyen.mens..	321.733	100.187	44.909	366.642	13.693	599	5.322	220	198	95	513
1949 Moyen.mens..	300.931	95.949	45.426	346.357	18.451	593	5.011	195	178	99	472
1949 Janvier .....	301.652	111.531	50.480	352.132	18.951	561	5.379	204	208	129	541
Février .....	290.621	97.242	50.269	340.890	17.740	531	5.027	192	189	104	485
Mars .....	313.239	99.355	48.978	362.217	19.013	566	5.322	205	201	100	506
Avril .....	293.657	87.103	45.192	338.849	18.447	584	4.869	186	187	88	461
Mai .....	286.826	82.008	43.557	330.383	18.500	584	4.742	176	184	95	455
Juin .....	283.634	80.095	41.916	325.550	17.926	602	4.633	173	177	85	435
Juillet .....	257.712	73.202	40.565	298.277	16.883	654	4.112	156	152	92	400
Août .....	287.112	82.605	40.779	327.891	19.128	725	4.474	175	158	105	438
Septembre .....	310.607	99.177	39.503	350.110	18.331	598	4.932	206	163	85	454
Octobre .....	336.613	113.383	45.189	381.802	18.499	581	5.553	233	168	85	486
Novembre .....	328.574	111.098	46.108	374.682	17.883	574	5.615	225	173	105	503
Décembre .....	320.919	114.594	52.581	373.500	18.896	579	5.474	212	173	116	501
1950 Janvier .....	278.782	108.221	41.334	320.116	18.325	563	4.671	190	168	79	437
Février .....	265.247	96.583	44.578	309.825	17.788	543	4.442	171	165	79	415
Mars .....	308.554	99.755	51.406	359.960	18.626	577	5.158	199	180	92	472

- A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.  
 B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.  
 C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

- (1) Wagons chemins de fer et particuliers.  
 (2) Non compris les transports militaires.  
 (3) Y compris le Nord-Belge.

## c) Statistique du trafic (1)

## 2° Transport des principales grosses marchandises

## A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silic et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)...	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1948 Moyenne mensuelle.....	513	5.323	269	1.840	668	612	491	611	48	230	84	471
1949 Moyenne mensuelle.....	472	5.011	289	1.796	583	632	428	568	38	209	70	398
1949 Janvier .....	541	5.379	185	2.059	726	703	408	425	35	286	83	408
Février .....	485	5.027	177	1.826	607	689	430	428	38	275	79	480
Mars .....	506	5.321	173	1.830	695	750	457	537	38	289	76	476
Avril .....	461	4.869	142	1.628	700	654	454	565	34	222	68	402
Mai .....	455	4.744	121	1.542	712	650	477	610	31	153	67	381
Juin .....	435	4.633	125	1.503	633	663	470	612	26	164	65	372
Juillet .....	400	4.112	150	1.386	500	532	414	586	22	141	60	321
Août .....	438	4.474	171	1.534	527	580	427	593	67	151	68	356
Septembre.....	454	4.932	157	1.873	500	585	440	692	76	168	67	374
Octobre .....	486	5.553	645	2.105	475	578	418	659	30	180	67	390
Novembre .....	503	5.615	837	2.074	486	570	393	663	30	223	71	368
Décembre .....	501	5.474	585	2.190	439	635	350	541	28	260	71	375
1950 Janvier .....	437	4.671	148	2.089	387	583	348	413	34	268	71	330
Février .....	415	4.442	171	1.859	356	570	330	442	32	303	69	310
Mars .....	472	5.158	240	1.934	442	593	441	670	39	336	78	385

- (1) Non compris les transports militaires.  
 (2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

II  
Soc. Nat.  
des  
Chemins  
de fer  
vicinaux

70

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Tonnes-km. transportées (milliers)
1938 Moyenne mensuelle (1) .....	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1948 Moyenne mensuelle .....	3.375	142	1.633	14	237	342	480	14	115	32	366	4.344
1949 Moyenne mensuelle .....	3.188	162	1.606	12	194	308	458	12	104	26	306	3.633
1949 Mars .....	3.311	56	1.728	14	244	320	410	6	145	30	358	3.289
Avril .....	3.047	41	1.534	12	212	339	458	5	107	29	310	3.160
Mai .....	2.926	33	1.435	12	184	352	496	5	81	27	301	3.160
Juin .....	2.883	34	1.388	15	190	337	505	4	89	28	295	3.058
Juillet .....	2.556	44	1.215	10	150	296	479	5	80	22	255	2.552
Août .....	2.815	49	1.334	12	169	315	491	41	94	24	286	2.866
Septembre .....	3.227	63	1.602	14	182	319	573	51	96	24	303	3.173
Octobre .....	3.831	478	1.884	9	180	314	536	5	103	23	299	5.620
Novembre .....	3.773	634	1.817	10	178	287	443	3	96	24	281	6.316
Décembre .....	3.563	398	1.849	11	182	242	441	4	111	27	298	5.125
1950 Janvier .....	2.974	55	1.756	9	178	239	336	4	123	23	251	2.284
Février .....	2.792	44	1.594	11	169	224	358	4	116	24	248	2.296
Mars .....	3.276	45	1.645	13	179	319	566	5	159	27	318	3.123

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)
chargés				sur lest								
1936-1938 Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	327	3.762	1.268	551
1948 Moy. m.	706	1.703	1.149	549	160	597	2.669	963	401	2.635	954	551
1949 Moy. m.	795	1.817	942	655	140	707	2.803	1.095	401	2.794	1.095	553
1949 Avril ..	802	1.831	849	673	124	724	2.523	910	382	2.703	1.024	548
Mai ..	827	1.849	1.042	640	168	640	2.758	986	427	2.644	939	481
Juin ..	865	1.949	1.032	695	156	699	2.768	1.023	367	2.846	1.070	651
Juillet ..	840	1.925	974	692	166	701	3.080	1.211	417	2.939	1.125	594
Août ..	826	1.867	1.075	666	140	712	2.959	1.251	433	2.887	1.237	599
Septemb	787	1.745	953	666	139	813	2.900	1.326	465	3.002	1.345	610
Octobre	763	1.832	871	622	136	911	2.863	1.231	435	2.834	1.216	495
Novemb	767	1.727	875	630	142	560	2.787	1.115	388	2.852	1.161	504
Décemb	812	2.009	969	681	131	850	3.313	1.358	529	3.094	1.258	645
1950 Janvier	804	1.981	890	669	126	989	2.937	1.225	480	2.683	1.105	579
Février	727	1.633	774	595	140	768	2.562	1.056	465	2.658	1.100	525
Mars	875	1.950	950	717	164	954	3.075	1.308	583	3.092	1.280	602
Avril ..	794	1.831	784	658	137	859	2.795	1.153	660	2.700	1.108	480

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1) (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moy. mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1948 Moyenne mens.	90	129	186	91	129	42	64	33
1949 Moyenne mens.	105	118	132	105	119	60	82	35
1949 Avril .....	117	126	137	119	124	77	54	20
Mai .....	146	150	167	139	148	89	90	35
Juin .....	105	124	147	107	121	67	83	41
Juillet .....	92	114	138	93	111	85	89	53
Août .....	108	127	158	108	137	39	87	37
Septembre .....	96	122	134	95	110	47	84	40
Octobre .....	84	93	112	88	103	54	123	32
Novembre .....	105	123	135	100	113	37	124	43
Décembre .....	102	126	108	107	135	59	76	34
1950 Janvier .....	128	130	120	120	115	122	100	35
Février .....	102	104	51	108	114	61	75	40
Mars .....	135	121	110	132	118	110	124	35
Avril .....	120	109	98	120	113	75	133	51

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut national de Statistique.

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1948 Moyenne mensuelle	4.860	1.400	1.477	227	7.964	1.152	482	479	61	2.174	118,0	26,1	32,1	7,8	184,0
1949 Moyenne mensuelle	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.545	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1949 Mars	5.275	1.520	1.346	367	8.508	1.246	489	456	108	2.299	125,7	27,2	25,7	14,4	193,0
Avril	5.744	1.677	1.199	446	8.966	1.361	548	435	126	2.470	140,2	29,8	24,5	16,5	211,0
Mai	5.707	1.911	1.466	394	9.478	1.324	675	484	111	2.594	134,4	37,5	30,9	14,5	217,3
Juin	5.552	1.803	1.520	336	9.211	1.276	624	574	90	2.564	134,3	30,7	34,2	11,7	211,0
Juillet	5.487	1.992	1.529	314	9.322	1.260	666	511	88	2.525	130,4	36,1	31,7	11,5	209,7
Août	5.136	2.454	1.922	363	9.875	1.174	705	607	106	2.593	120,9	36,6	37,4	14,0	208,9
Septembre	5.962	2.406	2.011	442	10.821	1.356	675	602	108	2.740	144,3	33,7	39,0	14,2	231,2
Octobre	5.778	2.686	2.066	340	10.770	1.328	787	606	81	2.802	139,5	43,1	41,5	10,6	234,6
Novembre	5.764	2.462	2.049	299	10.574	1.353	717	565	68	2.705	139,5	42,6	41,1	9,0	232,2
Décembre	6.086	2.096	2.064	247	10.493	1.614	708	637	58	2.917	190,9	48,1	45,2	7,4	291,6
1950 Janvier	5.243	1.947	1.717	222	9.129	1.333	744	546	51	2.674	141,2	40,2	36,8	6,4	224,6
Février	4.880	1.645	1.435	225	8.185	1.231	590	475	50	2.346	132,7	29,7	28,8	4,9	196,1
Mars	5.803	2.520	2.058	310	10.691	1.405	929	650	70	3.054	152,4	49,3	44,9	8,8	255,4

LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

N. B. — Les éléments qui servent de base à cette statistique étant extraits exclusivement des déclarations en douane soucrites par les importateurs et les exportateurs, toutes transactions que, en raison des événements, l'Administration des douanes n'a pas été en mesure de constater, ne sont donc pas enregistrées.

RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTEE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

75

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (-) OU DÉFICIT (+) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
<b>IMPORTATIONS</b>														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1948 Moyenne mens.	3,1	260,0	2.096,4	73,0	2.432,4	41,7	1.956,2	3.017,3	2.237,5	40,5	7.293,2	2.998		
1949 Moyenne mens.	4,3	261,4	1.974,1	65,8	2.295,6	72,9	1.603,1	2.952,8	2.129,1	52,0	6.809,9	2.966		
1949 Avril	4,0	148,8	2.074,4	57,1	2.284,3	70,1	1.383,0	3.033,3	2.186,5	46,0	6.719,0	2.941		
Mai	6,1	250,8	2.218,7	60,7	2.536,3	120,4	1.445,3	3.081,9	2.194,9	62,2	6.904,7	2.722		
Juin	3,7	285,3	2.043,0	64,1	2.396,1	71,8	1.545,0	2.922,6	2.175,4	36,3	6.751,1	2.818		
Juillet	4,1	323,0	1.856,1	63,7	2.246,9	79,2	1.687,1	2.547,5	1.906,7	53,9	6.274,4	2.792		
Août	7,8	266,0	1.932,1	52,1	2.258,0	142,5	1.477,3	2.690,1	2.099,0	19,3	6.428,2	2.847		
Septembre	5,0	251,6	1.824,4	60,6	2.141,6	75,5	1.605,1	2.563,9	2.082,4	80,6	6.407,5	2.992		
Octobre	5,2	200,4	1.977,2	73,2	2.256,0	75,4	1.444,5	2.775,8	2.248,3	50,6	6.594,6	2.923		
Novembre	2,9	268,2	1.949,3	76,5	2.296,9	44,7	1.681,6	2.910,3	2.315,2	79,5	7.031,3	3.001		
Décembre	1,6	302,6	1.948,4	78,1	2.330,7	27,4	2.052,5	3.468,2	2.338,3	54,6	7.941,0	3.407		
1950 Janvier	0,7	271,1	1.787,4	64,5	2.123,7	9,5	1.641,3	3.245,6	2.006,8	55,6	6.958,8	3.277		
Février	0,7	177,9	1.563,6	74,3	1.816,5	9,9	1.401,0	2.949,8	2.110,1	69,8	6.540,6	3.601		
Mars	2,3	308,6	2.148,4	93,0	2.552,3	38,5	1.648,7	3.748,4	2.640,9	71,9	8.148,4	3.193		
Avril	2,5	216,0	1.982,5	84,2	2.285,2	42,9	1.247,8	3.152,6	2.392,3	71,3	6.906,9	3.022		
<b>EXPORTATIONS</b>														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	-159,4	92,1
1948 Moyenne mens.	—	34,0	823,7	400,6	1.258,3	1,8	219,4	1.897,6	4.036,8	21,1	6.176,8	4.909	-1116,4	64,7
1949 Moyenne mens.	—	28,0	782,5	399,8	1.210,4	3,7	262,1	1.993,2	4.374,6	15,4	6.649,1	5.493	-160,8	97,6
1949 Avril	—	25,6	692,6	431,0	1.149,2	2,9	267,3	1.994,5	4.810,3	27,7	7.102,8	6.181	+383,8	105,7
Mai	—	25,2	728,1	444,0	1.197,4	2,6	316,7	2.038,2	4.807,9	17,6	7.183,0	5.999	+278,3	104,0
Juin	—	26,7	737,1	464,7	1.228,6	1,7	264,6	2.239,7	4.921,7	4,7	7.432,4	6.049	+681,3	110,1
Juillet	—	20,4	785,8	430,9	1.237,2	2,6	240,3	2.019,0	4.835,7	4,6	7.102,1	5.740	+827,7	113,2
Août	—	19,1	813,2	351,5	1.183,8	1,3	217,7	1.770,0	4.051,8	7,8	6.048,6	5.109	+379,6	94,1
Septembre	—	26,4	872,7	356,4	1.255,5	1,4	237,7	1.886,1	4.077,3	20,5	6.223,0	4.957	+184,5	97,1
Octobre	—	36,7	833,1	333,0	1.202,8	1,3	247,1	1.811,6	3.760,8	15,5	5.836,3	4.852	+758,3	88,5
Novembre	—	50,3	857,0	297,9	1.205,2	2,9	348,4	1.801,7	3.486,6	3,2	5.842,8	4.682	-1.388,5	80,3
Décembre	0,2	43,2	959,2	335,9	1.338,5	5,9	401,7	2.185,5	3.719,4	18,8	6.331,3	4.730	-1.609,7	79,7
1950 Janvier	0,3	52,8	1.082,2	360,8	1.496,1	7,2	349,9	2.301,5	3.959,5	42,7	6.660,8	4.452	-298,0	95,7
Février	0,2	37,2	715,8	305,8	1.059,0	6,5	331,4	2.013,0	3.656,0	30,9	5.937,8	5.607	-602,8	90,8
Mars	0,2	50,2	1.078,2	407,8	1.536,4	7,3	431,3	2.547,0	4.467,6	27,0	7.480,2	4.869	-668,2	91,8
Avril	0,1	59,3	934,7	369,5	1.363,6	3,2	337,4	2.099,8	3.945,6	17,9	6.403,9	4.696	-503,0	92,7

# LE CHOMAGE

## I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHOMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1949 Mars .....	209.067	178.645	387.712	172.212	64.701	236.913	4.143	1.533	5.676
Avril .....	199.202	141.412	340.614	167.488	52.438	219.926	3.855	1.208	5.063
Mai .....	201.106	164.487	365.593	158.445	54.172	212.617	4.596	1.561	6.157
Juin .....	194.029	153.861	347.890	158.873	56.443	215.316	3.667	1.295	4.962
Juillet .....	206.318	255.009	461.327	158.954	61.515	220.469	4.613	1.791	6.104
Août .....	199.250	246.799	446.049	154.011	60.672	214.683	3.556	1.407	4.963
Septembre .....	204.133	258.782	462.915	164.032	64.361	228.393	3.945	1.565	5.510
Octobre .....	246.711	237.890	484.601	196.463	54.614	251.077	5.707	1.583	7.290
Novembre .....	246.747	140.881	387.628	210.403	48.984	259.387	4.845	1.127	5.972
Décembre .....	259.028	181.514	440.542	202.116	62.959	265.075	4.869	1.522	6.391
1950 Janvier .....	263.579	264.995	528.574	216.096	92.872	308.968	6.494	2.807	9.301
Février .....	247.795	154.712	402.507	209.156	55.105	264.261	5.026	1.313	6.339
Mars .....	228.287	133.242	361.529	190.845	45.994	236.839	4.591	1.095	5.686
Avril .....	216.774	147.190	363.964	177.987	41.968	219.955	4.985	1.174	6.159
Mai .....	200.056	173.482	373.538	165.467	45.522	210.989	3.646	1.000	4.646

## II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											

### Moyenne journalière par mois

1949 Mars .....	—	—	24	236.913	66.427	38.669	39.135	54.732	15.478	11.616	5.199	1.722	3.935
Avril .....	—	—	23	219.926	64.566	35.766	36.184	50.970	14.043	10.017	4.642	681	3.157
Mai .....	—	—	29	212.617	63.669	34.045	33.709	49.298	14.786	9.246	4.410	469	2.985
Juin .....	—	—	23	215.316	63.266	35.016	34.643	49.751	16.201	9.136	4.152	405	2.746
Juillet .....	—	—	29	220.469	64.813	34.609	34.743	49.701	18.046	8.888	6.411	596	2.662
Août .....	—	—	23	214.683	55.677	35.012	30.076	48.453	22.220	10.558	8.909	707	3.071
Septembre .....	—	—	24	228.393	63.604	35.248	33.159	47.343	23.786	11.915	9.434	711	3.293
Octobre .....	—	—	29	251.077	63.781	34.748	62.239	46.991	23.127	9.889	6.194	926	3.182
Novembre .....	—	—	22	259.387	65.554	37.730	65.105	47.720	22.542	10.676	5.182	1.200	3.588
Décembre .....	—	—	24	265.075	65.955	42.644	52.318	53.306	26.278	12.125	6.209	2.012	4.228
1950 Janvier .....	—	—	30	308.968	75.475	52.897	51.655	63.010	31.655	16.320	9.067	2.816	6.073
Février .....	—	—	24	264.261	69.700	46.634	41.745	50.695	27.056	13.805	7.317	2.728	5.581
Mars .....	—	—	24	236.839	65.241	41.865	37.080	44.132	25.854	11.121	6.234	1.172	4.140
Avril .....	—	—	29	219.955	62.110	39.666	34.114	42.238	22.188	9.705	5.478	818	3.638
Mai .....	—	—	23	210.989	58.684	36.964	32.560	40.568	22.265	8.715	7.559	515	3.159

### Moyenne journalière par semaine

1950 Mars .....	5	11	6	246.074	66.394	42.903	39.262	45.912	27.437	11.597	6.498	1.547	4.524
	12	18	6	241.571	65.297	42.470	38.191	44.585	27.407	12.005	6.172	1.207	4.237
	19	25	6	234.195	64.900	41.468	36.215	43.449	26.023	10.633	6.478	1.044	3.985
	26	1	6	225.515	64.374	40.619	34.650	42.580	22.548	10.252	5.788	893	3.811
Avril .....	2	8	6	222.494	63.703	41.386	33.594	42.554	21.296	9.785	5.618	839	3.719
	9	15	6	224.792	63.988	39.500	36.651	42.245	22.866	9.724	5.491	722	3.605
	16	22	6	218.436	62.390	39.409	33.758	41.922	21.739	9.697	5.337	643	3.541
	23	29	6	219.614	60.420	39.298	33.767	42.993	22.911	9.786	5.474	1.166	3.809
Mai .....	30	6	6	214.305	60.014	38.517	33.057	41.329	22.252	9.503	5.473	682	3.478
	7	13	6	213.392	60.297	38.265	32.434	41.591	22.719	8.941	5.282	543	3.320
	14	20	6	213.672	58.680	37.153	35.475	40.988	23.142	9.061	5.396	541	3.236
	21	27	6	211.228	58.053	36.376	29.650	39.568	21.801	8.488	13.733	500	3.059
Juin .....	28	3	5	205.133	57.512	35.920	33.290	40.119	21.398	8.365	5.046	472	3.011
	4	10	6	202.595	57.654	36.379	29.931	40.431	21.328	8.473	4.980	468	2.951



### III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hotels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manceuvres	Total
<b>Chômeurs complets</b>																										
1949 Février	6.981	892	155	735	1.749	4.825	16.522	9.431	13.953	322	474	1.084	13.758	9.850	3.120	4.794	8.287	—	—	3.177	902	486	9.943	1.025	60.627	173.092
Mars	6.775	854	147	634	1.635	7.616	14.286	9.267	14.998	417	496	1.159	13.449	8.525	2.852	4.836	8.522	—	—	3.301	984	501	10.318	1.050	59.690	172.212
Avril	6.201	798	138	533	1.310	9.549	11.462	8.961	15.066	308	485	1.162	13.224	7.541	2.606	5.011	8.647	—	—	3.073	935	479	10.619	1.128	58.252	167.488
Mai	4.018	976	234	521	1.056	9.303	9.436	8.365	14.947	311	473	1.141	13.391	6.884	2.417	4.577	8.723	—	—	2.928	921	471	10.861	1.211	55.280	158.445
Juin	4.675	1.116	252	456	1.059	8.259	9.088	8.150	15.257	328	442	1.128	13.917	7.947	2.838	4.577	8.639	—	—	2.716	921	468	10.950	1.248	54.636	158.872
Juillet	4.955	1.048	279	442	976	7.327	9.076	8.204	15.564	331	425	1.039	13.529	8.968	3.409	4.211	8.473	—	—	2.385	886	417	11.079	1.106	54.825	158.954
Août	4.094	955	243	451	1.024	3.765	8.713	8.105	15.902	339	415	1.061	13.328	9.638	3.272	4.174	8.396	—	—	2.438	949	413	11.444	1.097	53.795	154.011
Septembre	4.545	989	239	465	1.218	6.621	9.156	7.780	17.245	343	433	1.133	13.144	9.220	2.962	4.292	8.876	—	—	3.170	993	499	12.315	1.187	57.207	164.032
Octobre	3.700	977	237	493	1.466	5.201	10.578	8.763	19.018	443	707	1.232	36.243	8.696	3.270	4.485	9.645	—	—	3.826	1.213	567	12.884	1.074	61.745	196.463
Novembre	6.341	1.000	314	570	1.507	4.479	12.638	9.149	19.841	450	685	1.226	36.085	9.448	3.432	4.676	9.961	—	—	4.108	1.245	575	13.407	1.058	68.208	210.403
Décembre	8.175	997	375	595	1.596	4.128	14.609	9.417	19.862	408	516	1.147	20.240	10.770	3.788	4.522	9.779	—	—	4.059	1.112	552	13.296	1.043	71.130	202.116
1950 Janvier	9.411	1.086	389	704	2.043	3.973	17.819	10.268	21.299	428	509	1.269	13.716	13.038	4.089	5.114	10.549	—	—	4.014	1.094	573	13.911	1.019	79.871	216.096
Février	9.513	984	387	681	2.087	3.883	16.371	10.064	21.248	423	524	1.243	11.627	11.323	3.314	5.255	10.425	—	—	4.029	1.130	571	13.849	1.056	79.169	209.156
Mars	8.363	806	373	582	1.616	4.497	12.622	9.112	20.326	385	538	1.211	10.529	8.875	2.947	5.269	10.098	—	—	3.970	1.060	553	13.622	1.077	72.414	190.845
Avril	12.227	1.051	1.373	1.450	3.968	4.741	26.012	10.438	32.875	2.350	1.472	1.594	14.215	8.855	3.567	12.396	15.812	—	—	4.693	3.501	587	13.513	1.297	(1)	177.987
<b>Chômeurs partiels et accidentels</b>																										
1949 Février	674	1.019	458	715	1.074	651	7.187	2.526	3.587	174	686	397	12.745	5.778	2.354	1.708	4.219	7.964	—	262	112	56	402	60	11.763	66.571
Mars	549	949	547	611	1.137	2.045	6.547	2.193	3.684	342	640	433	12.445	4.626	2.124	1.941	3.733	8.029	—	245	101	57	407	77	11.239	64.701
Avril	345	504	387	370	994	2.851	1.571	1.728	3.660	261	628	450	13.021	3.782	1.913	1.372	2.476	7.788	—	253	123	49	387	60	7.467	52.438
Mai	465	265	264	384	815	3.264	1.263	1.692	4.374	259	549	471	14.364	3.821	1.756	1.142	2.721	7.523	—	226	140	50	367	63	7.934	54.172
Juin	542	258	281	354	627	3.395	1.174	1.550	4.662	173	501	432	13.466	5.382	4.363	1.085	2.534	6.894	—	211	133	47	351	73	7.955	56.443
Juillet	439	250	5.799	357	497	2.986	1.188	1.619	4.432	258	549	438	12.581	5.431	4.349	1.183	2.947	7.404	—	159	124	48	348	54	8.075	61.515
Août	305	204	14.308	272	659	382	1.189	1.347	4.473	222	455	320	10.634	5.051	2.801	918	2.455	6.634	—	186	134	50	333	49	7.290	60.672
Septembre	353	277	17.481	249	521	536	1.112	1.372	5.498	236	442	308	9.856	4.337	2.297	1.034	3.151	7.508	—	220	100	45	366	49	7.013	64.361
Octobre	467	406	6.361	265	425	353	1.502	1.288	5.661	263	421	259	8.909	3.863	2.902	1.089	3.709	8.101	—	233	109	37	373	64	7.554	54.614
Novembre	482	478	766	279	426	250	2.107	1.391	5.961	229	304	178	7.882	4.682	2.990	1.079	3.528	7.622	—	272	119	49	365	75	7.470	48.984
Décembre	617	669	869	313	875	279	3.737	2.049	6.547	276	322	210	9.977	8.212	5.760	1.423	3.877	6.518	—	294	136	54	557	72	9.316	62.959
1950 Janvier	1.180	1.031	189	931	1.561	264	20.221	3.791	7.733	386	456	297	9.490	8.468	3.959	1.922	4.312	7.100	—	330	146	92	523	73	18.417	92.872
Février	801	1.172	527	498	871	265	5.244	2.126	6.582	216	330	293	5.835	5.253	1.878	1.543	3.256	7.014	—	315	124	61	483	60	10.358	55.105
Mars	325	378	1.151	299	813	399	1.650	1.611	7.566	232	303	317	5.807	3.689	1.597	1.710	2.879	7.309	—	308	103	54	571	53	6.949	45.994
Avril	542	422	621	508	1.042	374	3.238	1.632	6.560	420	440	374	6.256	4.068	2.348	2.194	2.262	6.393	1.050	338	223	50	481	63	(1)	41.968
<b>Total des chômeurs contrôlés</b>																										
1949 Février	7.655	1.911	613	1.450	2.823	5.476	23.709	11.957	17.540	496	1.160	1.481	26.503	15.628	5.474	6.502	12.506	7.964	—	3.439	1.014	542	10.345	1.085	72.390	239.663
Mars	7.524	1.803	694	1.245	2.772	9.661	20.833	11.460	18.682	659	1.136	1.592	25.894	13.151	4.976	6.777	12.255	8.029	—	3.546	1.085	558	10.725	1.127	70.929	236.913
Avril	6.346	1.302	525	903	2.304	12.400	13.033	10.689	18.726	569	1.113	1.612	26.245	11.323	4.519	6.383	11.123	7.788	—	3.326	1.058	528	11.006	1.188	65.719	219.926
Mai	4.483	1.241	498	905	1.871	12.567	10.699	10.057	19.321	570	1.022	1.612	27.755	10.705	4.173	5.719	11.444	7.523	—	3.154	1.061	521	11.228	1.274	63.214	212.517
Juin	5.217	1.374	533	810	1.686	11.654	10.262	9.700	19.919	501	943	1.560	27.383	13.329	7.201	5.468	11.173	6.894	—	2.927	1.054	515	11.301	1.321	62.591	215.316
Juillet	5.394	1.298	6.078	799	1.473	10.313	10.264	9.823	19.996	589	974	1.477	26.110	14.399	7.758	5.394	11.420	7.404	—	2.544	1.010	465	11.407	1.160	62.900	220.469
Août	4.399	1.159	14.551	723	1.683	4.147	9.902	9.452	20.375	561	870	1.381	23.962	14.689	6.073	5.092	10.851	6.634	—	2.624	1.083	463	11.777	1.146	61.085	214.683
Septembre	4.898	1.266	17.720	714	1.739	7.157	10.268	9.152	22.743	579	875	1.441	23.000	13.557	5.259	5.326	12.027	7.508	—	3.390	1.093	544	12.689	1.236	64.220	228.393
Octobre	4.167	1.383	6.598	758	1.891	5.554	12.080	10.051	24.679	706	1.128	1.491	45.152	12.559	6.172	5.574	13.354	8.101	—	4.059	1.322	604	13.257	1.138	69.299	251.077
Novembre	6.823	1.478	1.080	849	1.933	4.729	14.745	10.540	25.802	679	989	1.404	43.967	14.130	6.422	5.755	13.489	7.622	—	4.380	1.364	624	13.772	1.133	75.678	259.387
Décembre	8.792	1.666	1.244	908	2.471	4.407	18.346	11.466	26.409	684	838	1.357	30.217	18.982	9.548	5.945	13.656	6.518	—	4.353	1.248	606	13.853	1.115	80.446	265.075
1950 Janvier	10.591	2.117	578	1.635	3.604	4.237	38.040	14.059	29.032																	

# STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

## I — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1) (millions de francs)

85

RUBRIQUES	31 déc. 1949	31 janv. 1950	28 févr. 1950	31 mars 1950	30 avril 1950
<b>ACTIF</b>					
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42) .....	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :					
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux .....	2.997	2.238	1.801	2.821	2.556
Prêts au jour le jour .....	1.513	1.756	1.524	1.792	1.897
Banquiers .....	3.213	2.801	2.840	2.940	2.870
Maison-mère, succursales et filiales .....	795	732	831	918	932
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	1.786	1.952	1.955	1.769	2.216
Portefeuille-effets .....	34.918	36.161	35.412	36.932	37.826
a) Portefeuille commercial (2) .....	7.450	7.965	7.496	8.630	8.655
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique...	8.404	9.280	9.744	9.911	9.887
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 % .....	19.064	18.916	18.172	18.391	19.284
Reports et avances sur titres .....	703	732	725	695	763
Débiteurs par acceptations .....	4.025	4.284	4.488	4.613	4.644
Débiteurs divers .....	12.328	12.220	12.398	12.378	12.275
Portefeuille-titres .....	8.137	8.120	8.012	7.994	8.100
a) Valeurs de la réserve légale .....	188	188	191	191	192
b) Fonds publics belges .....	6.549	6.519	6.407	6.384	6.443
c) Fonds publics étrangers .....	89	106	106	106	103
d) Actions de banques .....	609	611	612	613	614
e) Autres titres .....	702	696	696	700	748
Divers .....	309	537	335	406	382
Capital non versé .....	5	5	4	4	4
<b>Total disponible et réalisable...</b>	<b>70.729</b>	<b>71.538</b>	<b>70.326</b>	<b>73.262</b>	<b>74.465</b>
C. Immobilisé :					
Frais de constitution et de premier établissement .....	2	2	2	3	3
Immeubles .....	667	670	673	673	673
Participation dans les filiales immobilières .....	260	260	260	260	260
Créances sur filiales immobilières .....	130	132	138	143	150
Matériel et mobilier .....	66	69	69	72	73
<b>Total de l'immobilisé...</b>	<b>1.125</b>	<b>1.133</b>	<b>1.142</b>	<b>1.151</b>	<b>1.159</b>
<b>Total général actif...</b>	<b>71.854</b>	<b>72.671</b>	<b>71.468</b>	<b>74.413</b>	<b>75.624</b>
<b>PASSIF</b>					
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42) .....	—	—	—	—	—
B. Exigible :					
Créanciers privilégiés ou garantis .....	160	186	209	223	187
Emprunts au jour le jour .....	5	11	15	14	22
Banquiers .....	4.328	3.959	3.671	4.310	3.919
Maison-mère, succursales et filiales .....	1.196	1.212	1.093	1.343	988
Acceptations .....	4.025	4.284	4.488	4.613	4.645
Autres valeurs à payer à court terme .....	1.020	1.751	1.119	1.293	2.290
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	1.437	1.403	1.413	1.335	1.436
Dépôts et comptes courants .....	52.678	52.672	52.419	54.182	54.607
a) A vue et à un mois au plus .....	47.347	47.123	46.515	47.537	47.823
b) A plus d'un mois .....	5.331	5.549	5.904	6.645	6.784
Obligations et bons de caisse .....	132	146	159	171	179
Montants à libérer sur titres et participations .....	547	546	546	545	572
Divers .....	1.545	1.773	1.596	1.611	1.904
<b>Total de l'exigible...</b>	<b>67.073</b>	<b>67.943</b>	<b>66.728</b>	<b>69.640</b>	<b>70.749</b>
C. Non exigible :					
Capital .....	2.858	2.855	2.856	2.866	2.867
Fonds indisponible, par prime d'émission .....	317	312	311	315	315
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) .....	190	189	191	194	195
Réserve disponible .....	1.329	1.312	1.320	1.350	1.437
Provisions .....	87	60	62	48	61
<b>Total du non exigible...</b>	<b>4.781</b>	<b>4.728</b>	<b>4.740</b>	<b>4.773</b>	<b>4.875</b>
<b>Total général passif...</b>	<b>71.854</b>	<b>72.671</b>	<b>71.468</b>	<b>73.413</b>	<b>75.624</b>

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 décembre 1949, 31 janvier 1950, 28 février 1950, 31 mars 1950 et 30 avril 1950 respectivement à 3.339, 3.153, 3.732, 3.842 et 3.116 millions de francs.

## SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

## ACTIF

	5-4-1950	13-4-1950	20-4-1950	27-4-1950	4-5-1950	11-5-1950	17-5-1950	24-5-1950
Encaisse en or (1) .....	29.819	29.716	29.682	29.747	29.850	29.639	29.747	29.716
Avoirs sur l'étranger :								
a) en devises étrangères .....	1.519	1.249	1.243	1.739	1.655	1.278	1.410	1.080
b) en francs belges .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	0,5
Accord de compensation multilatérale : fr. b. (2)	1.869	1.689	1.504	1.995	1.745	1.545	2.222	2.022
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) en devises étrangères .....	6.690	6.916	7.329	6.740	7.259	7.464	6.122	6.164
b) en francs belges .....	2.394	2.450	2.380	1.783	1.797	1.650	1.546	1.498
Devises étrangères et or à recevoir .....	18	18	18	18	18	18	18	18
Débiteurs pour change et or, à terme .....	2.152	1.994	1.884	1.973	1.839	1.747	1.853	1.715
Effets commerciaux sur la Belgique .....	3.576	3.503	3.229	3.160	3.714	4.491	4.813	4.693
Avances sur fonds publics .....	257	253	275	247	258	298	320	247
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :								
a) certificats du Trésor .....	5.755	6.435	5.550	6.330	6.370	4.510	4.115	5.135
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	2.626	1.912	2.116	2.365	2.485	3.025	2.635	1.858
c) autres effets publics .....	2	8	2	2	5	0,5	20	8
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	480	462	450	430	411	412	406	398
Avoirs à l'Office des Comptes A .....	2	2	2	1	2	1	2	2
Chèques Postaux / Compte B .....	440	413	420	406	400	396	398	392
Avances spéciales pour participation au Fonds Monétaire International :								
a) au Gouvernement belge, en francs belges ...	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125	1.125
b) au Gouvernement luxembourgeois, en francs luxembourgeois .....	50	50	50	50	50	50	50	50
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts) .....	1.016	1.022	1.025	1.030	(2) 1.032	1.034	1.038	1.044
Immeubles, matériel et mobilier .....	341	341	341	341	341	341	341	341
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	480	480	483	483	480	480	480	480
Divers .....	658	617	568	579	571	666	594	637
	96.208	95.594	94.615	95.483	96.346	95.110	94.201	93.462

## PASSIF

	5-4-1950	13-4-1950	20-4-1950	27-4-1950	4-5-1950	11-5-1950	17-5-1950	24-5-1950
Billets en circulation .....	87.709	87.260	86.314	86.079	86.785	85.879	85.062	84.784
Comptes courants :								
Compte ordinaire .....	6	7	4	3	7	3	4	4
Trésor public { Comptes Accord de Coopération Economique .....	198	224	258	234	277	207	182	173
Fonds Monétaire International :								
Compte francs belges .....	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127	1.127
Compte francs luxembourgeois .....	50	50	50	50	50	50	50	50
Banques à l'étranger :								
1° accords de paiement { a) .....	923	998	1.022	1.288	1.543	1.622	1.693	1.399
b) .....	440	413	420	406	400	396	398	392
2° autres comptes .....	36	29	29	35	31	31	29	28
Divers .....	1.488	1.479	1.455	2.243	2.222	1.967	1.739	1.708
Total des engagements à vue ...	92.067	91.587	90.679	91.465	92.442	91.282	90.284	89.875
Devises étrangères et or à livrer .....	2.264	2.075	1.990	2.062	1.933	1.836	1.919	1.782
Créditeurs pour change et or à terme .....	18	18	18	18	18	18	18	18
Caisse de Pensions du Personnel .....	480	480	483	483	480	480	480	480
Divers .....	300	355	366	376	394	415	421	428
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement .....	679	679	679	679	679	679	679	679
	96.208	95.594	94.615	95.483	96.346	95.110	94.201	93.462

(1) Montants non réévalués.

(2) Ce compte enregistre le montant de l'avance faite par la Banque en vue d'assurer, pour compte de l'Etat, la mise en application de l'accord de paiement et de compensation entre les pays européens pour l'exercice 1949/1950, signé à Paris le 7 septembre 1949, avance qui sera amortie au moyen de l'aide conditionnelle attribuée à la Belgique.

**SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE**

85

*(millions de francs)*

**ACTIF**

	30-11-1949	31-12-1949	31-1-1950	28-2-1950	31-3-1950	30-4-1950
Encaisse-or .....	(*) 977	(**) 1.115	(**) 1.115	(**) 1.115	(**) 1.115	(**) 1.115
Compte spécial de la Colonie (1) .....	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses .....	20	21	20	19	19	27
Avoirs aux Offices des Chèques postaux .....	11	10	14	15	11	12
Avoirs en Banque { en Belgique .....	261	424	371	308	501	270
à l'étranger .....	1.203	1.123	1.356	1.405	1.485	1.484
Portefeuille-titres .....	405	405	424	443	443	443
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger .....	7.612	7.510	7.961	7.960	2.947	8.848
Effets commerciaux .....	673	715	693	734	776	760
Débiteurs .....	232	242	226	242	263	260
Etat belge .....	538	540	540	540	441	441
Immeubles et matériel .....	29	35	23	26	27	29
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme .....	29	22	8	1	1	2
Débiteurs pour contrats de change à terme .....	582	543	502	421	490	537
Divers .....	18	17	18	19	19	20
	12.695	12.827	13.376	13.353	13.643	14.353

**PASSIF**

	30-11-1949	31-12-1949	31-1-1950	28-2-1950	31-3-1950	30-4-1950
Capital .....	20	20	20	20	20	20
Réserves .....	46	46	48	48	48	48
Circulation (billets et monnaies métalliques) .....	2.304	2.422	2.442	2.436	2.411	2.340
Produit de la réévaluation de l'encaisse-or (***) .....	—	138	138	—	—	—
Créditeurs à vue .....	8.883	8.803	9.310	9.481	9.764	9.435
Créditeurs à terme .....	205	314	312	319	327	1.407
Créditeurs pour contrats de change à terme .....	29	22	8	1	1	2
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme .....	582	543	502	421	490	537
Transferts en route et divers .....	626	519	596	627	582	564
	12.695	12.827	13.376	13.353	13.643	14.353

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

(\*) Montants non réévalués.

(\*\*) Encaisse-or réévaluée au prix de fr. 56.263,7994 le kg. d'or fin.

(\*\*\*) Décret du 17 février 1950.

## II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France  
(millions de francs)

DATES	Encaisse-or	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger	Bon du Trésor remboursable en or (1)	Portefeuille d'escompte (2)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs Total
							sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (3)	Dont avances provisoires (4)		
1948 Moyenne annuelle	52.967	12.258	0,2	—	169.607	83.769	4.527	9.136	723.509	570.300	849.369	207.977
1949 Moyenne annuelle	52.917	10.491	22.066	(6) 2.951	282.026	126.978	5.209	13.710	759.238	583.810	1.110.129	155.294
1949 10 mars	52.817	12.408	0,3	—	282.530	103.277	4.912	19.442	728.667	573.700	1.019.189	165.754
7 avril	52.817	12.408	0,3	—	275.820	123.362	5.011	16.285	736.263	579.400	1.055.459	168.107
5 mai	52.817	12.408	0,6	—	265.451	126.281	6.210	24.268	732.787	580.900	1.064.210	165.322
9 juin	(5)52.981	9.293	0,7	—	295.395	125.737	5.988	18.465	732.199	580.600	1.080.173	160.684
7 juillet	52.981	9.293	7.703	2.951	298.365	131.159	6.115	19.176	737.147	580.600	1.125.733	149.041
4 août	52.981	9.293	21.068	2.951	281.740	140.820	5.954	17.631	758.110	592.500	1.152.147	146.241
8 septembre	52.981	9.293	44.687	2.951	288.833	135.376	4.840	10.288	758.773	589.300	1.185.908	123.764
6 octobre	52.981	9.293	52.015	2.951	306.696	148.270	6.133	13.438	763.167	592.600	1.229.803	127.398
10 novembre	52.981	9.293	58.384	2.951	307.730	145.425	5.643	18.648	768.473	594.400	1.229.504	140.630
8 décembre	52.981	9.293	61.664	2.951	324.064	148.873	5.308	16.785	758.569	582.800	1.241.612	140.390
1950 5 janvier	52.981	9.293	55.053	2.951	351.662	140.948	5.629	16.272	783.500	585.300	1.295.210	132.630
9 février	52.981	9.293	59.468	2.951	350.493	135.070	5.621	15.086	779.841	589.200	1.285.452	129.073
9 mars	52.981	9.293	61.783	2.951	366.696	129.308	5.165	18.161	783.283	591.200	1.315.729	119.276
6 avril	52.981	9.293	66.918	2.951	379.989	133.613	5.318	21.144	790.110	597.000	1.346.383	125.372
4 mai	52.981	9.293	87.596	2.951	358.758	128.435	5.729	19.406	790.123	596.200	1.348.335	116.531

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 juin 1950.  
précédent : 3 % depuis le 30 septembre 1948.

(1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947.  
(2) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».

(3) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs.

(4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élevaient à 426.000 millions de francs.

(5) Une tranche du prêt obtenu de la Federal Reserve Bank en novembre 1947, sur l'or déposé en garantie par la Banque de France, est venue à échéance le 23 mai. Cette tranche s'élevant à 25 millions de dollars était gagée par un dépôt de 23 tonnes d'or. Sur ce dépôt, 22 tonnes ont été cédées par la Banque au Fonds de Stabilisation des Changes pour lui permettre de rembourser le prêt et la Banque a reçu un bon du Trésor remboursable en or d'un montant de 2.951 millions en contrepartie. Le reliquat du dépôt, dégagé par le remboursement, est venu accroître le montant de l'encaisse-or.

(6) Moyenne des sept derniers mois.

Bank of England  
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)				Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %	
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts		Total
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1948 Moy. annuelle	0,25	1,23	340,8	15,0	24,2	380,0	1.253,7	1.312,5	14,0	10,8	304,5	92,7	422,0	14,3
1949 Moy. annuelle	0,28	4,61	354,3	19,7	25,8	399,8	1.269,0	1.314,4	12,3	28,6	296,4	94,6	431,9	11,6
1949 Moy. du 5 janv. au 14 septembre	0,25	4,26	334,8	20,1	25,8	380,7	1.266,7	1.314,9	12,9	17,0	295,4	89,9	415,2	12,7
Moy. du 21 sept. au 28 décembre	0,36	5,48	402,3	18,8	26,0	447,1	1.274,6	1.313,3	11,0	57,3	298,9	106,5	473,7	9,4
1949 9 mars	0,25	3,73	317,5	23,7	22,9	364,1	1.240,2	1.300,0	8,5	17,6	295,8	87,4	409,3	15,6
6 avril	0,25	3,97	337,4	18,3	22,6	378,3	1.260,8	1.300,0	14,5	6,7	291,0	91,8	404,0	10,7
4 mai	0,25	4,19	335,7	14,9	31,3	381,9	1.278,8	1.300,0	8,8	0,7	292,6	87,4	389,5	6,6
8 juin	0,25	4,07	360,2	22,9	21,9	405,0	1.280,1	1.300,0	8,0	29,9	287,4	85,9	411,2	5,9
6 juillet	0,25	4,43	316,6	22,7	21,6	360,9	1.284,6	1.350,0	9,3	21,2	291,9	90,4	412,8	17,0
10 août	0,25	4,84	345,4	11,1	28,3	384,8	1.302,8	1.350,0	10,1	32,4	288,7	87,5	418,7	12,5
7 septembre	0,25	5,16	301,5	7,5	22,9	331,9	1.272,5	1.350,0	9,9	9,7	284,5	92,2	396,3	20,9
5 octobre	0,36	5,49	339,5	25,5	22,7	387,7	1.264,5	1.350,0	11,5	16,3	291,6	91,9	411,3	10,1
9 novembre	0,36	5,72	406,5	15,9	28,2	450,6	1.260,4	1.300,0	8,9	54,7	299,7	115,1	478,4	9,6
7 décembre	0,36	5,24	467,1	15,2	23,9	506,2	1.283,7	1.300,0	9,1	80,9	308,9	111,0	509,9	4,3
1950 4 janvier	0,36	5,24	440,9	23,7	23,4	488,0	1.299,7	1.350,0	19,8	97,9	292,0	115,1	525,7	10,6
8 février	0,36	5,25	448,1	21,9	32,5	502,5	1.246,4	1.300,0	8,4	131,7	288,9	114,3	543,3	10,9
8 mars	0,36	5,26	447,9	20,9	23,0	492,4	1.257,6	1.300,0	15,9	150,5	281,2	74,3	521,9	9,2
5 avril	0,36	5,50	496,3	12,2	23,5	532,0	1.282,1	1.300,0	9,3	160,0	285,4	83,4	538,1	4,4
10 mai	0,36	6,11	520,4	15,5	29,6	565,5	1.283,8	1.300,0	23,6	178,8	275,2	92,8	570,4	4,0

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.  
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

86

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Portefeuille sur l'Etranger	Correspondants à l'Etranger	Moyens de paiement à l'Etranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts sur titres, march. et warrants (1))	Cert. de Trésor. repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires (2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Créditeurs en monnaies étrangères
										Anciennes émissions	Nouvelle émission	du Trésor		autres				
												ordinaire	spécial (4)	Avoirs des banques en Hollande (3)	Avoirs libres des banques d'ém. étr. et institutions similaires (4)	Avoirs libres (4)	Avoirs bloqués	
1948 Moyenn. ann.	490	1,8	302	128,0	5,5	151	1.865	1.500	119	2.980	675		60		585	26		
1949 Moyenn. ann.	499	1,3	233	235,9	4,1	150	1.797	1.500	86	2.993	316	347	47	396	407	3	44	
1949 Moy. du 3 janv. au 19 sept.	437	1,9	210	175,2	4,8	150	1.800	1.500	91	3.001	224	279	46	377	398	4	58	
Moy. du 26 sept. au 27 déc.	667	—	296	400,6	2,2	148	1.789	1.500	72	2.973	266	534	49	449	431	2	7	
1949 7 mars	439	—	178	149,7	6,2	160	1.800	1.500	108	3.019	191	250	33	345	319	4	103	
4 avril	439	—	130	210,0	5,8	156	1.800	1.500	107	3.016	175	301	33	356	368	4	58	
9 mai	439	—	136	167,8	4,8	145	1.800	1.500	80	2.985	93	293	45	366	463	4	59	
7 juin	439	—	158	187,5	4,8	146	1.800	1.500	79	2.993	92	293	43	380	525	3	59	
4 juillet	439	—	194	208,5	4,7	146	1.800	1.500	77	3.016	112	379	83	415	404	3	64	
8 août	425	12,0	260	178,0	1,2	143	1.800	1.500	76	3.007	447	273	34	407	321	2	5	
5 septembre	426	—	312	189,6	2,3	157	1.800	1.500	75	3.031	378	297	36	442	383	2	8	
10 octobre	612	—	333	370,8	2,2	144	1.800	1.500	74	2.975	474	376	37	459	598	2	8	
7 novembre	612	—	331	402,4	1,9	141	1.800	1.500	72	2.968	608	539	51	414	441	2	5	
5 décembre	740	—	253	471,2	2,6	145	1.800	1.500	71	2.996	652	643	39	441	392	2	6	
1950 9 janvier	740	—	165	565,9	1,6	140	1.750	1.500	70	3.012	608	610	37	481	319	3	12	
6 février	871	—	102	683,0	1,1	175	1.600	1.500	69	2.988	571	642	33	507	385	2	13	
6 mars	871	3,6	68	730,6	1,6	157	1.600	1.500	87	2.991	414	770	31	540	381	2	13	
11 avril	871	—	65	797,3	1,7	162	1.350	1.500	86	2.965	467	540	37	444	474	2	25	
8 mai	871	5,3	73	877,7	1,4	140	1.350	1.500	65	2.935	472	715	27	445	448	2	31	

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941.  
précédent : 3 % depuis le 29 août 1939.

- (1) Avant le 3 janvier 1949, ce compte s'intitulait : « Avances sur nantissement de titres, marchandises et warrants ».
- (2) Cette rubrique, ainsi que le compte correspondant du passif « Avoirs libres des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires », traduit les opérations résultant d'accords monétaires qui prévoient des paiements réciproques en florins.
- (3) A partir du 3 janvier 1949, la rubrique « Avoirs bloqués des banques » a été remplacée partiellement par le compte « Avoirs des banques du pays », le surplus étant inclus dans les « Avoirs libres ».
- (4) A partir du 3 janvier 1949, deux nouveaux comptes ont été détachés des « Avoirs libres » : « Compte spécial du Trésor », qui enregistre la contrevaletur en florins des allocations de l'Accord de Coopération Economique, et « Avoirs libres des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires » (voir remarque 2).

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Report de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1948 Moyenn. annuel.	5.661	135,7	131,6	59,5	16,8	4.176	1.307	105,86
1949 Moyenn. annuel.	6.047	305,2	104,9	27,6	9,7	4.266	1.817	104,41
1949 7 mars	5.849	280,7	119,1	31,3	7,6	4.234	1.652	104,15
7 avril	5.912	322,1	127,6	28,9	8,8	4.257	1.689	104,84
7 mai	5.992	377,4	119,8	28,5	7,2	4.231	1.831	105,09
7 juin	6.041	373,0	106,1	26,6	8,1	4.223	1.867	105,33
7 juillet	6.004	419,3	119,3	24,3	9,2	4.246	1.895	104,60
6 août	6.121	398,2	85,7	25,5	7,5	4.247	1.959	105,05
7 septembre	6.281	296,2	83,4	22,8	7,0	4.257	2.002	105,07
7 octobre	6.155	186,1	90,0	24,2	5,3	4.301	1.816	103,65
7 novembre	6.161	254,4	87,6	23,7	6,6	4.297	1.896	103,59
7 décembre	6.202	254,3	86,3	28,3	8,6	4.304	1.936	103,47
1950 7 janvier	6.247	260,0	79,9	22,7	8,8	4.391	1.882	103,73
7 février	6.245	267,2	72,9	20,4	7,0	4.170	2.098	103,89
7 mars	6.247	264,1	72,7	17,1	8,3	4.196	2.077	103,82
6 avril	6.249	279,9	72,0	18,0	8,8	4.236	2.054	103,80
6 mai	6.241	296,1	69,3	20,9	7,7	4.208	2.092	103,77

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.  
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

## Federal Reserve Banks

(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1948 Moyenne annuel.	21.624	635	22.259	291	21.586	23.066	20.399	50,2
1949 Moyenne annuel.	22.610	584	23.194	288	19.594	23.396	19.704	53,8
1949 9 mars	22.433	614	23.047	347	21.629	23.528	21.357	51,3
6 avril	22.466	609	23.075	303	21.597	23.423	21.531	51,3
4 mai	22.509	603	23.112	270	20.830	23.332	21.108	52,0
3 juin	22.569	589	23.158	258	19.594	23.339	19.494	54,1
6 juillet	22.606	588	23.254	254	19.343	23.493	19.140	54,5
10 août	22.757	568	23.325	291	18.606	23.289	18.672	55,6
7 septembre	22.842	551	23.393	246	17.413	23.411	17.423	57,3
5 octobre	22.797	548	23.345	254	17.961	23.308	18.071	56,4
9 novembre	22.716	549	23.265	244	17.706	23.321	17.780	56,6
7 décembre	22.674	554	23.228	224	17.931	23.501	18.003	56,0
1950 4 janvier	22.620	552	23.172	262	18.829	23.440	18.906	54,7
8 février	22.584	540	23.124	333	17.656	22.929	18.064	56,4
8 mars	22.532	538	23.120	287	17.846	22.995	18.145	56,2
5 avril	22.489	541	23.030	238	17.572	22.968	17.760	56,5
10 mai	22.524	524	23.048	192	17.591	22.845	17.754	56,8

Taux d'escompte { actuel : 1,50 % depuis le 13 août 1948.  
précédent : 1,25 % depuis le 12 janvier 1948.

## Sveriges Riksbank

(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circu- l.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1948 Moyenne annuelle	195	123	2.921	110	365	629	2.834	645	130	87	862	645	3.196	11,22	9,95
1949 Moyenne annuelle	163	140	3.068	111	609	497	3.015	610	178	83	871	701	3.350	10,03	9,02
1949 Moy. des 8 prem. mois	166	105	3.112	110	470	521	2.968	639	178	80	897	630	3.275	9,19	8,30
Moy. des 4 dern. mois	155	208	2.979	112	886	449	3.128	553	178	88	819	843	3.500	11,61	10,37
1949 Mars	176	112	2.973	132	391	591	2.953	641	93	87	801	621	3.200	9,74	8,99
Avril	176	111	3.228	95	372	518	3.019	563	222	80	865	616	3.200	9,50	8,96
Mai	157	100	3.066	83	432	496	2.906	572	147	83	802	626	3.200	8,84	8,03
Juin	157	99	3.240	83	499	507	2.996	748	90	91	930	658	3.200	8,54	8,00
Juillet	156	99	3.038	82	567	458	2.928	608	158	85	851	671	3.500	8,72	7,30
Août	158	99	3.204	82	646	443	2.980	563	311	89	943	700	3.500	8,54	7,27
Septembre	155	209	2.874	97	813	481	3.028	600	28	80	708	893	3.500	12,04	10,42
Octobre	155	209	2.925	104	872	499	3.089	566	145	101	812	864	3.500	11,76	10,38
Novembre	155	208	2.934	110	906	483	3.109	577	178	95	850	839	3.500	11,67	10,36
Décembre	154	208	3.184	133	954	332	3.287	467	361	79	907	775	3.500	11,01	10,34
1950 Janvier	154	208	2.794	140	958	335	3.111	479	185	79	743	735	3.500	11,63	10,34
Février	154	207	2.909	123	983	339	3.133	470	271	84	835	756	3.500	11,62	10,31
Mars	153	206	2.650	151	959	387	3.161	409	39	83	522	815	3.500	11,37	10,27
Avril	156	210	2.898	158	874	274	3.206	437	103	81	621	742	3.500	11,41	10,45
Mai	158	212	2.789	170	968	273	3.092	442	224	79	745	733	3.500	11,96	10,57

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.  
précédent : 3 % depuis le 29 mai 1941.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.  
(2) Le droit d'émission est fixé par la loi du 28 mai 1948 à 3.200 millions de Kr., puis à 3.500 millions de Kr. par la loi du 3 juin 1949.  
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

## Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 mai 1950)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	14 juillet 1949	4, —	Hongrie	1 <sup>er</sup> novembre 1947	5, —
Autriche	10 juillet 1935	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	6 octobre 1949	3,25	Italie	6 avril 1950	4, —
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	15 janvier 1940	3,50 (1)	Pologne	1 <sup>er</sup> août 1947	6, —
Espagne	22 mars 1949	4, —	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	13 août 1948	1,50	Roumanie	25 mars 1948	5, — (3)
Finlande	1 <sup>er</sup> juillet 1949	5,75	Suède	9 février 1945	2,50
France	30 septembre 1948	3, — (2)	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2, —	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12, —	Turquie	1 <sup>er</sup> juillet 1938	4, —
Hollande	27 juin 1941	2,50	Yougoslavie	20 août 1948	1, — à 3, —

- (1) 4 1/2 % à partir du 4 juillet 1950.  
(2) 2 1/2 % à partir du 8 juin 1950.  
(3) Effets agricoles 3 1/2 %.

III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

87

Situations en milliers de francs suisses or

[unités de 0,29032258... grammes d'or fin (art. 5 des statuts)]

	31 mars 1950			30 avril 1950			31 mai 1950				31 mars 1950			30 avril 1950			31 mai 1950		
	<b>ACTIF</b>										<b>PASSIF</b>								
		%		%		%		%			%		%		%		%		%
<b>I. Or en lingots et monnayé.....</b>	287.550	35,4	283.584	35,1	305.018	35,1													
<b>II. Encaisse.</b> A la Banque et en compte courant dans d'autres Banques .....	42.650	5,7	27.728	3,4	47.975	5,5													
<b>III. Fonds à vue placés à intérêts...</b>	1.681	0,2	2.934	0,4	2.930	0,3													
<b>IV. Portefeuille réescomptable :</b> 1. Effets de commerce et accep- tations de Banque .....	32.181	4,3	33.072	4,1	30.908	3,6													
2. Bons du Trésor .....	103.000	13,6	106.268	13,2	150.378	17,3													
<b>V. Effets divers remobilisables sur demande.....</b>	31.262	4,1	20.589	2,5	30.903	3,6													
<b>VI. Fonds à terme et avances :</b> 1. A 3 mois au maximum .....	26.869	3,6	30.293	3,7	36.829	4,2													
2. De 3 à 6 mois .....	3.566	0,5	2.144	0,3	—	—													
3. A plus d'un an .....	718	0,1	719	0,1	720	0,1													
<b>VII. Effets et placements divers :</b> 1. Bons du Trésor. a) A 3 mois au maximum ...	66.847	8,9	128.306	15,9	69.979	8,1													
b) De 3 à 6 mois .....	17.644	2,3	—	—	22.820	2,6													
2. Autres effets et placements divers : a) A 3 mois au maximum ...	80.715	10,7	84.551	10,5	82.903	9,6													
b) De 3 à 6 mois .....	—	—	6.472	0,8	4.700	0,5													
c) A plus d'un an .....	10.282	1,4	11.064	1,4	12.474	1,4													
<b>VIII. Actifs divers .....</b>	175.488	22,3	230.393	28,3	192.885	24,3													
	1.555	0,2	1.585	0,2	1.500	0,2													
<b>IX. Fonds propres utilisés en exé- cution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Alle- magne (voir ci-dessous).....</b>	68.291	9,0	68.291	8,4	68.291	7,9													
<b>Total actif...</b>	<b>754.809</b>	<b>100,0</b>	<b>807.600</b>	<b>100,0</b>	<b>868.337</b>	<b>100,0</b>													
<b>I. Capital :</b> Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune .....	500.000	125.000	500.000	125.000	500.000	125.000													
Actions libérées de 25 % .....	—	16,6	—	15,5	—	14,4													
<b>II. Réserves :</b> 1. Fonds de Réserve Légale ...	6.527	—	6.527	—	6.527	—													
2. Fonds de Réserve Générale ...	13.343	—	13.343	—	13.343	—													
<b>III. Dépôts à court terme et à vue (or) :</b> 1. A 3 mois au maximum .....	244	0,0	244	0,0	6.891	0,8													
2. A vue .....	96.523	12,8	113.746	14,1	143.340	16,6													
<b>IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :</b> 1. Banques Centrales pour leur compte : a) De 3 à 6 mois .....	21.218	2,8	2.290	0,3	—	—													
b) A 3 mois au maximum ...	319.250	42,3	378.880	46,7	400.189	46,1													
c) A vue .....	33.065	4,4	30.487	3,8	37.006	4,3													
2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants : a) A 3 mois au maximum ...	1.986	0,3	1.985	0,2	1.985	0,2													
b) A vue .....	388	0,1	389	0,0	390	0,0													
3. Autres déposants : a) De 3 à 6 mois .....	208	0,0	—	—	—	—													
b) A 3 mois au maximum ...	21.510	2,8	21.470	2,6	17.625	2,0													
c) A vue .....	2.224	0,3	1.859	0,2	2.064	0,2													
<b>V. Divers .....</b>	399.849	52,9	435.360	54,0	459.259	52,9													
	11.874	1,6	11.931	1,5	6.901	0,8													
<b>VI. Compte de profits et pertes — report à nouveau .....</b>	—	—	—	—	2.627	0,3													
<b>VII. Provision pour charges éven- tuelles .....</b>	101.449	13,4	101.449	12,6	104.449	12,0													
<b>Total passif...</b>	<b>754.809</b>	<b>100,0</b>	<b>807.600</b>	<b>100,0</b>	<b>868.337</b>	<b>100,0</b>													

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :				Dépôts à long terme :			
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiscontbank; effets de la Golddiscontbank et de l'admini- stration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus) .....	221.019		221.019	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)....	152.606		152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181	2. Dépôt du Gouvernement alle- mand .....	76.303		76.303
<b>Total...</b>	<b>297.200</b>		<b>297.200</b>	<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci- dessus).....</b>	<b>68.291</b>		<b>68.291</b>
				<b>Total...</b>	<b>297.200</b>		<b>297.200</b>

Note 1 : L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de Banques centrales et autres déposants et les fonds détenus pour le Service des Emprunts internationaux, dont la Banque des Règlements Internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal, ne sont pas inclus dans ces situations.

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses-or 152.606.250,—, la Banque a reçu jusqu'à présent, de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses-or 141.649.121,25, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

Note 3 : Des effets équivalant à 3.663.600 francs suisses or ont été cédés avec engagement de rachat par la Banque.



IV — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

89

EPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établis- sements para-banquiers (*)	Stock de monnaie scripturale			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) (8)	
1948 Avril .....	4.708	79.047	82.849	819	16.911	40.350	58.080	140.929	58,8	9.379
1949 Mars .....	4.394	83.580	86.998	998	17.421	40.911	59.330	146.328	59,6	9.439
Avril .....	4.425	84.574	88.044	801	17.428	40.969	59.288	147.332	59,8	9.112
Mai .....	4.470	84.032	87.564	974	18.903	41.041	60.918	148.482	59,0	9.047
Juin .....	4.560	84.938	88.495	1.027	18.981	42.791	62.799	151.294	58,5	9.151
Juillet .....	4.696	86.805	90.488	955	17.984	42.292	61.231	151.719	59,6	9.398
Août .....	4.710	86.917	90.670	954	18.727	43.508	63.189	153.859	58,9	9.179
Septembre .....	4.400	87.588	91.009	824	18.338	44.865	63.327	154.836	58,8	9.157
Octobre .....	4.112	87.415	90.502	616	18.265	43.694	62.575	153.077	59,1	8.230
Novembre .....	4.107	86.615	89.709	1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172
Décembre .....	4.118	87.890	91.040	1.531	20.204	43.149	64.884	155.924	58,4	8.340
1950 Janvier .....	4.189	87.287	90.448	702	18.145	43.743	62.590	153.038	59,1	8.482
Février .....	4.259	87.494	90.737	715	18.143	42.547	61.405	152.142	59,6	8.085
Mars .....	4.314	87.530	90.710	650	18.425	43.477	62.552	153.262	59,2	8.575
Avril .....	4.386	87.062	90.216	839	18.422	43.459	62.720	152.936	59,0	8.969

(\*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6: « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », p. 333 et suivantes.

# TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

## STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
<b>LE MARCHÉ DE L'ARGENT</b>		<b>LES PRIX</b>	
I — Taux d'escompte et de prêts .....	2	a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne .....	4	b) Indices des prix de gros à l'étranger ..	45
		c) Indices des prix de détail en Belgique..	46
<b>LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES METAUX PRÉCIEUX</b>		<b>LA PRODUCTION</b>	
I — Cours des métaux précieux .....	9	I — Charbonnière et métallurgique .....	55
II — Cours officiels des changes .....	10	II — Industrie textile .....	56
		III — Productions diverses .....	56
<b>LE MARCHÉ DES CAPITAUX</b>		IV — Énergie électrique .....	58
I — Cours comparés de quelques fonds publics .....	14	V — Gaz .....	59
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers .....	15	<b>LA CONSOMMATION</b>	
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles .....	15	I — Indices des ventes à la consom- mation .....	65
IV — Cours et rendements des principaux types de valeurs à revenu fixe ....	16	II — Consommation de tabac .....	66
V — Émissions de capitaux en Belgique et au Congo belge .....	17	III — Abatages dans les 12 principaux abattoirs du pays .....	67
Tableau rétrospectif		<b>LES TRANSPORTS</b>	
Émissions des sociétés congolaises en février 1950 :		I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges .....	70
Détail des émissions		a) recettes et dépenses d'explo- tation	
Groupement par importance du capital		b) wagons fournis à l'industrie	
Émissions des sociétés belges en mars 1950 :		c) trafic :	
Détail des émissions		1° trafic général	
Groupement par importance du capital		2° grosses marchandises :	
VI — Emprunts des pouvoirs publics .....	18	A) ensemble du trafic	
VII — Opérations bancaires du Crédit Com- munal .....	19	B) service interne belge	
VIII — Inscriptions hypothécaires .....	20	II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux .....	70
<b>LES FINANCES PUBLIQUES</b>		III — Les ports .....	71
I — Situation de la Dette publique .....	25	a) Anvers	
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Bel- gique .....	25	b) Gand	
III — Rendement des impôts .....	26	IV — Mouvement général de la navigation intérieure .....	72
<b>LES REVENUS ET L'ÉPARGNE</b>		<b>LE COMMERCE EXTERIEUR</b>	
I — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises .....	30	Classification adoptée par la convention de Bruxelles .....	75
Dividendes et coupons d'obliga- tions mis en paiement :		<b>LE CHOMAGE</b>	
en mars 1950		I — Chômage complet et partiel .....	81
Tableau rétrospectif		II — Répartition des chômeurs contrôlés par province .....	81
II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite .....	31	III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions .....	81
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne		<b>STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES</b>	
b) Versements inscrits aux comp- tes des affiliés à la Caisse de Retraite		I — Belgique et Congo belge :	
III — Indice trimestriel des salaires .....	32	Situations globales des banques belges .....	85
<b>LE MOUVEMENT DES AFFAIRES</b>		Banque Nationale de Belgique :	
I — Chambres de compensation .....	35	Situations hebdomadaires .....	85
a) Mouvement du débit		Banque du Congo belge :	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Situations mensuelles .....	85
II — Chèques postaux .....	36	II — Banques d'émission étrangères :	
		Situations .....	86
		Banque de France	
		Bank of England	
		Nederlandsche Bank	
		Banque Nationale Suisse	
		Federal Reserve Banks	
		Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte	
		III — Banque des Règlements Internatio- naux, à Bâle .....	87
		IV — Stock monétaire en francs belges ....	89

---

---

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.  
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---